lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 281 — SEMAINE DU 14 AU 21 JANVIER 1974 — PRIX : 2 F

PRIX :

LE GOUVERNEMENT VOLE LES PLUS PAUVRES POUR DISTRIBUER DES SURPROFITS AUX MONOPOLES

courrier

Les inondations en Tunisie :

une lettre d'un travailleur tunisien

Les inondations dans la région de Gafsa : trente et un lycéens victimes de l'insouciance du gouvernement tunisien.

Chaque jour, les jeunes habitants d'Elksar Lala, M'dila, doivent traverser l'oued Bayach pour aller au lycée à Gafsa. Quand l'oued est à sec, le trajet se fait par l'unique route qui relie les villages à la ville.

Mais cet oued qui vient des montagnes algériennes se gonfle à la moindre pluie et au moindre orage, devient un monstre dévastateur : les inondations détruisent les voies de communication, les cultures et les maisons. Ce n'est pas rare. Chaque année, il y a des dizaines de victimes dans la population. Cette année, c'est un camion transportant des lycéens qui a sombré dans l'oued : trente et un morts.

Contre cela, le gouvernement de Bourguiba ne prend aucune mesure sérieuse : on essaie de faire croire à une fatalité, et pourtant l'aménagement de l'oued, la construction d'un pont et de digues de protection auraient sauvé cette année les lycéens, les cultures, les maisons des paysans et des ouvriers.

Mais que valent la vie et le travail d'une population dans un pays où on ne se soucie que de prestige : on a construit des clubs et des hôtels de luxe dans la région de Gafsa, au profit de la bourgeoisie. C'est la classe ouvrière qui souffre et qui périt chaque année dans les inondations.

Un orage de plus est passé, c'est l'heure des condoléances, attendra-t-on les prochaines victimes sans réagir ?

Un travailleur tunisien.

Le scandale de l'enfance inadaptée

Mon fils Pascal, âgé de 11 ans, est handicapé mental. Il a été admis, en février 1973, au centre psychothérapique départemental de Bécheville (78 - Les Mureaux), ouvert au début de l'année.

Depuis le commencement du traitement, son comportement s'est amélioré de façon assez sensible. Mais, par une lettre en date du 24 novembre, le médecin-chef du centre m'avertissait de l'arrêt des hospitalisations de jour à partir du lundi 26 novembre au matin, en raison de « difficultés de fonctionnement » (cela cache, en réalité, le licenciement d'un certain nombre de moniteurs).

J'ai donc été obligé de prendre un congé pour pouvoir garder mon fils et essayer de trouver un autre établissement susceptible de l'accueillir, car on n'interrompt pas sans dommage un tel traitement. Ce genre d'établissement ne court pas les rues, bien évidemment.

Mais, à la suite des protestations des parents « intéressés », une autre lettre, du 30 novembre, nous informait de la reprise des hospitalisations de jour, grâce à un « arrangement interne ».

Cependant, tous les enfants n'ont pu être repris, car le licenciement d'un moniteur à plein temps a été maintenu.

Il est véritablement scandaleux de faire si bon marché de la santé d'enfants handicapés, alors que radio, télévision, journaux nous rebattent les oreilles des mesures sociales et font une large publicité à certaines fondations charitables...

Notre cas, qui n'est sans doute pas le seul, illustre bien la politique consistant à rogner sans cesse les crédits dans un domaine où ils devraient s'accroître régulièrement, compte tenu des prévisions officielles elles-mêmes.

J.M.
(Les Mureaux).

A propos de la justice à Reims

Gros titre dans un numéro du journal local **(L'Union)** : **« Prévenus d'entrave à l'exercice du droit syndical, les trois cadres de l'usine Citroën de Reims sont relaxés ».**

Ouf ! on a eu chaud, une erreur judiciaire allait être commise ! Voyons, pour avoir seulement menacé trois délégués CGT de mutation de poste, de déclassement ou même de mise à pied ? Mais tout le monde sait très bien que, chez Citroën, d'aussi banales menaces ne sauraient être une quelconque entrave aux libertés syndicales. Surtout, voyez-vous, que ces délégués se sont rendus coupables, selon la direction, de retards à la prise du travail, propos incorrects, lecture pendant les heures de travail, écoute de la radio au poste de travail et, surtout, port de la casquette marquée CGT. Non mais, vous vous rendez compte ! Moi, je trouve que ce sont les délégués que l'on devrait punir pour entrave à la libre répression chez Citroën. On n'est plus maître chez soi.

Elles sont banales en effet ces menaces des responsables Citroën, lorsque l'on considère que ces mêmes contremaîtres ont poussé à bout, à force d'insultes et de provocations, un travailleur algérien qui avait eu le malheur de prendre la parole en arabe afin d'expliquer à ses camarades les raisons d'une grève qui était engagée, tant et si bien que celui-ci finit par éclater. Banales en effet ces menaces, lorsqu'on sait que la direction Citroën a fait venir de Paris des renforts CFT qui ont attaqué les délégués CGT à coups de gaz lacrymogènes quand ceux-ci voulurent soutenir le camarade algérien qui avait, bien sûr, été licencié. Banales en effet ces menaces, lorsqu'on les compare à celles des commandos CFT qui allèrent jusqu'au domicile des OP pour leur faire reprendre le travail car entre-temps une grève de soutien avait éclaté.

Ce n'était rien, bien sûr, quand on voit Citroën faire venir de Paris une autre équipe de travailleurs très dévoués qui sont capables de faire fonctionner n'importe quelle machine pour briser la grève et qui, par-dessus le marché, sont aussi très experts dans la façon de pratiquer le combat et le karaté.

On voit donc bien que les accusations d'entrave aux libertés syndicales ne portaient que sur des menaces vraiment insignifiantes. C'est pourquoi le tribunal de Reims a eu ce verdict de clémence, ainsi d'ailleurs que pour plusieurs autres entreprises.

Ainsi l'entreprise Jams. C'est une fabrique de canapés-fauteuils, etc. Mais c'est également une fabrique de crises de nerfs et d'évanouissements parmi les ouvrières à cause du manque de climatisation et des cadences sans cesse accélérées.

Dans certains ateliers, où est créée la mousse de plastique destinée aux fauteuils, l'atmosphère est infernale. La manipulation des produits chimiques dégage des vapeurs toxiques. Un travailleur veut-il respirer un peu d'air frais, un chef musclé vient aussitôt le chercher pour le recoller sur la chaîne. Au bout d'un certain temps de présence dans ces ateliers, on se met à cracher du sang et bien souvent on se retrouve à l'hôpital. Et, quand on en ressort, eh bien, tout changement de poste étant exclu, on se retrouve dans les mêmes ateliers.

Et les libertés syndicales ? Compréhension bienveillante de ce cher P-DG qui tente d'introduire dans son usine la très représentative et très répressive CFT (sans commentaire).

C'est sans doute pour tout cela que ce patron a été condamné pour infraction à la législation du travail le 21 septembre dernier à une amende (bien encourageante) de... 60 F. Quelle sévérité !

Et cet autre entrepreneur sur un chantier à Reims. Il y avait tellement de sécurité sur l'immeuble en construction qu'un ouvrier, qui était chargé de réceptionner des marchandises pourtant lourdes, a basculé dans le vide du neuvième étage et s'est tué le 19 août 1971. Le tribunal de Reims a condamné cet entrepreneur à une amende de 1.200 F pour homicide involontaire (bien sûr) et deux de 100 F pour infractions au code du travail (pas cher la vie humaine à Reims !).

Comme on le voit, la justice rémoise est remarquablement exemplaire et nul doute qu'un tel modèle a été déterminant dans le choix de son maire, M. Taittinger, pour le poste de garde des Sceaux et ministre de la Justice.

J.D.
(Reims).

GRENOBLE :

quinzaine de la censure cinématographique

On nous prie d'annoncer qu'une « quinzaine de la censure cinématographique » sera organisée à Grenoble du 14 au 30 janvier 1974. Voici un passage du communiqué relatif à cette quinzaine :

« La Maison de la Culture, la Cinémathèque Française, le Centre Culturel Cinématographique, la nouvelle Cinémathèque, les Ciné-Clubs universitaires, le Cinéma d'Art et d'Essai « le Club », les Maisons de Jeunes de l'Isère sont en train d'organiser à Grenoble une quinzaine de la censure cinématographique qui aura lieu du 14 au 30 janvier 1974.

« **Projections :** trente environ, avec des films qui ont été interdits totalement ou partiellement par des coupures, ou aux mineurs et qui ont été autorisés par la commission de contrôle, ainsi qu'avec des films qui n'ont pas été censurés par cette dernière, mais qui ont des difficultés à être réalisés et diffusés, c'est-à-dire les films d'avant-garde, underground, des collectifs et associations de production parallèle : le collectif jeune cinéma, slon, unicité, cinéma libre. Enfin avec des films sur la censure.

« (...) Il est envisagé une table ronde entre les journalistes des diverses revues spécialisées dans le cinéma, ainsi qu'une enquête dans le milieu grenoblois sur l'impact de cette quinzaine. Nous avons l'intention à cette occasion de présenter les aspects de la censure et essayer de sensibiliser le public à ce problème qui est finalement le problème numéro un de la création cinématographique. »

Pour le comptoir des entrepreneurs et propriétaires d'immeubles, on ne sert plus à rien

C'est le cas d'une concierge de la rue Vercingétorix (14e). Agée de 70 ans, elle se trouve licenciée par le propriétaire qui, ayant vendu son immeuble, n'a plus besoin de ses services. Tous les locataires seront relogés dans le quartier après avoir touché une prime d'éviction de 800 à 2.000 F. Sauf la concierge de cet immeuble, qui, elle, n'a droit qu'à 500 F sans relogement et ne pourra plus compter sur le royal salaire trimestriel de 577 F. Il ne lui restera pour vivre qu'une retraite d'un ancien emploi de 280 F par mois. Ces messieurs les propriétaires pensent peut-être que, pour une personne âgée, c'est assez pour vivre !

Après avoir travaillé quatre ans pour cette société, la seule récompense qui lui est offerte, c'est d'aller dans un asile de vieillards (et nous connaissons les asiles en question...) ou d'aller coucher sous les ponts. C'est la récompense offerte par les bourgeois à la majorité des personnes âgées. Que peut-on espérer d'autre de cette société ?

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75 263
PARIS CEDEX 06

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant	de 390 F à 650 F pays

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

EDITORIAL

Prix : le gouvernement vole les plus pauvres pour distribuer des surprofits aux monopoles

LE gouvernement ne s'est pas contenté de répercuter sur les prix de détail l'augmentation du pétrole brut décidée par les pays producteurs. Il a également augmenté le montant des impôts qu'il perçoit sur chaque litre d'essence ou de fuel, de même que les bénéfices des raffineurs et des distributeurs.

Voilà le vrai visage de la politique d'austérité de nos gouvernants. Du président de la République au dernier de ses sous-secrétaires d'Etat, tous ces gens-là disent qu'il faut que tous les Français consentent des sacrifices dans l'intérêt général. Mais ce qu'ils font, c'est d'imposer les sacrifices uniquement aux classes laborieuses tandis que l'Etat au contraire augmente ses rentrées en même temps que les bénéfices des trusts.

Sans compter que cette augmentation est entrée en vigueur sur de l'essence provenant de pétrole acheté avant que les pays producteurs l'augmentent, et qu'il en sera encore ainsi pendant plus de trois mois, étant donné les stocks. C'est un cadeau royal, de l'ordre de plusieurs centaines de milliards d'anciens francs, que l'Etat vient ainsi de faire aux grandes compagnies pétrolières et à lui-même sur le dos des consommateurs.

Cette hausse brutale du prix des carburants ne va pas manquer d'entraîner des répercussions graves pour la population laborieuse. Pour des milliers d'ouvriers qui utilisent des moyens de transport individuels pour se rendre à leur travail, faute de transports en commun pratiques et bon marché, elle va constituer une gêne considérable. De même qu'elle signifie une hausse sensible des « charges » locatives des logements.

Mais le plus grave, sur le plan de la hausse des prix, ce n'est pas tant cette augmentation des carburants en elle-même que la flambée de hausse généralisée qu'elle entraînera. Car toutes les matières premières, toutes les marchandises, tous les services, dans le prix lesquels les carburants entrent pour une fraction notable, vont augmenter à leur tour. Le gouvernement a donné l'exemple ; il n'y a pas de raison que chaque capitaliste ne le suive pas. Et de fil en aiguille, ce sont tous les prix qui vont augmenter dans des proportions sans commune mesure avec les hausses pourtant déjà importantes que nous avons connues ces derniers mois.

Le gouvernement n'ignore pas les conséquences des mesures qu'il vient de prendre en ce qui concerne les produits pétroliers. Mais il a choisi délibérément. Le gouvernement joue la hausse des prix, parce que c'est actuellement la meilleure manière de garantir les bénéfices des grands capitalistes et des banquiers contre les fluctuations du marché, et qu'il est au service de ces gens-là.

Le gouvernement sait aussi que de telles mesures risquent d'avoir des répercussions importantes sur l'emploi. Mais là aussi il a choisi en connaissance de cause, car l'apparition d'un peu de chômage permettrait de faire pression sur les travailleurs pour leur faire accepter leur sort.

Face à cette menace, la classe ouvrière a des objectifs communs à tous les travailleurs à défendre :

- **l'échelle mobile des salaires pour garantir leur niveau de vie malgré la hausse des prix ;**
- **en cas de chômage, la répartition du travail entre tous, avec maintien du salaire intégral. Les propriétaires d'usine, de capitaux, doivent payer pour la crise que leur régime a provoquée, puisqu'ils empochent les bénéfices lorsque cela va bien.**

Derrière les discours de nos gouvernants sur « l'intérêt général » ou « l'intérêt national », il n'y a qu'une politique de défense des intérêts du Capital aux dépens de la population laborieuse. La classe ouvrière ne doit donc compter que sur elle-même, que sur sa combativité, que sur sa détermination, pour ne pas faire seule les frais de la crise.

A bas le régime franquiste

Sauvons Puig Antich !

En mars 1972, Salvador Puig Antich et plusieurs militants du MIL organisaient une attaque à main armée contre une banque pour trouver des fonds nécessaires à la poursuite de leur activité politique.

Le 25 septembre 1972, traqué par la police venue l'arrêter, lui et plusieurs de ses camarades, Salvador Puig Antich, gravement blessé par balle dans la bagarre, a, pour se dégager, ouvert le feu sur un inspecteur de police qui fut tué.

Le gouvernement espagnol décida de faire dans ce procès un exemple. Le 6 janvier, Franco déclarait : **« Combattre ce terrorisme est aussi important et transcendant que préparer les armées pour la guerre contre l'étranger ».** Et le mercredi 9 janvier, le Conseil de guerre de Barcelone a requis la peine de mort contre Salvador Puig Antich et condamné deux de ses camarades, J.-L. Pons, 17 ans, et Maria Angustias Mateos, 16 ans, à respectivement trente et cinq ans de réclusion.

Salvador Puig Antich et ses camarades ont été condamnés parce qu'ils sont des militants révolutionnaires qui se battent au nom de la justice et de la liberté. La sentence de mort contre Salvador Puig Antich doit être encore confirmée par les autorités militaires. Les organisations ouvrières, les partis de gauche, les travailleurs, les hommes et les femmes ennemis de la dictature franquiste disposent de quelques semaines pour faire reculer Franco et ses sbires.

Le gouvernement espagnol avait d'abord essayé de présenter Salvador Puig Antich et ses camarades comme des gangsters, sous prétexte qu'ils avaient attaqué une banque. Mais dans un pays où règne une dictature de fer, où des militants ouvriers sont condamnés à douze ou vingt ans de prison pour s'être réunis, où faire paraître un tract peut valoir des années de prison, où manifester peut coûter des années de prison voire la vie, qui pourrait reprocher à une organisation ouvrière de tenter de se procurer des fonds de cette manière, quand ces fonds peuvent signifier pour des militants, pour des travailleurs, la liberté et même la vie.

Aucun travailleur ne peut confondre ce type d'action avec le gangstérisme. Et quelles que soient les divergences politiques qui peuvent les opposer au MIL, tous les militants ouvriers, tous les travailleurs doivent être solidaires de Puig Antich.

Salvador Puig Antich doit être sauvé.

Henriette MAUTHEY.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société...**

Page 4
REFUSER DE FAIRE LES FRAIS DE LA CRISE.
— L'augmentation de l'essence : une mesure qui frappe les travailleurs et aggrave l'incurie des transports en commun.

Page 5
— Les exploits de Raymond Marcellin.
— Mensonge raciste à la une.

● **Dans les entreprises**

Page 14
— Centre de chèque postaux de Bordeaux : la direction s'attaque à une militante de la CGT.
— MAIF (Paris XIVe) : le travail à domicile : retour à des méthodes périmées.

Page 15
— Lip : un moral inébranlable.
— Norton : une direction dans le camp des assassins racistes.

Page 16
— Echos des entreprises.

Page 17
— Grands et petits bureaucrates à l'œuvre.
— Les employés de banque manifestent.

Page 18
— Leroy-Somer (Angoulême) : la direction rentabilise sur le dos des travailleurs.
— Orphelinat Auddifred (Troyes) : des conditions de travail scandaleuses.

Page 19
— Honeywell-Bull (Belfort) : des mesures qui sont un avant-goût de la crise.

DANS LE MONDE

Page 7
— La conférence de Washington sur le pétrole : rivalités impérialistes et suprématie des USA.

Page 9
— Siqueiros, le peintre au pistolet.
— Yougoslavie : « purges » à Belgrade.

Page 11
— En marge du 15e anniversaire de la révolution cubaine.

Pages 12 et 13
— Les difficultés du capitalisme britannique et les attaques contre la classe ouvrière.

Page 24
— La fusion entre la Tunisie et la Libye

DIVERS

Page 10
— Janvier 1919 : les sociaux-démocrates allemands écrasaient la révolution et faisaient assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.
— Livres : **D... comme drogue,** d'Alain Jaubert.
— Cinéma : **La planète sauvage,** de Topor et Laloux ; **Le charbonnier,** de Mohamed Bouamari.

PARIS

Réunion publique de

lutte ouvrière

JEUDI 24 JANVIER à 20 H 30

Dans la grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, PARIS-5e

Métro : Maubert-Mutualité

" 1974 : hausse des prix, crise et grandes manœuvres politiques "

Participation aux frais : 2 F

Refuser de faire les frais de leur crise

L'augmentation de l'essence :

UNE MESURE QUI FRAPPE LES TRAVAILLEURS ET AGGRAVE L'INCURIE DES TRANSPORTS EN COMMUN

LA nouvelle et considérable augmentation du prix de l'essence et du super devrait se traduire, selon les spécialistes, par une diminution de la circulation automobile dans la capitale et un accroissement de 20 % du trafic SNCF banlieue et RATP.

Ainsi, ce que ni les parcmètres, ni la multiplication des contractuels, ni les projets toujours plus sévères du préfet de Paris n'avaient su faire, l'augmentation du prix du carburant, c'est-à-dire la sélection par le porte-monnaie, le fera. La nécessité économique, voilà encore le meilleur moyen de dissuasion.

Evidemment, la rationalisation ainsi introduite n'élimine ni les oisifs, ni les fous du volant, ni les amoureux du confort, les « inciviques », ces fameux citoyens qui placent la voiture au-dessus de tout, mais elle élimine les plus pauvres, ceux qui ne pourront pas payer, ceux dont les moyens limités leur interdiront désormais l'utilisation quotidienne de la voiture.

Or ce sont précisément ceux-là qui ont le plus besoin de la voiture, non par goût immodéré du confort ou du volant, mais parce que, pour des raisons d'économie, ce sont ceux qui ont choisi d'aller vivre en banlieue, en grande banlieue, là où les loyers et les terrains sont moins chers. En grande banlieue, où les nouvelles cités-dortoirs, les ensembles de béton, ont poussé ces quinze dernières années comme des champignons. En banlieue, où l'implantation de ces ensembles s'est faite non selon un plan, un schéma directeur comme disent les promoteurs, qui ait tenu compte de la proximité des gares ou d'un éventuel plan de développement du réseau RATP, mais purement et simplement en fonction du prix des terrains à bâtir et des facilités d'obtention du permis de construire. Les transports en commun, cela n'existait pas, cela n'entrait en aucune façon en ligne de compte dans les projets des constructeurs. Pourtant, avant même que le prix du carburant ne vienne porter le coup de grâce aux malheureux banlieusards, les problèmes des transports s'étaient posés de façon plus qu'aiguë à tous ceux qui, pour leur travail, avaient besoin de se déplacer à Paris ou de banlieue à banlieue. Les longues courses pour attraper l'autobus, les attentes en plein vent et plein gel, les correspondances bondées, les trains pris d'assaut, les retards, les incidents techniques, la compression dans les couloirs du métro, les bousculades, tout cela était le lot quotidien des banlieusards et des utilisateurs des transports en commun. Tout cela faisait que celui qui le pouvait, même au prix de grands sacrifices, essayait de sortir de cet enfer par l'achat d'une automobile. Désormais, il ne le pourra plus. Son utilisation dépasserait ses ressources.

Désormais, le voilà rabattu de force vers les transports en commun, des transports qui n'ont en aucune façon suivi la progression de la ville en banlieue et qui sont rigoureusement incapables de satisfaire la demande.

Augmenter de 20 % le trafic voyageurs de gares comme la gare du Nord, la gare de l'Est ou même la gare Saint-Lazare, c'est plus qu'un pari stupide. Ces gares sont saturées et ont depuis des années dépassé le seuil d'utilisation. Les incidents et retards y sont quotidiens, la surcharge des lignes est telle que le moindre incident se répercute pendant des heures sur tout le réseau. Les trains de banlieue sont aussi bondés que les couloirs du métro aux heures de pointe et ce sont les mêmes voyageurs qui, en quittant la cohue de la gare, s'engagent dans le lent piétinement des couloirs du métro.

Bien sûr, il y a ceux qui rogneront sur le budget chauffage, vêtement ou même nourriture et qui garderont la voiture parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement ; il y a ceux qui se procureront un vélomoteur ou une bicyclette ; mais la majorité devra emprunter à nouveau les transports en commun, se presser un peu plus dans les autobus et les wagons et subir l'épuisante corvée du voyage, cette quotidienne perte de temps et de forces qui irrite les nerfs, épuise les jambes et multiplie par deux la fatigue de la journée.

La politique du gouvernement, qui a choisi délibérément d'augmenter le prix pour le consommateur au lieu d'imposer une réduction des bénéfices des compagnies ou même de diminuer l'extraordinaire taxation qu'il fait lui-même subir à cette énergie autrefois bon marché, constitue donc une aggravation considérable des conditions de vie des travailleurs. Si la situation est catastrophique de ce point de vue à Paris, elle est également dramatique dans la plupart des grandes villes de province. Le manque de transports en commun souligne l'incurie et l'imprévoyance du gouvernement qui, en toute circonstance, dans l'expansion comme dans la crise, est toujours prêt à servir les riches et à mépriser les travailleurs.

Il faut de toute urgence multiplier les transports en commun, métro, bus, trains, il faut de toute urgence faire cesser l'anarchie de la construction, il faut de toute urgence que les salaires permettent aux travailleurs de faire face à la hausse, il faut de toute urgence que les travailleurs et la population puissent contrôler les stocks et l'utilisation du carburant, il faut que la crise cesse de frapper les plus pauvres par la hausse et le chômage, il faut un plan d'urgence de production et de distribution au service de la population.

Colette BERNARD.

Bonne année, bonne santé !

C'est un royal cadeau que le gouvernement vient de faire aux compagnies pétrolières en augmentant les prix des produits pétroliers dès le 10 janvier.

Les pays producteurs n'ont en effet augmenté le prix de vente du pétrole brut qu'au 1er janvier. Or on estime qu'il faut environ un mois pour que le pétrole brut, acheté aux pays producteurs, parvienne aux raffineries françaises et que celles-ci disposent d'un stock de plus de trois mois de produits pétroliers. Pourtant, tous ces stocks et tout le pétrole qui a été embarqué avant le 1er janvier seront quand même vendus au nouveau prix fixé par le gouvernement.

Cela représente la modique somme de 6 milliards de francs, nouveaux bien sûr, qui iront tout droit de la poche des consommateurs dans celle des compagnies.

Ainsi, non seulement le gouvernement permet aux compagnies pétrolières de répercuter les hausses en pourcentage et d'accroître d'autant leurs bénéfices, mais en plus il leur laisse ce petit pourboire aux frais du consommateur : on ne peut avoir plus claire illustration de la répartition des sacrifices selon Giscard d'Estaing !

A.R.

13e mois, version Giscard

D'après des sondages, l'évolution des prix serait restée relativement modérée, en France, en décembre. En revanche, nous aurons une forte hausse en janvier et février. Eh bien, qu'est-ce que ça va être !

A cela, notre génial ministre des Finances n'a bien sûr pas trouvé d'autres moyens que ceux qu'offre toujours le capitalisme en périodes semblables : réduire la consommation individuelle et appeler les travailleurs à faire un effort.

Il est tout de même à remarquer qu'à défaut d'idée neuve, notre ministre a au moins trouvé une formule à la hauteur de son génie : il nous offre le treizième mois. Mais pas un treizième mois de salaire, un treizième mois de travail : faire faire en un an le travail de treize mois pour le salaire de douze, voilà l'innovation.

Avec des idées pareilles, le brillant Giscard est destiné à un grand avenir, à moins que les travailleurs ne lui rappellent rapidement qu'ils ont une tout autre conception de l'échelle mobile des heures de travail : face à l'augmentation du chômage, diminution des horaires sans diminution de salaire, partage du travail entre tous !

Olivier BELIN.

Houillères du bassin de Lorraine :

QUAND LES PATRONS CRIENT AU SCANDALE DE LA GRÈVE BOUCHON

Depuis le jeudi 10 janvier, les Houillères du bassin de Lorraine sont paralysées : plus d'extraction de charbon, plus d'expédition. Les dix mille mineurs du bassin ont en effet été lockoutés par la direction, qui tente ainsi de porter un coup d'arrêt à la grève des quelque quatre cents agents du réseau ferroviaire privé de la société.

Ces travailleurs, assurant le transport du charbon, s'étaient mis en grève la veille, le mercredi 9 janvier, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC pour exiger une révision des classifications et des barèmes de salaire.

Milieux patronaux et journalistes commencent à s'inquiéter et à s'indigner de ce que la France pourrait sous peu se retrouver dans la situation de l'Angleterre, à cause d'une grève dite « bouchon » de quelques centaines de travailleurs.

Mais que la grève actuelle se transforme en grève générale ou pas, il faudra bien que le monde bourgeois se fasse une raison : toute grève est une grève bouchon. Toute grève paralyse la production. Parce que ce sont en effet les travailleurs qui produisent toutes les richesses. Et que, quand ils s'arrêtent, rien ne va plus.

Michelle VERDIER.

Meeting Lutte Ouvrière

à MANTES-LA-JOLIE

" Face à la crise, que proposent les révolutionnaires "

Samedi 19 janvier à 15 h

Bourse du Travail, place Henri-Dunant

leur nouvelle société

LES EXPLOITS DE RAYMOND MARCELLIN

● *Le ministre de l'Intérieur ne veut pas de policiers à scrupules*

Jean-Louis Breton, inspecteur de police et secrétaire du syndicat CFDT de la police parisienne, vient d'être révoqué par le ministre de l'Intérieur. Selon le ministère, il aurait « *manqué à l'obligation de réserve imposée aux fonctionnaires des services actifs de la police nationale* ». En effet, au cours d'une prise de parole devant une assemblée des travailleurs de Lip, il s'était affirmé solidaire de leur lutte et avait critiqué le rôle répressif que fait jouer l'Etat à la police.

En somme, Jean-Louis Breton a le tort, aux yeux du ministère, d'être un partisan d'une « police propre ». Le fait que, de plus, il le manifeste publiquement est intolérable aux yeux de Marcellin. Et celui-ci veut donner à ce geste de révocation valeur d'exemple pour les policiers qui contestent le rôle répressif qu'on leur assigne.

Lorsque des policiers à la gâchette facile assassinent un travailleur algérien dans un commissariat, lorsqu'au cours d'une manifestation ils donnent libre cours à leur rage et font des morts comme à Charonne, le ministère prend au mieux des « sanctions administratives » qu'il ne rend pas publiques. En tout cas, on n'a jamais vu un policier révoqué pour cela. Et quand des policiers se livrent au proxénétisme et forment un véritable gang de maquereaux, cela ne gêne le ministère que lorsque cela se sait. C'est que Marcellin considère que les débordements meurtriers de ses sbires n'ont rien de gênant pour la police. Ils font partie de son rôle. Et si les policiers, de plus, profitent de leur situation pour se servir eux-mêmes et arrondir leurs revenus par le proxénétisme, Marcellin se fait facilement une raison ; pour faire de la bonne police, on ne peut pas se servir d'enfants de chœur !

Jean-Louis Breton et une partie des militants syndicaux de la police sont partisans d'une « police propre ». Or une police propre, ça ne peut pas exister. C'est Marcellin lui-même qui le confirme. Il veut bien des flics meurtriers, maquereaux ou cambrioleurs. Mais il ne veut pas d'hommes qui ont des scrupules à sortir leur matraque. Le rôle fondamental de la police n'est pas de faire traverser la rue aux petits enfants ou de secourir les blessés. C'est de maintenir l'ordre, de maintenir un régime et une société pourris. Marcellin veut une police bien sale, bien adaptée à son rôle.

André FRYS.

A Mulhouse, le 24 janvier :

● *"Klapperstei 68" traîné en justice par le premier flic du pays*

Marcellin est une vraie mère-poule pour tous ses petits poulets. Dès qu'il se passe la moindre chose qui puisse provoquer du chagrin à quelques membres de la couvée, il veille au grain. C'est ainsi qu'il attaque en diffamation Klapperstei 68.

Klapperstei 68, **c'est un journal haut-rhinois, mis sur pied par une équipe de militants de gauche qui se fixaient pour but de révéler au grand jour les petits et grands scandales qui, en Alsace comme ailleurs, sont le fait des milieux d'affaires ou de police. Les industriels qui polluent en toute impunité, au mépris des lois et des réglementations, comme les flics qui tabassent, y sont cloués au pilori. Et si quelque chose peut attester du succès de** Klapperstei **qui, après son dix-huitième numéro, dispose de plus de trois mille abonnés, c'est le nombre de procès qui successivement s'abattent sur le journal. Les notables haut-rhinois, les flics mis en cause veulent avoir la peau de ce petit canard en frappant à la caisse.**

C'est ainsi que le 24 janvier prochain doit avoir lieu un nouveau procès, celui qui correspond à la plainte de Marcellin. Et tout montre que le gouvernement veut, cette fois, frapper un grand coup puisqu'il a chargé le bâtonnier Bondoux, défenseur officiel du gouvernement, de représenter la partie civile.

Il est évident que ceux de Klapperstei **ne sont pas décidés à se laisser tordre le cou docilement. Et ce procès que Marcellin fait à un journal qui dit tout haut ce que beaucoup savent et disent tout bas sur les agissements de ses sbires risque d'être celui des flics.**

Et, pour donner plus d'ampleur au procès que Klapperstei **fera, le 24 janvier, à la police, il organise une grande manifestation nationale à Mulhouse, les 23, 24, 25, 26 janvier. Durant ces quatre jours se succéderont forums, meetings, spectacles donnés par des chanteurs et artistes venus apporter leur soutien. Nous y invitons bien entendu tous nos lecteurs. Lutte Ouvrière, parmi les organisations et journaux venus apporter leur soutien à** Klapperstei, **sera représentée par un stand à ces quatre jours.**

LES FLICS AU 49, AV. LÉON-GAUMONT (Paris)

Vendredi 4 janvier, à 10 heures du matin, plus d'une dizaine de flics, tenant en laisse des chiens, ont fait irruption au foyer africain du 49, avenue Léon-Gaumont, à Paris.

Vu l'heure qu'ils avaient choisie, les flics ne tenaient pas à rencontrer beaucoup de locataires : venus sous on ne sait trop quel prétexte, ils entreprirent d'ouvrir toutes les chambres, fouillant les affaires personnelles, relevant tout ce qui pouvait les intéresser, empêchant même les locataires qui devaient se rendre à leur travail de sortir du foyer.

Est-ce là la seule réponse de la préfecture aux revendications des locataires, qui étaient allés à Bobigny manifester pour leur relogement ?

Mais il n'est pas dit que la préfecture pourra compter sur le silence pour faire ses mauvais coups. En tout cas, ce n'est sûrement pas cela qui découragera les locataires du 49, avenue Léon-Gaumont de mener leur lutte pour de meilleures conditions de logement.

Correspondant L.O.

L'Éducation nationale a peu de moyens, mais elle a des principes

M. Simon Poumeroulie, inspecteur départemental de l'Education nationale, responsable de la circonscription de Barentin, a paraît-il de la moralité. Il a aussi de l'autorité et ne manque pas de s'en servir pour faire respecter la haute idée qu'il a de l'éducation.

Quoi de plus choquant et immoral, en effet, qu'une jeune femme, institutrice de surcroît, qui a le front d'allumer une cigarette en sa présence au cours d'une conférence pédagogique ! M. Poumeroulie chassa aussitôt l'impudente de l'enseignement. Et c'est ainsi que Mme Brigitte Marcadé, institutrice remplaçante à Pavilly (Seine-Maritime), se retrouve à la rue, sans préavis et sans indemnité, puisque tel est le statut des auxiliaires !

L'éducation en France est décidément bien misérable : démunie de tout, locaux, matériel et professeurs, elle est de plus gangrénée par quelques potentats locaux dont la courte vue ne va pas au-delà, en matière d'éducation, des quelques principes d'un adjudant de caserne !

MENSONGE RACISTE A LA UNE

Manifestation du MTA à Marseille, le 15 décembre 1973. (Ph. Puech-Fotolib)

Le quotidien d'extrême-droite marseillais Le Méridional - La France **vient de s'illustrer une fois de plus. A la une de son édition du 9 janvier, il annonçait en gros titre que deux suspects de l'attentat contre le consulat d'Algérie avaient été arrêtés et qu'il s'agissait de Nord-Africains ; la nouvelle était, bien sûr, fausse.**

Presque tous les jours, ce journal déverse sa bile raciste, montant en épingle le moindre fait divers où figure un immigré, déformant les faits au point que, même quand c'est un immigré qui est la victime d'un meurtre, c'est lui que Le Méridional **arrive presque à présenter comme le coupable :** « Le jeune Algérien abattu à Marseille : un petit délinquant »...

Et après l'assassinat d'un chauffeur de bus par un fou en septembre dernier, Le Méridional **en était allé jusqu'à appeler à la ratonnade :** « Un jour ou l'autre, il faudra employer les CRS, les gardes mobiles, les chiens policiers pour détruire les casbah marseillaises... », **et il demandait aux autorités,** « face aux agressions quotidiennes répétées dont Marseille est le théâtre, de prendre des mesures sévères. Sinon les Marseillais seront tentés de se faire justice eux-mêmes... ».

Calomnie, déformation de la vérité ou tout simplement propagation de fausses nouvelles, tous les procédés sont bons au Méridional **pour propager la haine raciste.**

Olivier BELIN.

en bref... en bref... en bref...

URSS :

La voiture de M. le bureaucrate est avancée...

Décidément, à Moscou, on a la « révolution » modeste ! Le ministre des Transports automobiles russe, Troubitsyne, vient de déclarer, dans le premier numéro de janvier de la *Literatournaya Gazeta* que l'année 1974 allait voir en URSS le début d'une « *révolution automobile* » (!) aux « *conséquences incalculables sur le plan économique* » et sur la « *démocratisation* » de l' « *appareil étatique* » russe...

Cette « révolution » tient en ceci : comme il manque gravement, dans le pays en général et dans l'industrie en particulier, de chauffeurs de camions, d'autobus et de taxi, pendant une durée de *trois ans* (la « révolution » a reçu d'avance son terme dans le temps !), tous les bureaucrates munis « pour raison de service » d'une voiture avec chauffeur vont se trouver privés momentanément de leurs domestiques — ces derniers étant versés dans l'industrie.

Troubitsyne conseille aux « dirigeants » touchés par cette mesure d'utiliser « *comme en Occident* », leur voiture personnelle pour leur travail...

En fait, la « démocratisation » proclamée de l'appareil d'Etat se réduira à obliger les bureaucrates à apprendre à conduire. Le socialisme est en marche. Ou plutôt en route... Mais les bureaucrates demeurent de toute façon les seuls à posséder le privilège social de se déplacer en automobile (que celle-ci soit leur propriété propre — et qu'ils aient donc les moyens de l'acquérir — ; ou qu'ils n'aient pas ces moyens et que l'Etat mette à leur service « voitures de maîtres » et chauffeurs, importe finalement peu). Il n'est par contre pas sans intérêt de relever que c'est par centaines de milliers que se comptent ces « dirigeants » qui avaient ainsi à leur disposition personnelle voiture et chauffeur, hommes de la direction des entreprises, des ministères, de l'administration, de la police, de l'armée, etc.

Brejnev et Kossyguine saluent les foules... (Ph. AFP)

...mais l'un d'eux n'est plus dans la ligne. Devinez lequel. **(Ph. UPI)**

GRANDE-BRETAGNE :

Au service de Sa Majesté le Capital

Au moment même où le gouvernement Heath partait en guerre contre les travailleurs britanniques en instaurant un lockout hebdomadaire de deux jours, on apprenait que Vic Feather, secrétaire général du Trade Unions Congress (confédération des syndicats britanniques) jusqu'en septembre dernier, venait d'être nommé par la reine pair à vie, recevait le titre de baron et pouvait désormais siéger à la Chambre des Lords.

En fait, avec l'amour des vieux titres qui les caractérise, les capitalistes anglais viennent d'honorer en Vic Feather un leader syndicaliste qui les a fidèlement servis pendant plus de trente-cinq ans. Du chef de l'aristocratie ouvrière, ils ont fait un aristocrate en titre qui siègera désormais dans l'assemblée la plus réactionnaire de tout le Royaume-Uni.

Et ce n'est pas la première fois que des leaders syndicalistes ou travaillistes acceptent de se plier à une telle mascarade. Ils se sentent sans doute mieux parmi les lords décrépis que parmi les travailleurs.

A chacun sa classe !

Les empoisonneurs

Après l'affaire des vins de Bordeaux, voici celle du kirsch assez spécial fabriqué par les distilleries « La Cigogne » à Fougerolles, mais vendu pour être du vrai kirsch. La recette en est simple et économique : à du sirop de sucre, on ajoute de l'eau, de la levure, et on laisse fermenter. Puis, pour déjouer les analyses de contrôle des laboratoires et pour corser le tout, on ajoute un peu d'alcool de bois et de l'acide prussique, autrement dit cyanhydrique. Il y en a bien sûr des traces dans le kirsch naturel et il y en a un peu plus dans les kirschs fantaisie bien loyaux, mais lorsqu'on commence à jongler avec ce genre de produits, une erreur de manipulation est toujours possible.

Coût de revient de cette mixture : environ 3 F le litre, alors que celui du kirsch naturel est de 18 F. Comme la fraude a porté sur quelque 200.000 litres de kirsch, cela représente un bénéfice de 300 millions de francs. Mais M. Peurreux, PDG de cette distillerie et chimiste distingué, n'aura plus le loisir, tout au moins pour un certain temps, de continuer à arrondir sa confortable fortune grâce à cette recette à la Marie Besnard, car les agents du fisc, en se penchant sur ses comptes, ont découvert la fraude. M. Peurreux avait pourtant pris la peine, pour justifier sa production, d'acheter, grâce à de fausses factures, des cerises fictives à un grossiste en fruits et légumes, mais le pot aux roses a quand même été découvert. Il sera donc condamné non parce qu'il empoisonnait le public qui consommait son kirsch mais pour fraude fiscale, parce qu'il avait de cette façon privé l'Etat d'une recette de dix millions de francs.

La conclusion de cette histoire, c'est qu'il est encore bien plus facile pour un industriel de déjouer les analyses de contrôle sur la qualité des produits alimentaires que les agents du fisc. Rien d'étonnant à cela dans une société où rien ne protège les consommateurs, où l'on produit des marchandises sans se préoccuper de leur nocivité mais uniquement pour les profits qu'elles permettent de réaliser. Quant aux amendes sur la fraude fiscale, il suffit d'avoir des amis politiques bien placés pour ne pas les payer ou en faire réduire le montant ; et c'est précisément le cas de M. Peurreux, membre du Comité de soutien au député du coin élu aux dernières élections et appartenant à la majorité.

Polémiques autour des réfugiés chiliens

La Nation et *l'Humanité* ont trouvé un bien indécent sujet de polémique : les réfugiés chiliens. La feuille de chou gaulliste claironne à qui veut le savoir que « *la France gaulliste a fait plus pour les victimes de « l'intolérance » que les pays « socialistes »*. *L'Humanité,* piquée au vif par ces allusions perfides aux grands pays amis, réplique, sans d'ailleurs trouver à dire comment l'URSS et les autres démocraties populaires, à part la R.D.A. et la Yougoslavie, ont aidé les militants chiliens qui cherchent à fuir la répression. Il est vraisemblable d'ailleurs que bien peu de ces militants aient cherché à se réfugier en URSS et dans les autres pays qui se disent socialistes : et ce n'est pas seulement une question de climat. On conçoit que des militants politiques n'aient guère envie de trouver dans leur lieu d'asile le régime qui est fait aux contestataires dans ces « patries du socialisme ».

Mais cette disputaille autour des rescapés du massacre chilien est bien commode aux deux protagonistes pour faire oublier qu'ils ont tous deux leur part de responsabilité dans le sort de ceux qui sont aujourd'hui des réfugiés politiques, et surtout dans celui de tous les autres qui n'ont pas eu la chance de quitter le pays. *La Nation,* qui se glorifie de l'humanisme de l'ambassadeur de France au Chili, est en fait depuis toujours aux côtés des massacreurs de Santiago. Elle a, comme le gouvernement dont elle est la voix officieuse, justifié moralement les assassins des travailleurs chiliens. Et si un ambassadeur, appliquant ce qu'on lui a appris dans les écoles diplomatiques (indépendamment sans doute des consignes de son gouvernement), a transformé ses locaux en refuge, son ministre des Armées continue d'expédier les armes avec lesquelles, hors de ses murs, on continue d'exécuter les travailleurs et les militants.

Et si *l'Humanité* relève bien la responsabilité du gouvernement français, c'est bien pour camoufler les siennes. Si les Messmer et les Pompidou ont armé les Pinochet, les Marchais, en soutenant la politique des Allende et des Corvalan, ont désarmé les travailleurs chiliens, leur ont enlevé tout moyen de résister au coup d'Etat.

Ceux qui, même de loin, sont responsables du massacre du prolétariat chilien n'ont aucun titre, qu'ils soient de droite ou de gauche, à se glorifier de ce qu'ils font pour les survivants : ce n'est là qu'un moyen pour essayer de camoufler leurs crimes.

UN MILITANT CFDT EN TRIBUNAL CORRECTIONNEL

COMMUNIQUE DE PRESSE
DE L'UNION DEPARTEMENTALE CFDT DE LA SEINE-SAINT-DENIS
ET DE L'UNION PARISIENNE DES SYNDICATS DE LA METALLURGIE - CFDT

Notre camarade Roland Szpirko, secrétaire de l'Union locale CFDT d'Aulnay-sous-Bois et secrétaire de la section d'entreprise Idéal-Standard, doit passer en jugement devant la 12e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Bobigny, le 18 janvier, sous l'inculpation de coups et blessures volontaires sur la personne d'un agent de police dans l'exercice de ses fonctions.

Il est accusé d'avoir tenté, volontairement, le 24 mai 1973 à 13 heures, d'écraser en pleine place de la gare d'Aulnay, son numéro relevé, l'agent de police qui lui dressait contravention pour stationnement sur un passage clouté.

Il est intolérable qu'un citoyen, pour une infraction mineure au code de la route, une infraction qui ne mettait en aucun cas la sécurité de quiconque en jeu, puisse, sur les élucubrations d'un agent de police en mal d'autorité, se retrouver devant un tribunal correctionnel et risquer d'être privé de liberté pendant un long moment.

Cette affaire est une nouvelle illustration de l'arbitraire qui se développe et pèse lourdement sur la population avec la protection du pouvoir.

La CFDT ne laissera pas un de ses militants être victime de l'arbitraire policier. Elle lutte vigoureusement pour la défense des libertés fondamentales et organise une campagne d'information auprès de la population pour la défense de Roland Szpirko.

Fait à Paris, le 4 janvier 1974.

Rappelons que Roland Szpirko a été candidat de Lutte Ouvrière à Aubervilliers lors des dernières élections législatives.

HALTE A L'ARBITRAIRE

La Conférence de Washington sur le pétrole :

Rivalités impérialistes et suprématie des U.S.A.

PAR la voix de Nixon, l'impérialisme américain vient de convier huit des principaux pays acheteurs de pétrole à une conférence qui devrait se tenir le 11 février à Washington afin de « **mettre au point une position concertée des pays consommateurs en vue d'une nouvelle ère de relations entre consommateurs et producteurs** ».

Si cette proposition de politique commune sur les problèmes de l'énergie a d'emblée été acceptée par nombre de pays, certains, comme la France, ont quelques craintes vis-à-vis d'un tel consortium sous l'égide des Etats-Unis.

Les points de vue divergents qui apparaissent entre les USA et la France ne sont certes pas nouveaux. Ils ne sont même que la continuation d'une politique que la France mène déjà depuis longtemps vis-à-vis des grandes compagnies multinationales, dominées en particulier par le capital nord-américain.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Etat français a essayé, en créant le Bureau de recherche pétrolière, d'obtenir une indépendance relative par rapport au Cartel. Ainsi, lors de la découverte des premiers gisements en Algérie, les raffineurs opérant en France furent obligés d'utiliser une certaine proportion de pétrole produit dans la zone franc, comme ils eurent l'obligation de transporter les deux tiers au moins de leurs approvisionnements, sous pavillon français. Qui plus est, en 1966, avec la création de l'ERAP, l'Etat tenta, en proposant des contrats avantageux aux pays producteurs, d'obtenir des sources d'approvisionnement diversifiées et surtout indépendantes de celles du Cartel.

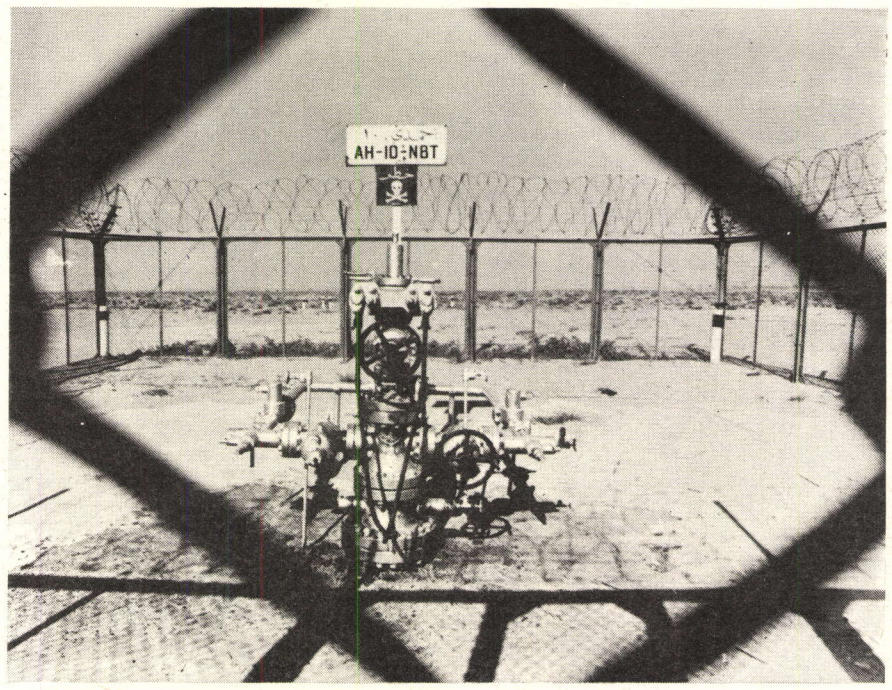
Une telle politique, menée aussi par l'Italie et le Japon, permettait momentanément à ces pays de bénéficier de prix inférieurs en comparaison de ceux pratiqués par les grandes compagnies.

Aujourd'hui, avec entre autres le renchérissement du brut voulu par les grandes compagnies, la position de nombre de pays européens devient défavorable par rapport au concurrent américain qui peut espérer dicter lui-même une ligne de conduite aux différents impérialismes occidentaux.

Néanmoins, la France tente toujours de mener sa propre politique, cherchant à obtenir des accords bilatéraux avec des pays producteurs. Ainsi, un contrat vient d'être récemment passé avec l'Arabie Saoudite pour une quantité de trente millions de tonnes de pétrole, et l'Etat français espère pouvoir signer avec ce même pays un accord de plus vaste portée. Une telle attitude s'oppose donc de fait à celle préconisée par les Etats-Unis.

Dans cette voie, jusqu'où l'impérialisme français peut-il aller ? Ses approvisionnements, son raffinage et sa distribution dépendent pour une part importante des grandes compagnies internationales. Dans une période où le prix du brut avait tendance à baisser, l'Etat français pouvait concurrencer dans une certaine mesure ces compagnies qui, elles, grâce à leur situation de monopole, tentaient de maintenir un prix élevé. Mais à l'heure actuelle, où inversement les prix du pétrole sont en hausse constante, les compagnies nationales n'ont plus la possibilité d'entrer en concurrence avec le Cartel.

Peut-être la fusion de la Lybie et de la Tunisie servira-t-elle les intérêts impérialistes français de ce point de vue. Mais il est néanmoins probable que le gouvernement français, malgré ses jérémiades, ses rodomontades, ses incartades, se pliera finalement, pour l'essentiel, aux exigences des Etats-Unis, car, comme tous les impérialismes de second ordre, il n'est pas de taille à lutter de front contre le géant US.



L'impérialisme américain veut exercer un strict contrôle sur les vannes de pétro-le... et les approvisionnements de ses concurrents. (Ph. AFP)

Pour pouvoir mener une telle politique, il faudrait que la France trouve dans les pays producteurs des Etats qui acceptent de passer des accords bilatéraux avec elle, c'est-à-dire qui acceptent de heurter de front les intérêts américains.

Georges LATTIER.

HONGRIE

SALAIRES AUX PIÈCES... ET PIÈCES A CONVICTION

Pour avoir écrit une étude sur le salaire aux pièces, un jeune universitaire hongrois, Miklos Haraszti, vient d'être condamné à huit mois de prison avec sursis par un tribunal de Budapest.

Crime abominable, Miklos Haraszti, qui avait écrit son étude après avoir passé quelques mois en usine, l'avait reproduite en neuf exemplaires qu'il avait fait lire autour de lui à des amis. Or la loi hongroise interdit la publication d'un texte à plus de deux exemplaires sans autorisation. C'est en vertu de cette interdiction que les juges de Budapest ont prononcé leur verdict.

En fait, on reproche à Miklos Haraszti ses « tendances gauchistes ». Et les juges de Kadar ont voulu donner un avertissement aux contestataires. Mais il est significatif de constater qu'une étude sur le travail aux pièces puisse être considérée commme subversive dans un pays dont les dirigeants prétendent représenter la classe ouvrière au pouvoir. Y aurait-on dénoncé l'exploitation à laquelle est soumise la classe ouvrière hongroise ? Pour les dirigeants hongrois, que ces choses se fassent, soit. Mais qu'on l'écrive, cela dépasse les bornes. Cela coûte huit mois de prison. Le jeune écrivain pourra toujours écrire sur le système pénitentiaire de la « République Populaire de Hongrie », à condition toutefois de ne pas reproduire son texte en plus de deux exemplaires !

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Des réactionnaires timbrés !

En Allemagne de l'Ouest, à l'occasion de l'émission d'une série de timbres consacrée aux femmes qui dans l'histoire ont eu un rôle célèbre, le ministère des Postes a décidé de consacrer un timbre à Rosa Luxemburg, la grande révolutionnaire dirigeante du mouvement Spartakus, assassinée en 1919 par la soldatesque contre-révolutionnaire.

Le gouvernement social-démocrate allemand estimait sans doute que, cinquante-cinq ans après les événements, il n'y avait aucun risque à publier l'effigie de Rosa Luxemburg, qu'on pouvait la considérer comme un personnage historique ordinaire.

Eh bien non ! Dès l'annonce de la nouvelle, on a assisté outre-Rhin à une véritable levée de boucliers. Tout ce que l'Allemagne compte d'éléments réactionnaires s'est insurgé contre la décision du ministère des Postes. Les éditorialistes des journaux de droite ont protesté, la bave aux lèvres, contre « Rosa la sanguinaire », ce « démon rouge » dont on osait faire un timbre, retrouvant en 1974 les mêmes accents qu'en 1919 pour déverser leur haine de classe contre la révolutionnaire allemande.

Pour se défendre, le ministère des Postes a été obligé de falsifier quelque peu la réalité, répondant que Rosa Luxemburg avait droit à un timbre car elle était une « ardente pacifiste » qui avait fini sauvagement assassinée. Evidemment, il était difficile à ce ministre social-démocrate de reconnaître que Rosa Luxemburg était une révolutionnaire et qu'elle avait été assassinée sur les ordres... des sociaux-démocrates eux-mêmes !

En définitive, cette affaire aura eu au moins un mérite : celui de montrer que, cinquante-cinq ans après sa mort, la simple évocation de Rosa Luxemburg suffit à donner la nausée aux réactionnaires allemands. Mieux qu'un timbre, et malgré elle, l'opinion bourgeoise de l'Allemagne de l'Ouest vient de rendre le meilleur hommage à Rosa Luxemburg.

René BLIARD.

Communiqué de la Ligue d'Union et d'Action Révolutionnaire du Portugal

Nous avons appris, de sources absolument sûres, que l'un de nos dirigeants, Herminio da Palma Inacio, arrêté à Lisbonne le 22 novembre dernier, se trouve interné à l'hôpital de la CUF (dans cette même ville) depuis le 18 décembre. Il est dans un état comateux dû aux brutalités exercées par la PIDE - DGS (police politique) durant les interrogatoires auxquels il fut soumis.

Nous savons aussi que d'autres révolutionnaires et antifascistes arrêtés ont été brutalement torturés et battus, et parmi eux le militant catholique et architecte Nuno Teotonio Pereira.

Nous rendons responsable le gouvernement de Marcelo Caetano de tout ce qui pourrait advenir à nos camarades et aux autres personnes actuellement dans les griffes de la PIDE-DGS. Nous en appelons à l'attention de l'opinion nationale et internationale et nous demandons à tous leur solidarité.

Les crimes des tortionnaires de Caetano ne peuvent arrêter la lutte du peuple et contribuent surtout à raffermir notre décision de continuer notre action.

Nous répondrons à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire.

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE.
Nous vaincrons !

LUAR,
Décembre 1973.

L'attentat contre Carrero Blanco

Toute la presse d'extrême-gauche a consacré des articles à l'attentat contre Carrero Blanco. Mais la plupart des journaux ont fait des articles se contentant de relater les faits, les considérant avec une certaine prudence, se refusant surtout à approuver sans réserves les méthodes terroristes de l'ETA.

En réalité, cette prudence s'apparente surtout à un embarras à se prononcer sur les méthodes de l'organisation nationaliste basque.

rouge

Cet embarras est particulièrement manifeste dans Rouge, **où les camarades de l'ex-Ligue Communiste, pour ne pas se prononcer, se retranchent derrière le fait qu'ils** « ne connaissent pas encore la position adoptée par leurs camarades de la LCR-ETA (VI) (section sympathisante de la IV[e] Internationale) par rapport à l'ETA (V) et leur analyse de la situation présente » (Rouge, **n° 235 du 28 décembre 1973).**

Par contre, dans le numéro 236, du 4 janvier 1974, Rouge **publie sur deux pages un long interview de militants de la LCR-ETA (VI), où ceux-ci appuient l'action et les méthodes de l'ETA (V)... Mais toujours sans commentaires de la part de** Rouge.

Madrid le 20 décembre, 10 heures du matin. Une explosion d'une violence stupéfiante projette à une hauteur de 20 mètres la lourde voiture de l'amiral Carrero Blanco. Quelque 12 heures plus tard, la branche nationaliste de l'ETA, ETA (V), revendique dans un communiqué la responsabilité de l'attentat qui vient de liquider l'homme le plus fort du « néo-franquisme » et de porter une violente secousse à l'édifice branlant de la dictature.

Il ne s'agit pas là d'un « coup de tonnerre dans un ciel serein ». Mais l'attentat qui vient de frapper au cœur l'appareil politique de la dictature a stupéfié par sa force et son audace. Sans pouvoir pour autant mettre à genoux le régime ni changer fondamentalement les rapports de force entre les classes, il accélère la crise de la dictature en la privant de l'élément clef de l'opération succession, laborieusement mise en place. En ce sens, la liquidation de Carrero Blanco exacerbe les tensions au sein de la bourgeoisie à l'heure où la disparition de Franco se fait plus menaçante pour un régime secoué par de puissantes mobilisations de masse.

Ses conséquences dépendent en définitive des capacités de la classe ouvrière et de son avant-garde à exploiter la crise politique qui s'ouvre en poussant l'offensive pour préparer la grève générale révolutionnaire qui seule peut renverser la dictature.

« ...En définitive, autant par l'encouragement pour les masses que signifie l'exécution de Carrero Blanco, que par les effets objectifs de sa disparition au sein de la classe dominante, les conséquences de l'attentat nous paraissent positives.

Pour cette raison notre soutien à l'action est total.

Il y en aura pour dire avec raison que l'exécution de Carrero va supposer dans l'immédiat une aggravation de la répression franquiste pour tenter de rendre le coup reçu. Mais ce serait pur opportunisme que présenter ce fait comme un « argument » pour condamner l'action, parce que cela reviendrait à se réfugier derrière la faiblesse actuelle de l'avant-garde pour refuser de prendre en charge les tâches révolutionnaires que la crise de la dictature pose avec une actualité palpitante... »

extrait de la déclaration
du BP unifié de la LCR-ETA (VI)
(organisation sympathisante de la
IV[e] Internationale).

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Sous le titre : « Espagne : la signification du procès Camacho », Informations Ouvrières **(n° 638, du 3 janvier 1974) dénonce tout d'abord la répression franquiste contre les militants des Commissions Ouvrières pour exprimer, discrètement, ses réserves quant aux méthodes utilisées par l'ETA.**

Mais Camacho et ses camarades ont été condamnés **« dans la discrétion et le silence presque total de la presse ».**

Il est vrai qu'au moment même où s'ouvrait le procès, l'amiral Carrero Blanco, le numéro deux de l'Espagne fasciste, après Franco, était victime d'un attentat mortel. L'Espagne ouvrière, mais aussi l'Espagne tout court était frappée de stupeur. Et dans cette mesure, le procès de Madrid passait au second plan de « l'actualité » politique de l'Espagne.

L'attentat contre Carrero Blanco, désigné par Franco en juin dernier comme son successeur, n'est pas une mince affaire. C'est tout l'équilibre politique, fragile au demeurant, que la bourgeoisie espagnole tente de préserver à la tête de son Etat qui se trouve ainsi remis en question. Le prince Juan Carlos est désigné pour prendre la place de Franco, le moment venu. Mais ce sera alors sans tuteur. Nul ne peut dire aujourd'hui de quoi demain peut être fait en Espagne.

« L'enquête » sur la mort de l'ex-Premier ministre espagnol a abouti à la désignation, par la police franquiste, de militants de l'organisation basque terroriste, l'ETA. Celle-ci vient de confirmer sa responsabilité dans l'attentat, lors d'une « conférence de presse » tenue dans la région de Bordeaux. Indépendamment du jugement que l'on peut porter sur les méthodes utilisées par l'ETA, les militants ouvriers de ce pays ne sauront accepter que le gouvernement français remette des militants de l'ETA à la police de Franco. Déjà, Marcellin a fait assigner en résidence surveillée, dans le nord de la France, six réfugiés politiques basques qui n'appartiennent pas à l'ETA. **« Précaution d'ordre public »** a déclaré le sous-préfet de Bayonne !

Nous analyserons la semaine prochaine en détail ce que signifie la disparition de Carrero Blanco du point de vue des développements de la lutte des classes en Espagne.

Soulignons cependant qu'après les lourdes condamnations du procès 1 001, nombreux sont les militants espagnols qui sont aujourd'hui, pour les prétextes les plus divers, arrêtés, emprisonnés sans jugement, en Espagne. Franco n'a pas osé décréter la loi martiale. Mais sa police, ses prisons et sa « justice » agissent comme si elle l'était.

front rouge

Alors que l'Humanité Rouge **se contente de raconter à ses lecteurs la biographie de Carrero Blanco, sans se prononcer sur les méthodes de l'ETA, par contre, sous le titre** « Halte à la répression yankee-franquiste », Front Rouge **(n° 97 du 27 décembre 1973) exprime sa solidarité avec les auteurs de l'attentat terroriste de Madrid, tout en insistant sur le fait que la principale menace pour le régime franquiste ne vient pas de la multiplication des attentats terroristes, mais de la violence révolutionnaire des masses.**

En accentuant ainsi la répression, Franco espérait opérer en douceur la passation des pouvoirs à ses successeurs désignés, le sinistre Carrero Blanco et l'apprenti roitelet fasciste Juan Carlos.

Opération manquée, puisque Carrero Blanco vient de recevoir le châtiment qu'il méritait : il a crevé comme un chien, propulsé jusqu'au quatrième étage d'un immeuble par l'explosion d'une charge de plastic. Justice est faite, car s'il en est un qui méritait ce châtiment, c'est bien le sinistre Carrero Blanco, bras droit de Franco depuis trente ans, qui avait la haute main sur la Police politique et avait joué un rôle de premier plan lors de la signature des accords de 1951 de vente de l'Espagne à l'impérialisme US.

Dans l'immédiat, Franco se trouvera un autre successeur, mais la dictature franquiste est menacée. Elle est menacée, non pas par la politique de collaboration de classe que le révisionniste Carillo veut imposer aux peuples d'Espagne : **« Nous pensons exclusivement à la nécessité de dépasser la guerre civile,** déclare un récent appel du P « C » E. **Pour cela sont indispensables un dialogue, une convergence qui rompe les barrières entre ceux qui disent vouloir changer le système de l'intérieur et tous ceux qui, pendant des décennies, ont été implacablement écartés de toute légalité... ».** Bref, un appel du pied à la fraction, qualifiée pour l'occasion de libérale, de l'appareil yankee-fasciste, pour qu'elle accepte la collaboration des révisionnistes. C'est cette ligne de trahison qui a conduit les commissions ouvrières à condamner les manifestations du FRAP au 1[er] mai et qui a conduit des militants du P « C » E, pourtant emprisonnés à Carabanchel, à saboter les luttes dirigées par le FRAP à l'intérieur de la prison.

Pour le régime fasciste, la principale menace ne vient pas non plus de la multiplication des attentats terroristes, mais des luttes de plus en plus massives, violentes et authentiquement révolutionnaires qu'entreprennent la classe ouvrière et les peuples d'Espagne, selon la voie du 1[er] mai 1973 tracée par le FRAP : la guerre populaire pour renverser la dictature yankee-fasciste. C'est ce que traduisent les luttes récentes en Espagne, celle des dix mille mineurs des Asturies, depuis neuf semaines, des quatre mille ouvriers de l'usine textile « La Seda » à Barcelone, les affrontements violents à Valladolid et Pampelune entre les flics fascistes et les ouvriers de Fasa-Renault et du bâtiment.

CONTRE LA VIOLENCE REACTIONNAIRE ET SANGLANTE DU FASCISME, VIVE LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE !

Le Monde libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste — N° 156 - Décembre 1969 - 2 F

(n° 196, janvier 1974)

Les tyrans sont comme les voleurs de grands chemins, on a le droit de vie sur eux.

(Meng-Tseu 372-314 Av. J.C.)

Au moment où l'Espagne tente de faire son entrée dans la communauté européenne, le régime vient d'être frappé à la tête et accuse le coup face à l'opinion internationale.

Le soutien délibéré de tous les chefs d'Etat à ce régime ébranlé ne pourra qu'inquiéter tous les hommes épris de justice et de liberté.

Après l'attentat contre le bras droit du tyran de l'Espagne, la répression va s'intensifier à l'encontre des organisations dont le régime impose la clandestinité.

Cependant nous ne pouvons désavouer un tel acte, nous pensons qu'il n'est que le résultat d'une violence qui s'exerce quotidiennement en Espagne contre la classe ouvrière et ses représentants.

La Rédaction.

YOUGOSLAVIE

PURGES A BELGRADE

CELA fait déjà plusieurs années qu'en Yougoslavie certains secteurs de l'intelligentsia manifestent plus ou moins ouvertement leur esprit de fronde contre la bureaucratie titiste et son orthodoxie. En mai-juin 1968, les étudiants avaient occupé leurs facultés dans tout le pays et si le pouvoir, à l'époque, réussit finalement à mettre fin à l'agitation, aux manifestations et aux troubles, il ne peut par contre véritablement désarmer durablement l'opposition de larges secteurs de l'université.

La fronde de l'intelligentsia

La fronde de l'intelligentsia ne fait que refléter des problèmes plus profonds qui dépassent largement le cadre de l'université, problèmes à la fois d'ordre national (l'appareil d'Etat central se heurtant aux tendances centrifuges des diverses nationalités, tendances toujours combattues, mais toujours renaissantes) et d'ordre social (la fameuse « société d'autogestion » ayant eu comme effet le plus clair pour les masses prolétariennes un chômage chronique, une émigration croissante, et un scandaleux accroissement de l'inégalité sociale).

Depuis plusieurs années déjà, les couches dirigeantes tentent de « normaliser » la situation et de s'opposer autant qu'elles le peuvent aux influences « dissolvantes » des tendances nationalistes, aux revendications ouvrières, et à certains aspects des aspirations d'assez larges couches petites-bourgeoies à une vie « à l'occidentale ». C'est pour elles une nécessité d'autant plus grande que, si elles laissaient faire, plus cela irait et plus il leur serait difficile de « reprendre les choses en main » — alors même que le problème délicat de la succession de Tito risque de se poser sous peu. Les nombreuses « purges » des dernières années dans les « hautes sphères » des partis serbe et croate, venant après les attaques fulminantes de Tito contre l'intelligentsia et après les mesures prises en 1968 contre les étudiants, s'inscrivaient dans ce processus.

« Influences anarchistes et gauchisantes »

L' « offensive idéologique » des bureaucrates se poursuit, puisqu'à l'heure actuelle un conflit ouvert s'est déclaré entre la direction du Parti (la Ligue des communistes) et de larges secteurs de la jeunesse universitaire et de l'intelligentsia.

Le foyer d'opposition est, cette année comme en 1968, la faculté de philosophie de Belgrade. En 1968, des professeurs en avaient été exclus et les organisations de base du parti, décidément gravement contaminées par l'esprit d'opposition, avaient été dissoutes. Mais cela n'avait nullement permis de faire taire une opposition estudiantine largement touchée par les « influences anarchistes et gauchisantes » qui déplaisent si fort à messieurs les censeurs de la Commission idéologique de la Ligue.

Cette fois-ci, il semble que les autorités soient décidées à frapper plus fort. La direction de la Ligue a réclamé l'éviction d'un groupe important de professeurs de philosophie de Belgrade de leurs postes. Plusieurs intellectuels connus ont vu leurs œuvres mises à l'index ; ainsi les cinéastes Petrovic **(J'ai même rencontré des Tziganes heureux)** et Makavejev **(Les mystères de l'organisme).** Quant au comité de rédaction de la revue de philosophie **Praxis,** publiée à Zagreb par des universitaires membres de la Ligue, il a été décapité.

« Quand je suis dans tes bras, je vois la vie en rose »... **mais ce n'est certainement pas le cas pour nombre d'intellectuels yougoslaves.** (Ph. UPI)

Ce qui revient comme un **leitmotiv** dans les accusations, c'est « l'influence négative » que ces intellectuels exercent sur « les jeunes générations » ; leur « gauchisme » qui se conjugue avec les diverses « tendances de droite » nationalistes ; leur « opposition politique » de « fraction » au sein même de la Ligue. Tout cela accompagné des calomnies habituelles sur la prétendue « ambition personnelle » des contestataires...

Il semble qu'à l'heure actuelle la tension soit assez vive entre les étudiants — qui se sont déclarés « prêts à défendre par tous les moyens » leurs professeurs — et le pouvoir. Il est difficile, et même impossible, de prévoir l'ampleur des troubles universitaires à venir, possibles sinon probables. Mais une chose est sûre : Tito peut bien exclure des professeurs du Parti et de l'Université, mettre des intellectuels à l'index et même réprimer plus durement l'intelligentsia, ce n'est pas cela qui la fera taire, comme ce n'est pas cela qui, plus généralement, règlera quelque problème que ce soit en Yougoslavie.

Antoine VEGA.

SIQUEIROS, " LE PEINTRE AU PISTOLET "

C'EST **au milieu des hommages et des honneurs officiels que le peintre mexicain David Alfaro Siqueiros s'est éteint. Dirigeant du Parti Communiste Mexicain, bien qu'il ait passé de nombreuses années de sa vie dans les prisons et en exil, c'est tout juste si aujourd'hui il n'a pas bénéficié d'obsèques nationales. Ainsi, le président de la République du Mexique a fait publier un communiqué dans lequel il souligne que Siqueiros** « ...à travers son activité artistique, nourrie au courant social avancé de notre révolution... a contribué à faire comprendre le processus d'émancipation des Mexicains ». **C'est au nom de ce même** « courant social avancé » **que le prédécesseur de l'actuel chef de l'Etat mexicain, le président Diaz Ordaz, transforma la place des Trois-Cultures de Mexico en charnier, faisant un véritable bain de sang, mitraillant sans faiblesse les étudiants qui manifestaient quelques jours avant l'ouverture des Jeux Olympiques de 1968. Echevaria, l'homme qui s'incline devant Siqueiros, est celui qui, en tant que ministre de l'Intérieur à l'époque, avait été le responsable de la fusillade de 1968. Il maintient aujourd'hui des centaines d'opposants de gauche dans les geôles du régime.**

Cet hommage des fusilleurs officiels à un peintre stalinien n'est pas de simple convention. Car Siqueiros ne s'est pas rendu célèbre seulement par ses gigantesques peintures murales. Il restera dans l'histoire du mouvement ouvrier comme l'un des organisateurs de l'assassinat de Trotsky, en 1940. Et, s'il ne fut pas l'auteur du coup mortel qui mit fin aux jours du fondateur de l'Armée rouge, il fut l'instigateur — dirigeant même en personne les opérations sur le terrain — d'une première tentative d'assassinat contre Trotsky, dans la nuit du 24 mai 1940. Déguisés en policiers, les hommes de main de Siqueiros réussirent cette nuit-là à pénétrer dans la villa de Trotsky, tirant à la mitrailliette de tous côtés, tentant d'incendier la maison. Cette fois, par chance, le projet criminel échoua. Seul le petit-fils de Trotsky fut légèrement atteint. Les agresseurs cependant enlevèrent un des gardiens de la maison et l'assassinèrent dans la campagne.

La tentative tournant court, les staliniens essayèrent d'esquiver leur responsabilité, s'efforçant d'accréditer la version d'une machination organisée par Trotsky lui-même afin, disaient-ils, de détériorer le climat politique du Mexique. Mais, si le PC nia officiellement son rôle dans l'attentat, curieusement, Siqueiros, lui, revendiqua le geste. Il déclarait le 20 juin 1940 : « Le Parti Communiste n'a cherché, en commettant l'attentat, qu'à provoquer l'expulsion de Trotsky du Mexique ; les ennemis du Parti Communiste peuvent s'attendre à être traités de même... ». **Le lendemain, pour seul commentaire à cette déclaration, le journal communiste** El Popular **se contentait de prétendre qu'aucune des personnes — dont Siqueiros — impliquées par l'enquête officielle concernant cette affaire n'était membre du parti. Plus le mensonge est gros... Inculpé par la justice mexicaine, l'enquête piétinant, finalement, Siqueiros fut mis en liberté provisoire et s'exila. Entre-temps, Staline avait réussi son forfait. Trotsky succombait le 20 août 1940 sous le coup de piolet de Jackson-Mornard.**

Quand Siqueiros reviendra au Mexique, après la guerre, le dossier concernant cette affaire aura mystérieusement disparu.

Aujourd'hui, les commentateurs glissent furtivement sur cet épisode de la vie du peintre. Les « génies » peuvent sans doute aux yeux des critiques d'art se permettre des incartades qui sont justement la marque de leur démesure géniale. Le Monde **parle d'un « épisode obscur » de sa vie.** L'Humanité, **elle, a bien entendu oublié ce que déclarait le journal du Parti Communiste Mexicain en juin 1940 qui affirmait que Siqueiros n'était pas membre du parti, et rend un vibrant hommage au militant et au peintre, mais n'insiste pas outre mesure non plus sur cette affaire. Selon l'organe du PCF, Siqueiros est simplement** « mis en cause dans l'attentat contre Trotsky ».

Pourtant Siqueiros, moins prudent que ses laudateurs actuels, déclarait, le 23 avril 1947, au journal mexicain l'Exelsior : « ...Je n'ai pas décliné et je ne déclinerai jamais la responsabilité qui m'incombe dans cette affaire, tout en affirmant que j'ai agi en franc-tireur. Je dois constater que je tiens ma participation **[à l'attentat]** pour un des grands honneurs de ma vie ».

David Alfaro Siqueiros.

Siqueiros, un grand peintre ? En tout cas, un aventurier au service des basses œuvres du stalinisme. « Un peintre au pistolet », **selon le mot de Breton.**

Jean-Pierre VALI.

Ironie sans doute involontaire, l'Humanité **du 7 janvier 1974 titre ainsi son hommage** « La vie et l'œuvre de feu de Siqueiros ». **Un feu de bon calibre.**

Janvier 1919

Les sociaux-démocrates allemands écrasaient la révolution et faisaient assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg

Karl Liebknecht.

Rosa Luxemburg. (Ph. Viollet)

LE 15 janvier 1919, les deux principaux dirigeants du tout jeune Parti Communiste d'Allemagne, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, étaient assassinés, au cours de la vague de répression qui suivit la « semaine sanglante » de Berlin, par des soudards aux ordres du gouvernement « socialiste » d'Ebert et de Scheidemann. Le sang de ces deux martyrs devenait ainsi le symbole du fossé qui séparait les sociaux-démocrates majoritaires, passés au service de la bourgeoisie en août 1914, du mouvement révolutionnaire.

LES SOCIAUX-DEMOCRATES AU SERVICE DE LEUR BOURGEOISIE

Chef de file incontesté de la Deuxième Internationale, le Parti Social-Démocrate Allemand (SPD) était en effet passé en 1914 du côté de sa bourgeoisie, de son gouvernement et de son état-major.

Cette faillite n'était ni accidentelle, ni isolée, c'était celle de la majorité de la Deuxième Internationale, sombrant dans le nationalisme chauvin et l'Union sacrée avec les bourgeoisies impérialistes rivales.

Pour le SPD, la période de guerre fut celle d'un alignement servile sur les commandements du gouvernement. Le parti interdit à ses membres l'expression de leur opposition à la guerre, désavoua et dénonça aux autorités militaires les journaux de province qui publiaient des articles contre la guerre. Le SPD s'opposa aux grèves et ne protesta en rien contre la suppression des droits de réunion et de manifestation qui contribua à paralyser la classe ouvrière.

Quant à ceux qui réussirent à faire entendre leur voix contre la guerre, le SPD mit tout son poids dans la balance pour les couvrir d'injures et de calomnies.

Tout au long de la guerre, les socialistes majoritaires se conduisirent en gendarmes auxiliaires au service de la bourgeoisie allemande et de son gouvernement.

LA MONTEE REVOLUTIONNAIRE

Lors des grèves de janvier 1918, les travailleurs revendiquaient « la conclusion rapide d'une paix sans annexion ni indemnité ». **Des Conseils s'organisèrent à Berlin, la capitale. Le mouvement de grève gagna tout le pays, la liste des revendications s'allongeait et les Conseils se multipliaient.**

L'autorité militaire profita de l'irrésolution des dirigeants du mouvement berlinois pour reprendre l'offensive contre les travailleurs. Après avoir fait trembler les tenants du pouvoir, les ouvriers connaissaient un premier revers et la répression.

C'est l'imminence de la défaite de l'Allemagne qui allait de nouveau déchaîner la tempête.

Fin octobre, le front s'effondre : « la guerre est perdue ! ». L'inutilité des sacrifices consentis pendant quatre ans se révèle brutalement, et c'est à ce moment-là que l'amirauté veut lancer une « offensive », mais en fait un baroud « d'honneur ». Les marins s'insurgent, se lient aux travailleurs du port. La révolution gagne Hambourg puis tout le nord de l'Allemagne, le 9 novembre, elle est à Berlin et les travailleurs, maîtres de la ville, contraignent le Kaiser à abandonner le pouvoir. La république socialiste est proclamée.

Affolée, la bourgeoisie ne dispose alors d'aucun autre moyen que le recours au Parti Social-Démocrate.

« REVOLUTIONNAIRES » EN PAROLE, LES SOCIAUX-DEMOCRATES ORGANISENT L'ECRASEMENT DE LA REVOLUTION

Le chancelier de l'empire, le prince Max de Bade, désigne le « socialiste » majoritaire Ebert comme nouveau chancelier du Reich et le charge de résoudre la crise.

Le 9 novembre, Ebert constitue un « Conseil des commissaires du peuple » et change à la hâte son habit de chancelier pour celui de « commissaire du peuple ».

Cela ne l'empêche naturellement pas de signer le soir même un télégramme, ainsi rédigé, à l'état-major :

« Nous vous demandons de donner les ordres nécessaires à toutes les armées en campagne pour que le calme et l'ordre le plus rigoureux soient observés en toute circonstance. **(...)** Là où des Conseils de soldats se seront formés, ils devront seconder sans réserve les officiers, afin de maintenir l'ordre et la discipline. »

C'est dire que la préoccupation majeure de ces socialistes consiste à conserver intégralement l'appareil d'Etat bourgeois et en particulier l'armée.

Le lendemain, 10 novembre, trois mille délégués des Conseils berlinois se réunissent et, malgré les efforts d'Ebert, un Comité exécutif des Conseils de Berlin est élu. Celui-ci, composé de socialistes majoritaires, de délégués des Conseils de soldats peu politisés et de membres du parti centriste dit des « sociaux-démocrates indépendants », proclame bien que l'Allemagne est devenue une république socialiste, mais il ajoute que, dans cette république, tout le pouvoir appartient... au Conseil des commissaires du peuple présidé par Ebert.

Prost, Noske! Die junge Revolution ist tot!

Dessin de George Grosz : *« A ta santé, Noske ! La jeune révolution est morte ».*

Noske, dirigeant social-démocrate a bien mérité son surnom de « chien-sanglant » de la contre-révolution.

(Archives L.O.)

Le même jour, celui-ci dresse avec le général Groener, par ligne téléphonique directe et secrète hâtivement installée, les grandes lignes de leur offensive contre-révolutionnaire. Un premier coup de force échoue le 6 décembre mais fait dix-huit morts et cela commence à creuser un fossé entre les masses et le gouvernement.

Ebert fait défiler, le 10 décembre, « les héros invaincus », les régiments de retour du front. Mais cette tentative d'intimidation échoue et l'armée, à mesure que son retour s'effectue, se décompose. Les soldats rentrent chez eux et là rallient bien souvent les rangs des révolutionnaires.

Nouvelle tentative le 24 décembre, engagée par le gouvernement « socialiste », qui provoque délibérément une division de marine stationnée au cœur de Berlin et sincèrement attachée à la révolution. La Garde ouvrière, les femmes travailleuses, intervinrent rapidement et purent faire échouer l'assaut. Il devenait clair ce-pendant que le gouvernement aidait la contre-révolution et qu'il ne jouirait plus longtemps de la possibilité de mystifier les travailleurs, et qu'au contraire l'affrontement devenait inévitable.

Parallèlement à l'usage de la force, les socialistes au gouvernement, aidés par les magnats capitalistes qui fournissent des fonds considérables, déclenchent une vaste campagne de calomnies impudentes, d'appels au meurtre contre le mouvement spartakiste, contre ses dirigeants Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. C'est que ce mouvement, né au lendemain de la déclaration de la guerre en opposition à la trahison des chefs sociaux-démocrates, est le seul à offrir une perspective révolutionnaire aux masses en lutte. Organisé en Parti Communiste fin décembre, il représentait, alors, pour les ennemis de la révolution, le principal ennemi à abattre avant qu'il se soit développé davantage.

Bien décidé à en finir, le gouvernement « socialiste » se prépare. Il neutralise les Conseils d'ouvriers et de soldats en les persuadant, lors d'un congrès tenu le 16 décembre, qu'il ne manquait qu'une chose à la révolution : une assemblée nationale ; et les élections sont fixées pour le 19 janvier. Jusque-là, le gouvernement « socialiste » a les coudées franches.

L'armée n'étant pas sûre, des corps francs sont organisés. Le général Groener écrit dans ses mémoires :

« Seule une armée de volontaires pouvait engager le combat contre les masses ouvrières des villes... Ce plan fut repris et développé sous le manteau, en accord avec Ebert. »

Le serment des corps francs sera : « Je soussigné jure de rester fidèle au gouvernement provisoire du chancelier du Reich, Ebert, jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait décidé une nouvelle constitution ».

Le 29 décembre, le général Groener, satisfait, s'écrie : « le combat va commencer » **et Noske, le « socialiste » prêt à jouer, comme il l'a déclaré lui-même, le rôle du** « chien sanglant », **assure à Ebert que** « la roue va tourner ».

Un prétexte est trouvé le 4 janvier. Le gouvernement Ebert révoque le préfet de police de Berlin, le social-démocrate indépendant Eichhorn. Manifestations de masse et grèves répondent à cette mesure, l'insurrection armée est décidée et, pendant une semaine, dans les rues de Berlin, plusieurs milliers de combattants révolutionnaires s'opposeront aux corps francs de Noske.

Mieux entraînés, bien armés, ceux-ci l'emportèrent et la terreur blanche s'abat dans les rangs des révolutionnaires berlinois. Le 12 janvier, tout est terminé et le 15, la soldatesque déchaînée, lancée aux trousses des spartakistes et de leurs dirigeants pour lesquels une prime de mise à mort est offerte, s'empare de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht qui sont successivement assassinés.

Karl Liebknecht est abattu « au cours d'une tentative de fuite » **dira plus tard la version officielle. Rosa Luxemburg, achevée d'une balle, le crâne brisé à coups de crosse, est jetée dans un canal où son corps ne sera retrouvé que quatre mois plus tard.**

La sauvage offensive contre la classe ouvrière organisée par les socialistes au gouvernement, aidés par l'état-major, ne mettra cependant pas fin à la grandiose vague révolutionnaire qui secouera l'Allemagne jusqu'en 1923.

Mais le jeune Parti Communiste fondé deux semaines plus tôt se trouvait décimé et privé de ses deux dirigeants les plus prestigieux et, en fait, le mouvement révolutionnaire allemand ne se relèvera jamais complètement de la répression de janvier 1919.

Les sociaux-démocrates en portent l'entière responsabilité. Et quand on sait quelles furent les conséquences de l'échec de la Révolution allemande — isolement de la Révolution russe, réaction victorieuse en Allemagne préparant le fascisme —, on ne doit pas oublier que les sociaux-démocrates ne sont capables d'être révolutionnaires en parole que pour mieux étrangler les révolutions.

Stéphane LAROCHE.

EN MARGE DU 15e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION CUBAINE

LA GUÉRILLA : UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ?

« CE que Cuba peut donner aux peuples, ce qu'elle leur a déjà donné, c'est son exemple », **déclarait Fidel Castro à La Havane en 1962. Et, de fait, la réussite de Fidel Castro a fait naître des espoirs parmi les militants nationalistes les plus radicaux d'Amérique Latine, qui se sont lancés à leur tour dans la guerre de guérilla, espérant ainsi gagner la grande masse des paysans et abattre des régimes corrompus et haïs.**

GUERILLA ET MOUVEMENT DE MASSE

Che Guevara lui-même a tenté, dès 1960, de théoriser l'expérience cubaine dans son ouvrage La guerre de guérilla, **qui commence par ces mots :** « La victoire armée du peuple cubain sur la dictature de Batista **(...)** a démontré de façon tangible que, par la guérilla, un peuple peut se libérer d'un gouvernement qui l'opprime ». **Et l'une des grandes leçons qu'il tire de la révolution cubaine, c'est que** « on ne doit pas toujours attendre que soient réunies toutes les conditions pour faire la révolution ; le foyer insurrectionnel peut les faire surgir ». **Et Guevara d'ajouter, en parlant de l'action du groupe de guérilleros à ses débuts :** « Ce groupe réussit un coup : alors naît sa renommée ; quelques paysans dépossédés de leur terre ou en lutte pour la conserver et les jeunes idéalistes issus d'une autre classe viennent grossir ses rangs... ». **Castro affirme lui aussi en 1962 :** « A la lutte initiale des petits noyaux de combattants s'agglutinent constamment de nouvelles forces, le mouvement des masses commence à se déclencher, le vieil ordre de choses s'effrite peu à peu... ».

Ainsi, ce serait l'existence de la guérilla qui déclencherait la révolution. Mais c'est mal comprendre la révolution cubaine elle-même que d'en tirer cette leçon. Si les coups réussis, l'héroïsme, l'opiniâtreté des guérilleros peut leur gagner la sympathie et parfois même la confiance des paysans, le soulèvement des campagnes ne dépend absolument pas d'eux. A Cuba même, pendant trois ans, les guérilleros s'étaient certes fait connaître et même reconnaître par les paysans mais le soulèvement de ces derniers, qui a porté Castro au pouvoir, l'a surpris tout le premier. Et si Fidel Castro et ses compagnons n'eurent que trois ans à attendre, il serait faux d'en conclure pour autant qu'il suffit d'une poignée d'hommes décidés qui prennent les armes pour que le drapeau de la révolte soit brandi dans les campagnes.

D'ailleurs, que ce soit en Colombie, au Pérou, au Venezuela, au Guatemala ou en Bolivie, partout les guérillas sont restées isolées et, loin de parvenir à entraîner la grande masse de la population misérable derrière elles, elles ont été décimées par une répression féroce. Pourtant, des chefs comme Camillo Torrès, Luis de la Puente Uceda ou Douglas Bravo et tant d'autres qui sont morts au combat étaient des hommes de la trempe voulue. Che Guevara lui-même n'a pas mieux réussi en Bolivie.

Car le mouvement des masses, qu'elles soient ouvrières ou paysannes d'ailleurs, ne peut se déclencher sur commande. Mao, lui, a dû attendre plus de vingt ans. Et c'est pour ne pas avoir compris cela que des centaines de militants sont morts dans les maquis d'Amérique Latine.

LE CARACTERE DE CLASSE DE LA GUERILLA

Mais, si les discussions tactiques sur la guérilla sont allées bon train ces dernières années au sein de l'extrême-gauche internationale, par contre peu de tendances ont tenté d'analyser le caractère de classe qu'avaient les guérillas, tant par leur direction ou leur politique que par leurs assises sociales.

Or, du point de vue de l'analyse marxiste, les guérilleros, quelles que soient les étiquettes dont ils s'affublent, placent entièrement leur combat dans le cadre du nationalisme bourgeois. C'était le cas du « libéral » Castro comme des militants du MIR péruvien ou vénézuélien. Tous se réclament d'une idéologie anti-impérialiste des plus vague, qui tend notamment à récupérer les « richesses nationales », à donner la terre aux paysans et à établir un « pouvoir populaire », dont on se garde bien de définir le contenu de classe. Et, la plupart du temps, la classe ouvrière est soit complètement ignorée, soit cantonnée à un rôle purement passif, en tant que composante parmi d'autres de la « nation ». Au maximum on lui promet des meilleurs salaires si elle soutient le mouvement rebelle.

Fidel Castro (à gauche) et son frère Raoul (à droite) en 1958. Ces combattants, pour populaires qu'ils soient, n'ont jamais quitté le terrain du nationalisme bourgeois.

(Ph. UPI)

Idéologie nationaliste petite-bourgeoise, le guérillerisme s'incarne d'abord dans des leaders bourgeois qui cherchent, au sein de la paysannerie, l'appui de masse qui rendrait possible le renversement des régimes en place. Mais il serait faux de prétendre pour cela que les guérilleros sont des révolutionnaires paysans. Bien souvent, leur programme agraire, s'il prévoit certaines réformes, n'en est pas pour autant radical. Mao Tsé-toung ne reformula clairement une réforme agraire radicale (abandonnée par le PC chinois en 1936) avec partage des terres qu'en 1948 (jusqu'alors il s'en était tenu à une réforme du fermage et du métayage) ; le Vietminh ne le fit qu'en 1952-1953 (c'est-à-dire huit ans après le début de son combat) ; et Castro lui-même fut dépassé par l'action des paysans lors de la prise de pouvoir à La Havane, ces derniers s'emparant des terres par eux-mêmes.

On a même vu d'ailleurs, dans des pays comme le Pérou, des guérilleros se rallier avec armes et bagages au régime des militaires, après que ces derniers leur eurent « volé » leur programme en effectuant un début de réforme agraire et en nationalisant quelques compagnies nord-américaines.

En fait, si les guérilleros recherchent l'appui des paysans pour s'emparer du pouvoir, ils ne s'identifient jamais totalement à leurs luttes. Une fois au pouvoir, ils seront fort capables de prendre des mesures qui lèseront la paysannerie, notamment celles qui consistent à obliger cette dernière à pratiquer la monoculture (en vue de l'exportation) ou à entrer de force dans des coopératives (communes chinoises par exemple).

Ainsi des rapports non démocratiques existent toujours potentiellement entre la direction guérilleriste et la masse de la paysannerie, avant comme après la prise du pouvoir.

Dans un premier temps, les guérilleros, par des actions d'éclat, souvent quelque peu terroristes, cherchent à « réveiller » les masses paysannes amorphes, puis à s'imposer à elles comme direction politique. Et, comme l'écrivait Guevara dans son Journal de Bolivie, **s'imposer aux masses paysannes peut fort bien signifier pratiquer à leur égard une terreur qui les obligera à craindre et à respecter la guérilla, à ne pas la dénoncer aux forces de répression, voire ultérieurement à collaborer avec elle. On est loin de la conception de révolution agraire tentant, par une patiente éducation, d'aider la paysannerie retardataire à prendre son sort en main.**

La plupart du temps, en l'absence de toute mobilisation de la paysannerie, la guérilla disparaît après quelques mois, voire quelques années (exemples du Pérou, du Venezuela et de la Bolivie).

LA CREATION D'ETATS BOURGEOIS

Mais lorsque les guérilleros parviennent à prendre la tête du mouvement paysan, lorsque les masses des campagnes se mettent en branle (et les guérilleros n'y sont pas pour grand-chose), alors la première tâche des leaders de la guérilla est de créer une armée dans les zones libérées, armée qui sera l'ossature principale du futur Etat. Se composant de paysans, dirigés par des hommes qui placent entièrement leur combat dans le cadre du nationalisme bourgeois, la victoire de l'armée rebelle, si elle conduira à de profonds bouleversements sociaux, notamment dans les campagnes, ne donnera naissance qu'à un nouvel Etat étranger à la classe ouvrière. Et le fait que dans un premier temps ce nouvel Etat bourgeois, à la différence de l'ancien, ne soit pas vomi par la population, tente des réformes sociales et économiques importantes et prenne ses distances vis-à-vis de l'impérialisme ne change pourtant rien à son caractère de classe.

Pour populaire que soit cet Etat auprès de la grande masse de la population des villes et des campagnes, les ouvriers et les paysans n'auront aucun moyen de contrôler l'appareil d'Etat et nul ne leur demandera leur avis quant à la bonne marche des affaires.

Jamais n'existeront des organes de pouvoir comparables aux soviets ouvriers et paysans qu'avait créés la révolution russe.

Les travailleurs des villes, complètement ignorés par l'armée rebelle jusqu'à la prise du pouvoir, n'auront aucun moyen de faire entendre leur voix. Quant aux paysans, après avoir soutenu l'armée rebelle, ils retourneront chez eux, n'ayant eux non plus aucun moyen de contrôle sur le nouvel appareil d'Etat.

Ainsi, loin de conduire à une nouvelle forme de révolution socialiste, la guerre de guérilla, lorsqu'elle est victorieuse, ne met en place qu'un nouvel Etat bourgeois qui, tôt ou tard, se retourne contre les travailleurs et les opprimés.

Dominique CHABLIS.

" POUVOIR POPULAIRE " A CUBA ?

Dans un récent discours à l'occasion du quinzième anniversaire de la Révolution cubaine, le vice-Premier ministre Raoul Castro a annoncé la mise en place d'un « pouvoir populaire » afin que « *le peuple prenne part directement et de façon institutionnelle à la gestion de l'Etat* ».

Tiens, tiens ! Ce n'était donc pas le cas jusqu'à maintenant ? Qu'en pensent les chantres du castrisme, qui veulent voir en Cuba un exemple de démocratie directe exercée par la classe ouvrière ?

D'ailleurs, Raoul Castro reste des plus prudent dans ses promesses. Il ne s'agirait, en 1974, que d'une première « expérience », dans une seule province, celle de Matanzas, à l'ouest de La Havane.

En fait, si après la révolution le régime castriste bénéficiait incontestablement d'une grande popularité, le pouvoir n'a jamais été contrôlé par les ouvriers et les paysans. Si, quinze ans après la révolution, le régime en est à faire des « expériences » de démocratie directe, c'est bien la preuve que cette démocratie n'existe pas.

Un aveu en somme !

J.H.

(Ph. U.P.I.)

Les difficultés du cap

et les atta

contre la classe

Les mineurs en lutte

DEPUIS maintenant deux mois, les mineurs britanniques poursuivent une grève qui se traduit d'une part par un refus des heures supplémentaires, et d'autre part par un ralentissement du travail.

Leurs revendications portent sur les conditions de travail (chaque année, un mineur sur quatre est victime d'un accident du travail, sans compter ceux qui, par milliers, périssent de silicose), mais aussi et surtout sur les salaires : pour une semaine de plus de quarante heures, ils touchaient, avant le début de la grève en moyenne 300 F par semaine. Ils revendiquent aujourd'hui une augmentation hebdomadaire allant de 80 à 130 F, ainsi que le paiement du temps passé à se mettre en tenue, à descendre au puits et à en remonter, à se doucher, etc., soit au total une heure chaque jour, que la direction des mines s'est toujours refusée à rétribuer. Ils réclament pour ce temps de préparation de 30 à 40 F par semaine. Au total, les augmentations réclamées s'élèvent donc à 120-150 F par semaine.

Or, dans le cadre de la phase 3 du plan d'austérité de Heath, la direction des charbonnages ne propose que 25 à 95 F d'augmentation par semaine, plus 4,50 à 8,50 F pour les cinq heures que passent chaque semaine les mineurs à se préparer !

Cela fait donc deux mois que les mineurs tiennent bon, malgré les attaques que le gouvernement et toute la presse conservatrice n'ont pas ménagées contre eux.

C'est un fait que la grève des mineurs a fait diminuer de 30 % la production de charbon et que les stocks commencent à baisser. Entre autres raisons, lorsque le Premier ministre Heath a déclaré que la semaine de travail pour les ouvriers d'industrie serait réduite à trois jours à partir de janvier 1974 pour « économiser les sources d'énergie », il comptait bien dresser toute une partie de l'opinion publique contre les mineurs, accusés de mettre le pays au bord de la faillite par leurs revendications inconsidérées.

Mais la propagande gouvernementale n'est pas parvenue à isoler les mineurs, au contraire. Les techniciens de l'électricité ont engagé à leur tour une grève du zèle, qui s'est traduite également par une baisse sensible de la production, et les syndicats sont parvenus à un accord dans cette branche. Par contre, les conducteurs de locomotives, qui ont à leur tour entrepris une grève du zèle depuis décembre, n'ont toujours pas obtenu satisfaction, et il est probable que leur mouvement s'étende.

Heath a donc tout lieu de croire que les travailleurs sont prêts à entrer en lutte dans d'autres branches d'industrie, à l'exemple des mineurs. C'est pourquoi il entend ne rien céder à ces derniers. Mais reste à savoir s'il pourra longtemps imposer sa politique aux travailleurs en colère.

H.D.

LA décision du gouvernement conservateur d'imposer un lockout de deux jours par semaine à l'ensemble de la classe ouvrière britannique, en ramenant la semaine de travail à trois jours, est d'abord apparue, à juste raison, à l'ensemble du mouvement ouvrier, comme une manœuvre politique visant à isoler les mineurs et les conducteurs de chemin de fer en lutte.

Car ce sont ces catégories de travailleurs que le gouvernement rend directement responsables de sa décision. Le 18 décembre, lors d'un débat à la Chambre des Communes, le Premier ministre Edouard Heath, répondant à l'opposition travailliste, affirmait que, « si le travail reprenait normalement dans les charbonnages, les chemins de fer et les centrales électriques, on pourrait, du jour au lendemain, renoncer aux restrictions qui, à partir de janvier, limiteront le travail de la plupart des usines à trois jours par semaine » (Le Monde, **20 décembre 1973).**

Mais, derrière cette volonté de dresser l'ensemble de la population contre les mineurs et les autres grévistes, se dessine aussi une tentative de sortir le capitalisme britannique de la crise qu'il traverse à l'heure actuelle, en faisant payer la note à la population laborieuse.

En 1972, lors de leur dernière grève, des mineurs bloquent les livraisons. (Ph. UPI)

UNE SITUATION ECONOMIQUE DIFFICILE

Avant même la grève des mineurs et le blocage effectif des livraisons de pétrole par les pays arabes, la balance commerciale de la Grande-Bretagne était très largement déficitaire. En octobre ce déficit se chiffrait à 350 millions de livres (3,85 milliards de nouveaux francs), en novembre à 270 millions de livres (2,97 milliards de nouveaux francs) et à quelque 2.000 millions de livres (22 milliards de nouveaux francs) pour l'ensemble de l'année 1973. Et les perspectives ne sont guère encourageantes pour 1974.

Les experts estiment en effet que pour cette année (compte non tenu de la hausse des produits pétroliers) la balance commerciale accusera un solde négatif de 2.300 millions de livres (25,3 milliards de francs). A ce chiffre, il faut ajouter une fuite des capitaux qui n'a pas cessé depuis dix-huit mois et qui porterait à 3.000 millions de livres (33 milliards de francs) le déficit de la balance des paiements pour 1974. Ce sera la balance des paiements la plus défavorable de toute l'histoire du pays.

Une queue devant un magasin de Londres. mineurs et les conducteurs de chemin de fe

La hausse des produits pétroliers va encore aggraver cette situation et sans doute faire doubler le déficit commercial. Le journal financier The Economist **accusait de plus, fin décembre, les trusts pétroliers de constituer des stocks en Grande-Bretagne même dans l'unique intention de provoquer une hausse encore plus forte des prix en ne les vendant qu'au compte-gouttes.**

LE RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Dès l'automne dernier, la Grande-Bretagne a connu un ralentissement de son activité économique. La dévaluation du dollar et le coup de pouce qu'elle a donné aux exportations américaines ont porté un préjudice certain aux exportations britanniques. Les économistes prévoyaient d'ailleurs que ce ralentissement devait s'accentuer dans les premiers mois de 1974 en provoquant une augmentation du nombre de chômeurs.

La baisse de la production, consécutive au lockout de deux jours décrété par le gouvernement, n'a donc pas forcément été mal prise par un grand nombre de grosses sociétés capitalistes qui voyaient les marchés se restreindre. Ce lockout a eu par contre comme conséquence de réduire les salaires de 15 millions de travailleurs de 10 à 40 %, selon les branches et les conventions collectives. Pour provisoire qu'elle soit, cette mesure, si elle a imposé des sacrifices, en a surtout rendu victimes les travailleurs, pas le grand Capital.

D'autre part, le ralentissement de la production, dû au lockout, coïncidant avec

pitalisme britannique

nques
e ouvrière

Des restrictions volontairement entretenues par le gouvernement afin de tenter d'isoler les r en lutte.
(Ph. Jean-François Fotolib)

la baisse de 30 % de la production charbonnière et avec les perturbations dans la production du courant électrique, permet au gouvernement d'éviter une nouvelle hémorragie de devises car, en temps normal, il aurait dû remplacer le charbon et l'électricité par des importations supplémentaires de pétrole, c'est-à-dire accroître encore dans des proportions importantes le déficit déjà catastrophique de la balance commerciale.

Sur le plan des salaires, alors que les experts gouvernementaux admettent eux-mêmes que le coût de la vie a augmenté de plus de 10 % par an, l'objectif avoué des conservateurs est de limiter leur progression à 7 %.

FAIRE PAYER LES MASSES LABORIEUSES

Face à cette situation, les initiatives du gouvernement conservateur pour redresser la barre et stabiliser la monnaie vont toutes dans le même sens : abaisser les salaires, augmenter les impôts, réduire les dépenses publiques, c'est-à-dire imposer des sacrifices à la population laborieuse — tout en laissant les mains libres au grand Capital.

Le « plan anti-inflation » lancé en novembre 1972, et qui en est maintenant à sa troisième phase, prétendait lutter contre l'inflation en contrôlant les salaires et les prix. Si les premiers ont bien été contrôlés, il n'en est pas de même pour les seconds, et on a assisté à une montée en flèche des produits de grande consommation, alimentaires notamment.

Les principales coupes sombres effectuées dans le budget ont touché en priorité l'Education nationale (— 200 millions de livres, soit 2,2 milliards de nouveaux francs), les Transports (— 211 millions de livres, soit 2,3 milliards de nouveaux francs) et la Santé (— 111 millions de livres, soit 1,21 milliards de nouveaux francs).

LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSENT PAS FAIRE

Le but de Heath, maintenant, est de briser la grève perlée des mineurs, c'est-à-dire, plus généralement, toutes velléités de résistance de la classe ouvrière à la troisième phase de son plan anti-inflation. Il espère ainsi limiter les hausses de salaire en redonnant confiance aux capitalistes qui ont préféré, l'an passé, envoyer leur argent dans les banques suisses ou ailleurs.

Mais les travailleurs ont montré qu'ils n'étaient pas décidés à se laisser faire et à payer les frais de la crise du système. Cela a d'ailleurs entraîné les travaillistes — Wilson en tête — à faire mine d'être prêts à combattre résolument le gouvernement conservateur, alors qu'il y a quelques semaines ils proposaient l'union sacrée à ce même gouvernement en termes à peine voilés.

Mais toutes les manœuvres de Heath ont laissé intacte la combativité des mineurs, et il semble bien qu'un grand nombre de travailleurs considèrent le gouvernement et lui seul comme le responsable de la situation actuelle.

Jean LIEVIN.

Un éditorial de " SOCIALIST WORKER "

Nous publions ici l'éditorial de **Socialist Worker** (22 décembre 1973), hebdomadaire du groupe **International Socialism.**

C'est leur crise - nous devons exiger : PAS UN CENTIME EN MOINS SUR NOTRE PAYE.

Le gouvernement conservateur a décrété un lockout de près de la moitié de la semaine de travail pour tous les ouvriers d'industrie. Heath nous affirme que ces diminutions sont nécessaires pour faire face à la crise nationale.

Regardons les faits :

Les lockouts coûteront 400 millions de livres par semaine (4,4 milliards de francs) en pertes de production. L'argent supplémentaire nécessaire pour satisfaire entièrement les revendications des mineurs serait de 2 millions de livres par semaine (22 millions de francs).

Chaque semaine de lockout, Heath est prêt à sacrifier 398 millions de livres de la richesse du pays plutôt que de payer ce que les mineurs réclament. Il espère que les mineurs seront contraints de reprendre les heures supplémentaires du fait de la colère des autres ouvriers.

Son plan est d'attaquer ensuite tous les autres travailleurs qui ont des revendications salariales en tête. Déjà, ses bailleurs de fonds du grand Capital nous disent que la phase 3 (du plan d'austérité) est « trop généreuse ».

Ne nous trompons pas : si Heath gagne sa bataille contre les mineurs, il gagnera contre nous tous. C'est pourquoi les mineurs et les conducteurs de chemin de fer ont besoin du soutien de tous les autres travailleurs de ce pays.

C'est pourquoi tous les travailleurs qui ont des revendications salariales en attente — spécialement les métallurgistes — doivent hâter la satisfaction de leurs revendications par des actions de grève immédiates.

Ne nous laissons pas prendre aux tentatives de Heath de nous faire retomber sur le dos la responsabilité de la crise de l'énergie. Nous n'y sommes pour rien.

Le grand Capital a obligé les gouvernements qui se sont succédé depuis la guerre à fermer la moitié de l'industrie charbonnière et la moitié des chemins de fer. Le grand Capital a fait perdre des centaines de tonnes de pétrole afin d'obtenir de rapides profits pour l'industrie automobile.

Le grand Capital veut payer un quart de million de mineurs cent fois moins que ce que représentent les profits hors taxes d'une poignée de magnats de l'industrie et de la finance pendant une année.

— C'est leur crise, qu'ils paient pour elle. Ils peuvent se le permettre.

En 1972, les patrons de l'industrie britannique ont réalisé 1.000 livres (11.000 F) de profits sur chaque travailleur. Dans les six premiers mois de cette année, les profits ont fait un bon de 40 %.

Cette augmentation des profits dans ces six mois seuls serait suffisante pour donner à chaque travailleur deux jours de paie pendant quatorze semaines.

C'est pourquoi nous exigeons : CINQ JOURS DE TRAVAIL OU CINQ JOURS DE PAYE. PAS UN CENTIME EN MOINS SUR LE SALAIRE HEBDOMADAIRE. A bas l'augmentation des cadences ! Paiement de toutes les heures supplémentaires au tarif majoré.

Si les patrons répliquent en fermant les usines, OCCUPONS-LES. Ne les laissons pas satisfaire leurs commandes en retirant les machines et l'équipement des usines.

Les travailleurs, s'ils avaient le pouvoir, pourraient résoudre la crise de l'énergie.

Ils pourraient supprimer les transports de luxe, les compagnies privées de voitures, les avions à réaction personnels, les yachts royaux. Ils réduiraient à presque rien l'emploi des voitures privées, paieraient les mineurs, les autres travailleurs de l'énergie et les cheminots à des salaires décents et créeraient un système de transports publics gratuits.

Mais avant de pouvoir faire cela, nous devons d'abord éliminer les 2 % de riches de la population qui contrôlent 80 % de l'industrie britannique.

Nous pouvons commencer en construisant un mouvement assez fort pour combattre les attaques du Nouvel An des conservateurs et de leurs bailleurs de fonds sur nos salaires et notre niveau de vie.

— SOLIDARITE AVEC LES MINEURS ET LES CONDUCTEURS DE LOCOMOTIVES.

— CINQ JOURS DE TRAVAIL OU CINQ JOURS DE PAYE. NON AUX LICENCIEMENTS.

Une des nombreuses manifestations de la classe ouvrière britannique. Ici, les travailleurs réclament le départ du gouvernement Heath. (Ph. UPI)

Centre de chèques postaux de Bordeaux :

LA DIRECTION S'ATTAQUE A UNE MILITANTE DE LA C.G.T. !

Au centre de chèques postaux de Bordeaux, une militante de la CGT, responsable au service des perfos, membre de la Commission exécutive des Chèques et de la CE départementale, doit passer devant le Conseil de discipline nationale des PTT.

Elle risque des sanctions extrêmement graves : deux à six mois de mise à pied, sa mutation, le blocage de son indice.

La direction ose justifier ces mesures absolument scandaleuses en prétendant que cette militante aurait refusé de travailler. En fait, elle a protesté violemment contre un ordre qui visait, au lendemain de la grève du 6 décembre, à faire rattraper par les perfos le retard dans le travail pris dans un autre service du fait de la grève.

Pour la direction, il n'y a là qu'un prétexte pour tenter d'éliminer une militante qu'elle considère bien trop combative. L'objectif est d'autant plus net que la direction n'en est pas à son premier coup.

LA DIRECTION ET LES FLICS LA MAIN DANS LA MAIN

En effet, la direction, par l'intermédiaire des chefs, avait déjà bien souvent tenté de s'opposer au travail syndical de cette camarade.

Mais, surtout, elle avait durci son attitude de il y a un peu plus de deux mois. A la suite d'un tract de Lutte Ouvrière s'attaquant au chef de centre et jugé injurieux par ces messieurs, une plainte pour diffamation avait été déposée.

La direction profita de l'occasion pour déclencher une enquête administrative, faisant ouvertement appel à la délation. Elle demanda à la police de lui prêter main-forte. Divers interrogatoires et perquisitions frappèrent des militants de Lutte Ouvrière dont une camarade des Chèques postaux.

A cette occasion, la responsable CGT des perfos fut elle aussi interrogée et son domicile perquisitionné.

Mais tout ce zèle policier n'apporta aucun prétexte justifiant des sanctions.

Les tracasseries contre cette militante n'en continuèrent pas moins. C'est ainsi qu'elle fut appelée chez le chef de centre pour avoir utilisé ses heures syndicales à discuter avec ses camarades de travail. Quel scandale !

ENFIN UN PRETEXTE...

Ce n'est qu'après la grève du 6 décembre que la direction eut enfin le prétexte qu'elle recherchait tant.

Au lendemain de la grève, les perfos recevaient un ordre pour aller travailler en renfort dans un autre service, les GV, afin de rattraper le retard pris du fait de la grève.

De plus, ce travail, consistant à trier des enveloppes, ne rentre nullement dans le travail normal des perfos.

Il s'agissait donc évidemment d'une mesure antigrève.

En tant que responsable syndical, notre camarade protesta énergiquement contre cet ordre et finalement accepta, sur un ordre impératif de son chef, de rejoindre ses camarades de travail aux GV.

Voilà ce que ces messieurs de la direction osent considérer comme un refus de travail !

Ensuite, cette camarade fut convoquée par le chef de centre qui dressa un PV 532 (le plus grave de conséquences), une enquête administrative fut ouverte.

La colère et l'indignation étaient grandes parmi les perfos. Toutes les employées étaient parfaitement conscientes que la direction tentait d'éliminer une militante combative et estimée.

DES SANCTIONS INTOLERABLES !

Le lundi 7 décembre, un responsable de la CGT, reçu par le chef de centre, fut informé de ce qui attendait cette camarade : le Conseil de discipline national avec à la clef deux à six mois de mise à pied, sa mutation et le blocage de son indice.

Il est révoltant que la direction puisse ainsi priver une employée de son salaire pendant plusieurs mois, l'envoyer n'importe où en dehors de son lieu de résidence. Qu'importe à ces ignobles individus que cette camarade soit mère de deux enfants.

Une employée doit marcher au pas, se taire, ne pas lutter, sinon plus de salaire, déplacement d'office.

Voilà la loi que l'on voudrait nous imposer.

UNE RIPOSTE S'IMPOSE !

Devant ces menaces qui pèsent sur une militante, tous les employés, toutes les organisations qui ont appelé à la grève du 6, tous ceux qui sont attachés au respect des libertés syndicales doivent élever une vigoureuse protestation.

Cette injustice ne peut être tolérée.

L'arbitraire ne fera pas la loi.

NON AUX SANCTIONS !

Gennevilliers : lutte des travailleurs contre la hausse des loyers

Les tarifs des loyers du foyer de Gennevilliers ont augmenté de 20 % en l'espace de cinq mois, ils sont passés de 450 F à 540 F par mois avec vingt repas au lieu de vingt-deux.

De septembre à décembre 1973, ils ont augmenté de 30 F (450 à 480 F) et au 1er janvier ils doivent passer à 540 francs.

L'annonce, en décembre 1973, de cette augmentation de 60 F par l'AREFO (Association Résidences et Foyers, qui gère trois foyers : Gennevilliers, Carrières-sur-Seine et ARAMIS-Paris-20e), a soulevé un tollé général parmi les quatre-vingt-dix résidents du foyer de Gennevilliers.

Les locataires de ce foyer se sont réunis plusieurs fois fin décembre. Ils ont décidé de ne pas accepter cette majoration de 60 F. Une information a été faite à la population environnante, une délégation de résidents est allée à la direction de l'AREFO. La dernière proposition de cette direction était de ramener l'augmentation à 35 F et de prendre 25 F en provision, tout cela à cause de la hausse des prix et du retard d'une subvention que la Caisse des allocations familiales doit verser pour les handicapés physiques.

A leur dernière réunion, le 9 janvier, les résidents ont refusé ce compromis. Ils ont décidé et commencé à payer janvier 1974 à l'ancien tarif de 480 F.

Car, pour eux tous, il n'y a pas de raison pour que l'AREFO, organisme soi-disant à but non lucratif, nous fasse faire les frais de la hausse des prix.

Si vraiment elle a besoin d'argent, qu'elle s'adresse à l'Etat ou aux divers employeurs des résidents tels que Chausson, Thomson, Citroën... mais pas aux travailleurs.

Correspondant L.O.

Mutuelle Agricole de l'Ile de France (Paris 14e)

LE TRAVAIL A DOMICILE, RETOUR A DES MÉTHODES PÉRIMÉES

Au service Prestation maladie, il y a trente mille dossiers de retard. La direction, qui ne veut pas embaucher, a tenté vainement de recourir aux heures supplémentaires.

Devant ce stock qui ne bouge pas et les réclamations incessantes des assurés, elle vient de lancer le travail à domicile. Elle a fait appel aux tarificateurs en leur offrant 2 F par règlement et 1 F par dossier faisant l'objet d'un retour ou d'un contrôle médical.

Mercredi 9, les syndicats CGT et CFDT sont allés voir la direction pour protester contre de telles mesures, FO était également présente, mais pour défendre les patrons. CGT et CFDT ont protesté contre la violation du secret médical, mentionnant les conséquences qu'entraînerait la perte de papiers.

Les syndicats ont écrit à l'inspecteur des lois sociales en agriculture pour qu'il statue sur l'illégalité d'une telle mesure.

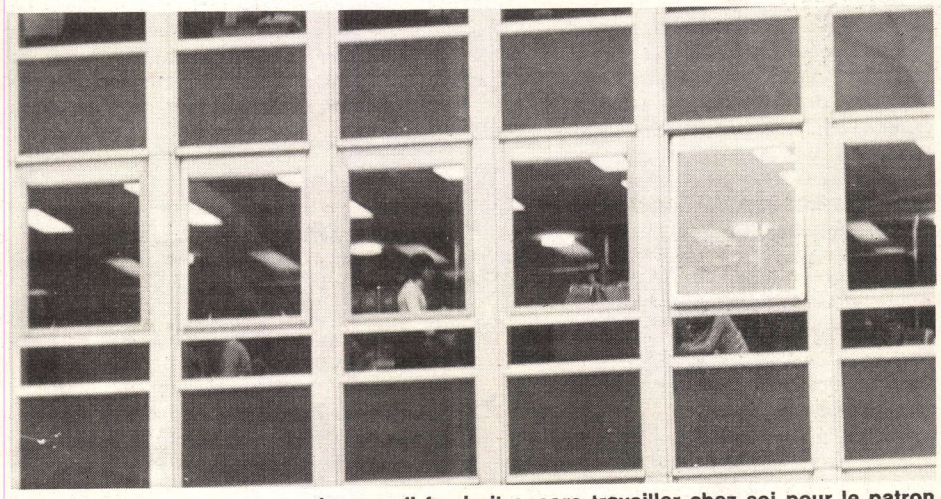
Jeudi matin, la CGT distribuait un tract de protestation, estimant que seule la politique de la direction avait conduit à cette situation : salaires trop bas, embauche insuffisante. Elle revendiquait entre autres le salaire minimum à 1.300 F, 10 points de plus pour tous les coefficients, mais elle ne proposait pas de perspectives claires aux employés.

Quant à la CFDT, prétendant qu'il était trop tard, elle ne faisait rien.

Le jeudi, la direction a fait le tour du service Prestations pour recruter quelques personnes en heures supplémentaires (jeudi soir de 17 heures à 18 heures et le vendredi de 7 h 30 à 8 h 30) pour extraire les fiches des dossiers à emporter ce week-end, les extracteurs ayant refusé de faire plus de travail dans la journée. Les délégués du service suivirent la direction dans sa tournée, celle-ci rencontra peu de succès. Cependant, dès ce week-end, des employés ont emporté du travail chez eux, dans l'espoir de pallier de cette manière à la faiblesse de leur budget.

Les employés tout comme les assurés font les frais de la politique d'économie de la direction. Et ce n'est pas par l'acceptation des heures supplémentaires et du travail à domicile que le problème sera résolu.

Correspondant L.O.



Après huit ou neuf heures au bureau, il faudrait encore travailler chez soi pour le patron. C'est beau le progrès ! (Ph. L.O.)

NEVERS : les travailleurs d'Alfa-Laval obligent la direction à réintégrer un ouvrier licencié

L'usine Alfa-Laval de Nevers fabrique du matériel de ferme, des cuves de stockage de grande capacité d'utilisation industrielle, et emploie environ neuf cents personnes. La direction a essayé de licencier un ouvrier d'une filiale d'Alfa-Laval dans le Nivernais, à Gama (Clamecy). Le travailleur avait été embauché par contrat provisoire de trois mois renouvelable.

A sa place, la direction voulait employer deux intérimaires, mais la réaction des travailleurs ne se fit pas attendre et, à l'annonce du licenciement, les travailleurs de Gama décidèrent de faire grève une heure par jour jusqu'à la réintégration de leur camarade.

Dès que la nouvelle fut connue à l'usine Alfa-Laval de Nevers, les travailleurs décidèrent de faire de même.

A la suite de la réaction des travailleurs, la réponse de la direction vint rapidement. Notre camarade est réembauché.

Encore une fois, cette lutte montre que, face à l'arbitraire et à la politique des patrons, seule la lutte paye et peut payer.

Correspondant L.O.

lip

Un moral inébranlable

Décidément, on ne peut pas dire que le « Lip, c'est fini » hargneux du Premier ministre ait impressionné les travailleurs de Lip. Le gouvernement a beau déverser le chaud et le froid, annoncer un jour qu'une solution est en vue en avançant la carte Neuschwander, se dédire le lendemain par la voix d'un Messmer convulsif, « reconsidérer » le problème trois jours après en laissant entendre qu'après tout « ce n'est peut-être pas fini » pour peut-être réaffirmer le contraire dans quelques jours, rien n'y fait. Rien n'entame l'admirable résolution des Lip. Et il a suffi qu'on menace d'isoler une partie d'entre eux en prévoyant le déménagement du secteur armement dans une vieille usine désaffectée de Besançon pour que la réaction des Lip soit instantanée.

Ce qui est en tout cas remarquable, c'est que la combativité des travailleurs de Lip ait tant duré. Evidemment, les Lip ont bénéficié durant plusieurs mois d'un large mouvement de solidarité de la part de l'ensemble des travailleurs. C'est grâce à cette solidarité qu'ils ont pu vendre leurs montres et qu'ils sont en mesure de procéder chaque mois, et maintenant encore, au versement de la paye complémentaire à l'allocation de chômage. Et il est indéniable que cette solidarité a joué dans le maintien de leur moral.

Bien sûr, le combat des travailleurs de Lip apparaît aujourd'hui comme un combat d'arrière-garde et ils n'auront pas forcément gain de cause. Il n'en reste pas moins qu'il est extraordinaire qu'ils gardent une telle combativité. Et même s'ils perdent, les travailleurs de Lip auront moins perdu que s'ils ne s'étaient pas battus. De cela, ils en ont déjà fait la preuve devant l'ensemble de la classe ouvrière.

La bourgeoisie pourra bien fermer des usines, procéder à des licenciements ici ou là, l'anarchie du système capitaliste pourra bien mettre sur le pavé des centaines de milliers de chômeurs, les ouvriers de Lip ont montré la seule riposte possible : ils ont su s'attaquer au Capital, se servir sur les machines et la marchandise, en un mot ils ont su considérer la propriété des patrons comme leur propre bien. Et c'est effectivement ce que nous devrons faire.

Quelle que soit aujourd'hui ou demain l'issue de la lutte des travailleurs de Lip, ils n'y auront de toute façon rien perdu, au contraire, ils y auront gagné une dignité nouvelle, une profonde résolution et une confiance prometteuse dans leurs propres capacités de travailleurs. C'est déjà là une belle victoire.

Et souhaitons que l'ensemble des travailleurs de ce pays qui, eux, n'en sont pas à cette extrémité, aient le moral inébranlable des ouvriers de Lip qui, pourtant, sont peut-être au bord du licenciement.

H.C.

La manifestation des travailleurs de Lip devant la SPEMELEC. L'horloge pointeuse n'a pas résisté à leur enthousiasme. (Ph. Lespinasse-Fotolib)

C'est pas fini !

C'est la réponse implicite à Messmer que proclament les six à sept cents travailleurs qui se réunissent chaque matin au cinéma Lux à Besançon, en assemblée générale.

Les machines du secteur armement, rachetées par la société SPEMELEC, devaient être déménagées avant le 15 janvier rue Violet, à près de trois kilomètres de l'usine Lip, dans les locaux abandonnés dont la ville est propriétaire.

Or, à l'Armement travaillent surtout des professionnels. Si ceux-ci sont recasés rue Violet, les OS — surtout les femmes — et les horlogers resteront isolés à Palente.

Lundi 7 janvier, la colère explose à l'assemblée générale. Dans la salle, on murmure : « Il faut flanquer le feu rue Violet ». *Mardi matin, dans une ambiance très chaude, trois cents Lip descendent de Palente jusqu'à la rue Violet, enlèvent une partie des tuiles du toit et emportent dans une fourgonnette les portes et les fenêtres méthodiquement démontées. Malgré certaines démangeaisons des poignets, aucun carreau n'a été cassé. Les délégués CGT étaient absents* « afin de ne pas utiliser la colère des ouvriers à des fins partisanes et politiques », *comme ils l'ont déclaré à la presse ! Par contre, les délégués CFDT participèrent activement à l'action. Les tuiles, passées de mains en mains, furent amoncelées sur le trottoir. Lorsque quelques travailleurs, plus expéditifs, en jetèrent directement à la rue, les délégués et d'autres travailleurs les ramassèrent et dégagèrent la chaussée.*

L'opération n'a pas duré trente minutes et les flics sont arrivés trop tard...

Correspondant L.O.

Ça ne gaze plus !

Chez Norton aussi nous avons droit aux restrictions de gaz. Et à la production nous avons pu constater que quelques petits fours avaient été arrêtés.

Mais la direction ne s'est pas contentée de ces mesures. Elle a voulu nous faire participer au serrage de ceinture national.

A la cantine, le mardi 8, des frites étaient prévues et, le matin, la direction passa aux cuisines pour exiger qu'on arrête les friteuses qui consomment trop d'énergie. Au lieu des frites, on nous servit donc des nouilles avec de l'andouillette pas cuite. Un repas immangeable.

Il faut dire néanmoins que l'assaisonnement était inhabituel : sur chaque table, une petite note signée du directeur annonçait que les « plats mijotés » (les frites sans doute en font partie !) seraient supprimés pour économiser le gaz. Des nouilles non mijotées nous ont d'ailleurs été présentées les deux jours suivants et, décidément chez Norton, économie ne rime pas avec gastronomie.

Mais la direction a peut-être oublié quelque chose, c'est qu'un de ces jours il pourrait y avoir de l'eau dans le gaz.

Correspondant L.O.

NORTON (La Courneuve)

Une direction dans le camp des assassins racistes

Le 19 décembre dernier, la CFDT distribuait chez Norton un tract pour dénoncer l'attentat raciste contre le consulat d'Algérie à Marseille.

Ce même jour, la direction faisait parvenir au délégué CFDT une lettre d'avertissement (qui ne lui parvint que quinze jours plus tard) pour deux motifs. Le premier est de n'avoir pas remis un exemplaire de ce tract avant sa distribution — ce qui n'est manifestement qu'un prétexte —, et le second d'avoir abordé dans ce tract un sujet de « polémique politique ».

Par ce geste, la direction de Norton se situe ouvertement dans le camp des assassins racistes.

Une délégation commune CFDT-CGT s'est rendue chez le chef du personnel pour protester contre cet avertissement et la réponse que fit cette dame est savoureuse. En effet, après avoir tenté de se défiler en disant que ce n'était pas elle qui avait signé l'avertissement, elle justifia cette sanction par le fait qu'il s'agissait là d'assurer la sécurité de tous car, selon elle, s'il existait des éléments d'extrême-droite dans l'entreprise, de tels tracts pourraient provoquer des bagarres !

A la suite de cela, la CGT, qui avait refusé un tract commun, a tout de même protesté contre cette atteinte aux libertés syndicales et à la liberté d'expression par tract, et elle a accepté d'assister le délégué CFDT dans ses démarches pour obtenir la levée de l'avertissement.

Ainsi une nouvelle entrevue eut lieu avec, cette fois, le directeur signataire de la lettre qui, bien sûr, se défendit d'être raciste et finit par dire que, de toute façon, le premier motif restant valable, il n'était pas question de lever la sanction.

Néanmoins, il semblerait bien que ce monsieur ne soit pas si sûr et si fier de lui qu'il paraissait au début de l'affaire.

En tout cas, l'affaire n'en restera pas là. La sanction, qui constitue un geste de soutien aux assassins racistes, doit être connue et dénoncée comme telle. Elle doit être levée.

Correspondant L.O.

ÉCONOMIES DE BOUTS DE CHANDELLES

mini campagne et grosses ficelles

● *KELTON (Besançon)*

Sur les notes de service qui fleurissent dans les ateliers, la direction annonce une « diminution raisonnée et raisonnable » de la température dans les ateliers. Il faudra aussi faire attention à l'éclairage.

Bref, Kelton se met au diapason du gouvernement. On veut nous faire croire que si nous faisons attention de ne pas oublier d'éteindre l'ampoule des toilettes, la France fera des économies d'énergie ! Tout ce baratin pour essayer de nous faire avaler la pilu'e de la nouvelle augmentation de l'essence, de l'électricité...

En attendant, nous sommes d'accord pour une « diminution raisonnée » des cadences et de la consommation d'électricité en ne venant qu'à 9 heures le matin et en repartant dès 16 heures le soir : l'électricité ainsi économisée aux abords des fenêtres permettra à la direction de faire des économies... pour augmenter nos salaires actuels.

LES HORAIRES A RALLONGE

toujours boulot, jamais dodo !

● *BOURGOGNE ELECTRONIQUE (Dijon)*

Une machine peut peut-être travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre sans se fatiguer, mais pas un homme, car il a besoin de dormir et de se reposer. Toujours dans le cadre de la récupération du pont de fin d'année, que dire alors du fait que nos camarades de nuit ont travaillé quinze heures vingt-cinq en vingt-cinq heures : ils ont commencé le vendredi à 21 heures pour s'arrêter le samedi à 5 h 15, et reprendre le travail le même samedi, de 14 h 30 à 21 h 30.

Certes, les huit heures de repos légal entre le travail y sont, bien que sur ces huit heures il faille encore décompter les temps de trajet et de repas.

La loi est peut-être respectée, mais qu'est-ce que c'est que cette loi inhumaine qui laisse toute liberté aux patrons de faire de nous des bêtes de somme ? Pendant qu'ils y sont, i's pourraient peut-être aussi nous faire coucher à l'atelier, aux pieds de nos machines !

à malin, malin et demi

● *SNECMA (Gennevilliers)*

Lundi dernier, la maîtrise-Forges a demandé à des travailleurs de l'équipe du matin de revenir travailler de nuit.

Des camarades ont prévenu le soir même l'inspecteur du Travail que la SNECMA ne respectait pas la coupure légale. Ainsi, les forgerons qui se présentèrent au travail de nuit trouvèrent porte close et un représentant de la direction embarrassé qui leur fit comprendre que le travail était remis au lendemain.

La direction doit savoir qu'elle ne peut pas toujours nous marcher sur les pieds sans que nous ne réagissions.

USINE : DANGER

atelier de peinture : danger !

● *SAFT-LECLANCHE (Romainville)*

Il y a quelques jours, un ouvrier intérimaire a failli mourir à l'atelier de Peinture. Cet ouvrier travaillait dans la cuve à trichlorétylène, bien entendu il portait un masque, mais cela n'a pas empêché que les vapeurs nocives ne commencent à l'asphyxier, il a été pris de malaise et si le camarade, qui lui était resté en haut, ne s'en était pas aperçu, sans doute serait-il resté au fond !

Ce camarade a été conduit à l'infirmerie mais encore une fois nous n'avons pas vu le CHS, alors qu'une enquête de suite aurait dû être menée, car si ce camarade portait un masque, celui-ci n'était plus approprié.

La direction, une nouvelle fois, a montré combien peu lui importait notre vie et notre santé, cette fois-ci cela n'a pas été trop grave, mais si personne ne s'en était aperçu elle aurait, aujourd'hui, un mort sur la conscience.

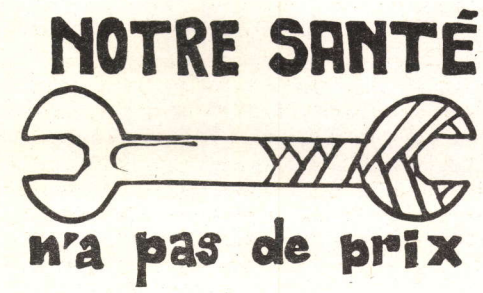
Notre sécurité, nous devons nous-mêmes la prendre en charge et refuser de travailler dans des conditions qui pourraient être dangereuses pour nous.

encore un accident à la DARH

● *AIR FRANCE (Orly Sud)*

Dans l'infernale DARH, un accident s'est encore produit. Un employé du nettoyage a eu le bras cassé sur le tapis vide-ordures.

Comme d'habitude, il faut nettoyer pendant l'exploitation afin d'éviter toute « perte de temps ». Quand on connaît



les endroits difficiles pour travailler, c'est vraiment un miracle s'il n'y a pas plus d'accidents !

La direction est plus empressée de publier des affiches sur la sécurité que de prévenir les accidents. Nous ne devons pas accepter de travailler dans ces conditions !

JOYEUX NOËL !

un repas inattendu

● *IDEAL-STANDARD (Aulnay)*

En fait de repas amélioré pour Noël, cette année, nous avons été servis ! La direction avait bien signé le menu avec le poisson, la dinde, etc., mais on ne nous avait pas

dit qu'un sur dix d'entre nous aurait droit en prime à une intoxication plus ou moins sérieuse selon les cas.

La direction, maintenant, lève les bras au ciel en déclarant qu'elle ne sait pas quelle en est la cause exacte, mais nous, nous savons exactement ce que nous avons eu à supporter et nous aimerions bien qu'à l'avenir ce genre de plaisanterie ne se reproduise plus.

l'arbre de Noël des GD

● *ALSTHOM (Belfort)*

Depuis quelque temps, aux Grandes Dynamos, on a tout préparé pour le petit Noël des ouvriers ; en effet, un arbre y est installé, mais il ne s'agit pas du traditionnel sapin. C'est un engin qui s'appelle Fessenheim, qui hurle et nous déchire les tympans.

D'autres cadeaux sont prévus à notre intention : des rejets de vapeur d'huile sur un alternateur de type « Package » en essai dans l'atelier.

Voilà bien les seuls cadeaux que nous réserve la direction tant que nous ne lui opposerons pas tous ensemble notre volonté.

A BAS LES CADENCES

non aux cadences !

● *VERRERIE DOMEC (Bordeaux)*

En très peu de temps, les cadences sont montées en moyenne de cent ébauches de plus par heure pour la chaîne des 3/4. A ce compte, nous faisons en cinq jours avec les nouvelles cadences le même travail qu'en six jours avec les anciennes. Ainsi, chaque semaine, avec l'augmentation des cadences, le patron nous fait faire un jour de travail supplémentaire. Sur le mois entier, c'est quatre jours qu'il récupère. Et le salaire de ces quatre jours est égal au montant de l'augmentation que le patron a cédée.

C'est donc clair : l'augmentation des cadences n'est pour le patron qu'un moyen de récupérer l'augmentation de salaire que nous avons obtenue.

Mais nous sommes fermement décidées à mettre fin à cette manœuvre. Lutter contre les cadences, c'est sauvegarder l'augmentation de salaire que nous avons obtenue, c'est empêcher la détérioration de nos conditions de travail.

CONTRE LES LICENCIEMENTS : ÉCHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL

échelle mobile des heures de travail

● *CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)*

Après avoir renvoyé cent cinquante intérimaires, l'entreprise Baudet vient de licencier trente-sept ouvriers de l'entreprise. C'est ainsi que procèdent les capitalistes : tant qu'ils ont du travail, ils nous font suer sang et eau pour assurer leurs profits ; dès qu'il y en a moins, ils nous font supporter, à nous travailleurs, les conséquences de leur incapacité à gérer la société, et ils se débarrassent de nous comme des citrons trop pressés.

Mais ce n'est pas à nous à faire les frais de la crise de leur système. Aux menaces de chômage, nous devons répondre en revendiquant le partage du travail entre tous. Car du travail, il y en a. Et tandis que les patrons condamnent une partie des travailleurs à l'inactivité forcée, ils obligent les autres à s'exténuer dans des semaines de quarante-trois heures et plus.

Le retour aux quarante heures, sans diminution de salaire, pour l'ensemble des huit mille travailleurs des Chantiers de l'Atlantique, libérerait vingt-quatre mille heures de travail, autrement dit, de quoi employer six cents ouvriers à quarante heures par semaine. On voit que dans ces conditions le problème de l'emploi ne se poserait guère ; surtout si une telle mesure était appliquée à l'ensemble des entreprises.

C'est cela l'échelle mobile des heures de travail. Et si le retour aux quarante heures ne suffit pas, nous imposerons une diminution plus importante encore, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un seul camarade au chômage.

— Non aux licenciements !

— Non aux heures supplémentaires !

— Répartition du travail entre tous sans diminution de salaire !

grands et petits bureaucrates à l'œuvre

Aux A.G.F.

Quand les dirigeants de la C.G.T. définissent leur conception de la démocratie syndicale devant un tribunal

LA XVII[e] chambre correctionnelle de Paris avait à connaître, le 4 janvier dernier, d'une affaire qui sortait des problèmes généralement évoqués dans les salles du Palais de Justice, puisque les débats devaient essentiellement porter sur les problèmes de fonctionnement d'une section syndicale CGT.

Il s'agit d'une affaire déjà ancienne, qui remonte à l'hiver 1971-1972 et qui oppose un certain nombre de syndiqués CGT des Assurances Générales de France à la direction du syndicat CGT des Assurances. **Lutte Ouvrière** a eu, à l'époque, l'occasion d'évoquer le cas de cette section syndicale avec laquelle la direction du syndicat CGT des Assurances a rompu tout contact depuis plus de deux ans, à la suite de l'élection par les syndiqués CGT des AGF d'une Commission exécutive de leur section syndicale, comprenant plusieurs militants de Lutte Ouvrière, dont la composition n'eut pas l'heur de plaire aux bureaucrates qui président aux destinées du syndicat.

A toutes les offres de la section CGT des AGF de discuter des problèmes posés par cette attitude, la direction du syndicat refusa purement et simplement de répondre. Et, conformément à une vieille tradition stalinienne, elle porta le débat sur un tout autre terrain, accusant nommément quatre syndiqués CGT des AGF, qu'elle prétendait avoir exclus, de « détournement de fonds », mettant en cause leur honnêteté personnelle à différentes reprises dans ses tracts. C'est le fait, pour la section syndicale CGT des AGF, de ne pas avoir accepté le diktat de l'appareil, de continuer à vivre et donc de continuer à percevoir les cotisations de ses membres, qui était ainsi présentée comme une « escroquerie » par les bureaucrates du syndicat.

Las de se voir refuser toute discussion et de se voir ainsi traîner dans la boue, les quatre syndiqués ainsi mis en cause avaient fini par porter plainte en diffamation contre un certain nombre de responsables du syndicat CGT des Assurances et contre Marius Bertou, secrétaire de l'Union départementale CGT de Paris, signataires des tracts diffamatoires en question, afin précisément de démontrer le caractère diffamatoire de ceux-ci.

La décision du tribunal ne sera connue que le 1[er] février. Mais les débats ont déjà permis de mettre en évidence la curieuse conception que les dirigeants de la CGT se font de la démocratie syndicale.

Au niveau de la déposition des dirigeants mis en cause et de leurs témoins, d'abord, car c'est à un véritable festival de contradictions que l'on assista pendant cette partie de l'audience. Les responsables du syndicat prétendaient par exemple que leurs accusateurs avaient été exclus de la CGT en novembre 1971... alors que figurait au dossier un de leurs propres tracts affirmant qu'une consultation auprès des syndiqués pour les exclure était en cours, et que ce tract était daté de janvier 1972. Ils expliquèrent également comment quatre syndiqués avaient « démocratiquement » été exclus par correspondance... et firent entendre cinq minutes plus tard un « témoin » qui affirma sans rire qu'il avait assisté à la réunion de syndiqués au cours de laquelle les quatre furent exclus. Et tous de se réfugier derrière leur mauvaise mémoire pour expliquer leur incapacité de donner une version cohérente de ces prétendues exclusions, parce qu'il n'était tout de même pas possible d'expliquer publiquement que c'est un petit groupe de bureaucrates qui avait pris cette décision, sans consulter les syndiqués.

Mais ce furent encore les plaidoiries des avocats des dirigeants CGT mis en cause qui furent les plus révélatrices de la manière dont l'appareil considère la démocratie syndicale et les droits des syndiqués. L'un d'eux, après avoir comparé le syndicat à une société par actions et les droits des syndiqués à ceux des actionnaires (on fait les comparaisons qu'on peut), affirma péremptoirement que la section syndicale n'avait aucun droit, car elle n'était **« qu'un diverticule non organique, non organisé, du syndicat ».** Il ajouta par la suite : **« Le syndicat, c'est-à-dire sa Commission exécutive ».** Il lui manqua simplement, pour préciser sa conception du syndicalisme, d'expliquer que la Commission exécutive, c'était le secrétaire général... A entendre ce distingué maître, le seul droit du syndiqué de base, en tout cas, c'est de payer sa cotisation et de se taire, et il affirma sans rire que ce n'était pas à la section syndicale d'élire ses responsables, mais aux dirigeants du syndicat de les désigner.

Quelle que soit l'issue de ce procès, la démonstration a donc déjà été faite du mépris avec lequel les dirigeants de la CGT considèrent les droits des syndiqués, de ceux à qui, pourtant, le syndicat doit appartenir.

Correspondant L.O.

Région parisienne :

Les employés de banque manifestent

JEUDI 10 janvier, les syndicats parisiens CGT et CFDT appelaient le personnel des banques à manifester devant le siège de l'Association Professionnelle des Banques, à 10 h 30, à l'occasion d'une Commission nationale paritaire qui se tenait l'après-midi même à 16 heures.

Au Crédit Lyonnais, nombreux sont ceux qui ont débrayé à l'appel de la CGT, CFDT, FO, mais qui n'ont pas participé à la manifestation.

Le nombre des participants au débrayage n'était pas négligeable, d'autant que la CGT n'a pas hésité à freiner le mouvement dans plusieurs secteurs. A la DICOP, elle a refusé de passer dans certains services, estimant que le climat n'était pas assez chaud (sic !). Seules la CFDT et FO sont passées. Dans l'immeuble Saint-Martin et René-Boulanger, seul un tract FO a été distribué.

C'est malgré tout à plus de quatre cent cinquante (cent du CL-Levallois, une quarantaine de La Défense) que nous sommes partis en manifestant du siège boulevard des Italiens au siège de l'APB.

L'enthousiasme était grand et les slogans allaient bon train : « augmentez nos salaires », « trente-cinq heures maximum », « les banquiers paieront » **ou encore** « nous ne paierons pas la crise ».

En arrivant devant l'APB, grande fut la surprise du personnel de voir que les banquiers avaient envoyé leurs flics.

En effet, un cordon de flics gardait l'entrée et les alentours de l'APB.

La tension montait du côté des manifestants et il s'en est fallu de peu pour qu'il n'y ait des incidents.

Les autres banques, telles que la BNP, le CIC, la Société Générale, etc., nous rejoignaient devant l'APB et tous les manifestants scandaient « des sous, pas des flics ».

Un représentant syndical prit la parole pour expliquer ce qui s'était passé le matin même à la Société Générale. En effet, alors qu'une déléguée passait dans les services pour appeler au débrayage, un « flic maison », par des propos violents et injurieux, l'empêcha de continuer. Comme elle se défendait, il la tira par les cheveux, cela se termina par une crise de nerfs. Bien sûr, la direction en fut aussitôt avertie mais, ne voulant pas reconnaître l'existence des « flics maison », condamna de tels agissements qu'en fait elle cautionne.

Après l'intervention d'autres représentants syndicaux, tel celui de la CGT qui n'hésitait pas à dire que ce n'était qu'un avertissement, nous repartîmes en manifestant avec les autres banques.

Nous étions alors environ deux mille deux cents. Les slogans reprenaient bon train et on entendait très souvent : « ce n'est qu'un début, continuons le combat ».

Arrivés devant le siège du Crédit Lyonnais, un cordon de cars de flics barrait le boulevard des Italiens.

Au lendemain de la Commission paritaire, après n'avoir obtenu que 2 % au 1[er] décembre 1973 et 2 % au 1[er] février 1974, le personnel n'est pas satisfait du tout.

Dans certains secteurs, tel que l'immeuble Feydeau, le climat est chaud, le personnel est plus conscient que les fédérations qu'une crise menace. Il n'attend qu'un mot d'ordre syndical pour partir.

Mais que donnera l'inter-fédérale du 12 janvier ?

Une affaire à suivre...

Correspondant L.O.

Manifestants et policiers face à face devant le siège de l'association patronale. **(Ph. L.O.)**

Orphelinat Auddifred (Troyes)

Des conditions de travail honteuses !

L'ORPHELINAT Auddifred regroupe, dans l'Aube, les enfants abandonnés ou retirés à leurs parents et qui attendent, parfois plusieurs années, d'être placés en nourrice ou dans des familles.

Les conditions de travail y sont très pénibles. En effet, si l'établissement compte en permanence plus de cent cinquante enfants (de quelques mois jusqu'à cinq ans et des « scolaires » de six à seize ans), l'effectif du personnel est comprimé au maximum, au point que nous en arrivons presque à travailler à la chaîne et à manipuler les nourrissons comme des paquets !

Pour les moins de six ans, il n'y a que deux aides-soignantes pour laver, faire les lits et le ménage, servir les repas de vingt gosses en moyenne. Il en faudrait au moins le double.

Les enfants sont complètement livrés à eux-mêmes. Personne pour les surveiller et encore moins pour les occuper à quelque activité. Il n'y a pas une seule jardinière d'enfants, aucun éducateur, alors que ce sont des enfants souvent difficiles réclamant des soins particuliers.

Ceux qui vont à l'école ne sont pas mieux lotis.

Qu'importent les conditions dans lesquelles vivent ces enfants, qu'importe s'ils deviennent des retardés et des inadaptés qui passeront leur jeunesse à errer de centre en centre pour finir dans les maisons de « redressement », pour l'administration il s'agit uniquement de sauvegarder la « morale » aux moindres frais en évitant à ces gosses de mourir de faim.

A Auddifred, le mot d'ordre c'est : « Surtout pas de pépin ! » Mais cela finira bien par arriver. Nous travaillons dans de telles conditions que nous sommes obligés de prendre des risques. Par exemple, nous sommes seules pour donner le biberon à une trentaine de nourrissons, aussi, ne pouvant matériellement le donner à chacun, nous sommes forcées de caler les biberons dans les berceaux et de laisser se débrouiller seuls des bébés de moins d'un an ! Et le jour où l'un d'eux s'inondera les bronches en faisant une fausse déglutition (cela peut provoquer la mort), l'administration se retournera contre nous, pour faire payer au lampiste les conséquences d'une incurie dont elle porte l'entière responsabilité.

Dans ces conditions, l'Orphelinat jouit d'une très mauvaise réputation qui rejaillit sur le personnel, qui en est rendu responsable, alors que nous en sommes, avec les enfants, les premières victimes. Il est temps que cela change ! C'est ce que nous pensons toutes et ce que nous sommes décidées à faire comprendre à l'administration.

Correspondant L.O.

Leroy-Somer (Angoulême)

La politique sociale de la direction : rationaliser et rentabiliser la production sur le dos des travailleurs

MCHAVANNES, directeur des usines Leroy-Somer est un patron qui se dit « social ». Arbres de Noël, fête des mères, repas pour la fête du Saint-Patron des métallos, petits voyages pour les employés, distribution d'actions de la maison, soirée-cabaret dans les ateliers, aucune des ficelles paternalistes ne lui est inconnue. En fait, M. Chavannes est un patron comme les autres et la seule chose qui l'intéresse c'est l'augmentation de ses profits. Et c'est en vue de les augmenter, et ce, dans une chaude atmosphère de collaboration de classes, qu'il est en train d'introduire certaines innovations dans son usine : les « horaires variables », les « équipes autonomes », les « mouchards ». Innovations saluées comme révolutionnaires par la presse locale qui y voit « comme en Suède ou aux Pays-Bas, le moyen de rompre le travail à la chaîne et ses servitudes ». **On va voir ce qu'apporte en réalité aux travailleurs et aux patrons l'instauration de ces nouveautés.**

Lors d'une « opération portes ouvertes » en 1972 ; mais, une fois les portes fermées, ce n'est que la réalité d'une exploitation « scientifique ». (Ph. L.O.)

Les « horaires variables »

La direction a déjà réorganisé les horaires dans deux secteurs au moins : à l'Outillage à Sillac et au Bobinage aux Agriers. Le système est simple : un tronc commun obligatoire de 9 heures à 16 heures, avec une heure d'arrêt pour le repas de midi. Et une plage mobile de 6 heures à 9 heures le matin et de 16 heures à 19 heures le soir. L'ouvrier doit faire ses huit ou neuf heures, mais peut embaucher à l'heure qu'il veut dans les limites de la plage mobile. Chacun a son compteur individuel, appelé « totalisateur horaire ». On le met en marche quand on arrive, et il compte les heures et les minutes de travail.

La Charente libre, **journal d'Angoulême, a consacré de longs articles, sous le titre** « La pointeuse apprivoisée » **(!), à ce changement qui, selon elle,** « brise le carcan du pointage collectif et des heures d'embauche imposées ».

En réalité, les horaires variables ne changent pas grand-chose dans la vie des ouvriers. La longueur de la journée de travail est toujours de huit heures ou neuf heures, la semaine de quarante-trois heures ou plus. Le patron préfère, bien sûr, accorder des petits arrangements comme les horaires variables plutôt qu'une substantielle diminution du temps de travail. Mieux même, la direction attend de cette mesure un gain de productivité. Et les premiers résultats semblent répondre à cet espoir. « La productivité, **au minimum,** ne baisse pas, et de plus l'absentéisme de courte durée disparaît » (Charente libre, **30 novembre 1973). D'autre part, l'horaire variable entraîne souvent la fin de tolérances et de menus avantages accordés par les usages en matière d'absence ou de retard. On voit donc que, si ce système permet certains arrangements pour quelques travailleurs dans des cas particuliers, c'est surtout pour le patron que c'est rentable. Comment d'ailleurs imaginer qu'il ait investi plusieurs millions (chaque compteur vaut entre 250 et 300 F), s'il ne comptait pas rentrer dans ses fonds d'une manière ou d'autre !**

Les « équipes autonomes »

C'est à la Fonderie du département Rabion et au Bobinage du département du Gond-Pontouvre que ces équipes sont en expérimentation. Le principe est simple : ce sont les travailleurs eux-mêmes qui organisent la production de l'équipe (sept à huit travailleurs). Ils en sont responsables et travaillent sans chef visible. Depuis un mois, quatre équipes fonctionnent à la Fonderie. Chaque gars de l'équipe a une responsabilité précise : un s'occupe de la « méthode », un autre de la gestion, ou du CHS, un autre encore de la « qualité », etc. Chacun a une réunion régulière avec un chef, pour chacune de ces choses. Au chantier 12, les ouvriers se distribuent le travail et se relaient à des postes différents pour éviter la monotonie. Un seul impératif pour l'instant : faire chaque jour au moins autant que la production quotidienne moyenne des trois derniers mois. Au Bobinage du département du Gond-Pontouvre, il n'y a qu'une seule équipe de volontaires (sept à huit femmes) travaillant aussi sans chef, sous la direction d'une « animatrice » (ex-déléguée CFDT).

Les résultats sont significatifs. Ainsi, à la Fonderie, certains travailleurs, se sentant soudain des âmes de « responsables », jouent les petits chefs et poussent à la production et engueulent ceux qui n'en font pas assez à leur goût. Au Bobinage du département du Gond-Pontouvre, l'animatrice chante « Le travail, c'est la santé » **pour remonter le moral à son équipe et entretenir une « bonne ambiance » ! Elle a déchiré une affiche de son syndicat qui dénonçait le principe des équipes autonomes et elle a fait signer aux filles de son équipe un petit texte contraire, vantant les mérites du nouveau système. Petit à petit, la division s'installe parmi les travailleurs. Et il est certain que si le système se généralise, le patron obtiendra petit à petit une augmentation de la productivité et des cadences.**

Les travailleurs sont divisés quant à l'appréciation des avantages de ce nouveau système. A la Fonderie, beaucoup apprécient le fait de travailler sans chef et de pouvoir organiser un peu eux-mêmes leur travail, et ne se rendent pas compte du jeu du patron. Au Bobinage, par contre, beaucoup de femmes sont sceptiques et d'anciennes volontaires ont quitté l'équipe. Nombreuses sont celles qui commencent à réaliser que ce que veut le patron, c'est qu'elles organisent elles-mêmes leur propre exploitation.

Les « mouchards »

C'est à la « Sous-Pression », au département du Gond-Pontouvre, que la direction vient de faire installer ces engins qui ne sont pas encore en marche. A la Sous-Pression, on fabrique des carters, des accessoires, etc. Chaque ouvrier dispose d'un four individuel, où il y a de l'aluminium en fusion. Avant, on garnissait le moule à la main avec une louche. La direction a amélioré le système en introduisant des louches automatiques. C'est depuis que ces louches automatiques ont été installées que les « mouchards » sont en place. Ces « mouchards » compteront le nombre de pièces à l'heure, les temps de pause, de changement de moules, les temps d'arrêt (W-C, casse-croûte), les temps de manutention. Tout sera calculé, puis décodé. Le but du patron est évident : en mécanisant, il compte mieux nous contrôler, éviter les temps morts. Et nul n'ignore que le contrôle des temps amène toujours une augmentation des cadences.

Toutes ces innovations ne sont en fait que les moyens d'une restructuration et d'une rentabilisation qu'entreprend la direction sur notre dos. Comme disait le directeur de la Fonderie à une réunion du CE : « Il y a beaucoup de méthodes plus intelligentes que de taper sur les gars ! ».

Correspondant L.O

Honeywell-Bull (Belfort)

Des mesures qui sont un avant-goût de la crise

A Belfort, outre l'Alsthom, existe une autre grande entreprise : Honeywell-Bull, qui emploie environ deux mille cinq cents salariés. Cette usine fabrique essentiellement des machines qui se relient aux ordinateurs Honeywell. D'autres filiales de cette entreprise américaine sont implantées en Europe (Paris, Angers, Allemagne, Italie).

Certains avantages sont accordés aux ouvriers : en cas de licenciement, six mois de salaire sont payés intégralement ; la prime de fin d'année est relativement importante et les salaires plus élevés qu'à l'Alsthom.

En contrepartie, le travail reste au rendement et la sécurité de l'emploi n'est pas le fort de cette usine. En effet :

— 1962 : 280 licenciements,

— 1964 : 150 licenciements quand la General Electric reprend l'usine à son compte.

Depuis, les licenciements continuent, touchant quelques travailleurs isolés.

En 1970, le trust Honeywell contrôle l'usine. Il semble plus prudent. Il établit un contrôle très strict à l'embauche et, plutôt que de payer six mois de préavis à des travailleurs qu'il licencierait, il préfère embaucher des intérimaires. Il y en a actuellement une centaine, qui constituent une main-d'œuvre mobile et dont on peut se débarrasser sans aucun frais.

Cela n'empêche pas que des bruits courent sur une « épuration » qui devrait se faire aux Etudes. La direction fait planer le doute mais ne donne aucune précision. Elle joue sur la peur. Voilà ce qu'elle écrit dans Honeywell-Bull Flash : « ...Ceci montre clairement le non-sens d'un recours à la grève dans un contexte économique où, précisément, cette forme d'action serait la plus préjudiciable aux intérêts du personnel et la plus périlleuse pour la sécurité de son emploi ». **La direction essaie d'intimider. D'ailleurs, les travailleurs ont faiblement participé à la grève du 6 décembre.**

« Compte tenu de l'inflation, crise de l'énergie, ralentissement économique et menace de récession », **la direction vient de prendre les mesures suivantes :**

— amélioration de la productivité,

— contrôle très strict des embauches,

— réduction des frais de fonctionnement,

— SUPPRESSION DE TOUTES LES AUGMENTATIONS INDIVIDUELLES ET CATEGORIELLES pendant le premier trimestre 1974 et aucun engagement pour le reste de l'année.

Alors, que font les syndicats ? Ils ne font qu'informer. Les actions qu'ils organisent ne peuvent guère aboutir. « Pas plus de sept minutes de débrayage par jour et par atelier » conseillait le responsable CGT lors des grèves tournantes d'avril-mai 1973. Et rien n'a été proposé contre les récentes mesures de la direction qui ne sont ni plus ni moins que le blocage des salaires !

Correspondant L.O.

Cedis (BESANÇON)

INSÉCURITÉ ET SUREXPLOITATION

LA Cedis de Besançon est une entreprise qui s'occupe de la redistribution des produits alimentaires dans les petites et grandes surfaces de la région. Il y a trois secteurs pour Besançon (qui vont bientôt se regrouper).

Aux entrepôts de Planoise, qui emploient pour l'instant environ deux cent vingt ouvriers (manutentionnaires et employées de bureau), Mathey, le patron, dirigeant du CNPF local, fait régner des conditions de travail dignes du siècle dernier.

Le travail consiste à trier les différents produits, à les emballer sur les chaînes et à les charger sur des camions qui livrent les magasins.

Les cadences sont vraiment infernales. Par exemple, à l'Emballage, où travaillent des femmes, celles-ci doivent d'abord compter le nombre de colis et de caisses, les ranger, noter les numéros des magasins, réemballer les caisses, puis les recharger sur des chariots ; il faut savoir qu'une ouvrière manipule des caisses d'un poids moyen de 15 à 20 kg, qu'elle charge environ six caisses par chariot et qu'elle prépare plus d'une centaine de chariots par jour. On comprend que les ouvrières n'aient même pas le temps de s'absenter une minute de leur travail pour aller aux WC.

Les conditions de sécurité sont vraiment déplorables. Par exemple, dernièrement, une porte pliante, lourde de plusieurs centaines de kilos, s'est écroulée : un travailleur a juste eu le temps de s'écarter. Les chefs n'ont pas hésité à demander aux ouvriers de continuer de travailler près de portes semblables, avant que les vérifications nécessaires ne soient faites.

Certains chefs, d'ailleurs, ont vraiment une attitude de gardes-chiourme et font preuve d'une grossièreté générale envers tous les travailleurs.

Nos camarades de l'équipe de nuit, quant à eux, ne bénéficient que de trois-quarts d'heure pour manger ; ils doivent pendant ce temps sortir de l'usine, aller jusqu'à la cantine (quinze minutes de trajet), manger, puis retourner pour pointer.

Et tout ce travail pour un salaire moyen de 6,09 F de l'heure. Si l'on ajoute à cela le fait que les chefs n'hésitent pas à nous faire sortir certains jours une ou deux heures plus tard que la normale pour « terminer le boulot », à nous supprimer des demi-journées de repos et à nous faire travailler en heures supplémentaires obligatoires le samedi, on aura une idée assez juste de l'exploitation éhontée qui règne à la Cedis.

Correspondant L.O.

Normacem (Lyon)

LA LUTTE CONTINUE

DEPUIS la suspension de la grève avec occupation à cause du jour férié du Nouvel An, cette forme de lutte n'a plus été reprise. Les débrayages se poursuivent à raison d'une heure le matin et une heure l'après-midi. Ils sont suivis à environ 90 % dans les ateliers et se traduisent par une diminution de la production qui dépasse 50 % pour certains ateliers.

A chaque débrayage, nous nous retrouvons dans la cour et de là nous partons en groupe défiler dans les ateliers où la maîtrise et quelques fayots s'entendent dire leurs quatre vérités.

La direction essaie de nous provoquer : toutes les fois que nous défilons, nous trouvons deux ou trois messieurs de la direction, flanqués d'un huissier, en travers de notre chemin. Attendaient-ils d'être bousculés ou même frappés afin d'exploiter l'incident ?

Leurs espoirs furent déçus : l'huissier n'ayant rien pu constater, ce lundi 7 nous avons défilé sans voir un seul de ces individus. Le moral est donc bon parmi nous, bien qu'à l'assemblée générale du vendredi 5 il se soit trouvé quelques personnes pour proposer de ne plus faire qu'une heure de débrayage. Mais quand vint le vote, il n'y eut que cinq ou six voix (dont plusieurs militants CGT) pour la proposition de ne faire qu'une heure.

Correspondant L.O.

Creusot-Loire (Saint-Chamond)

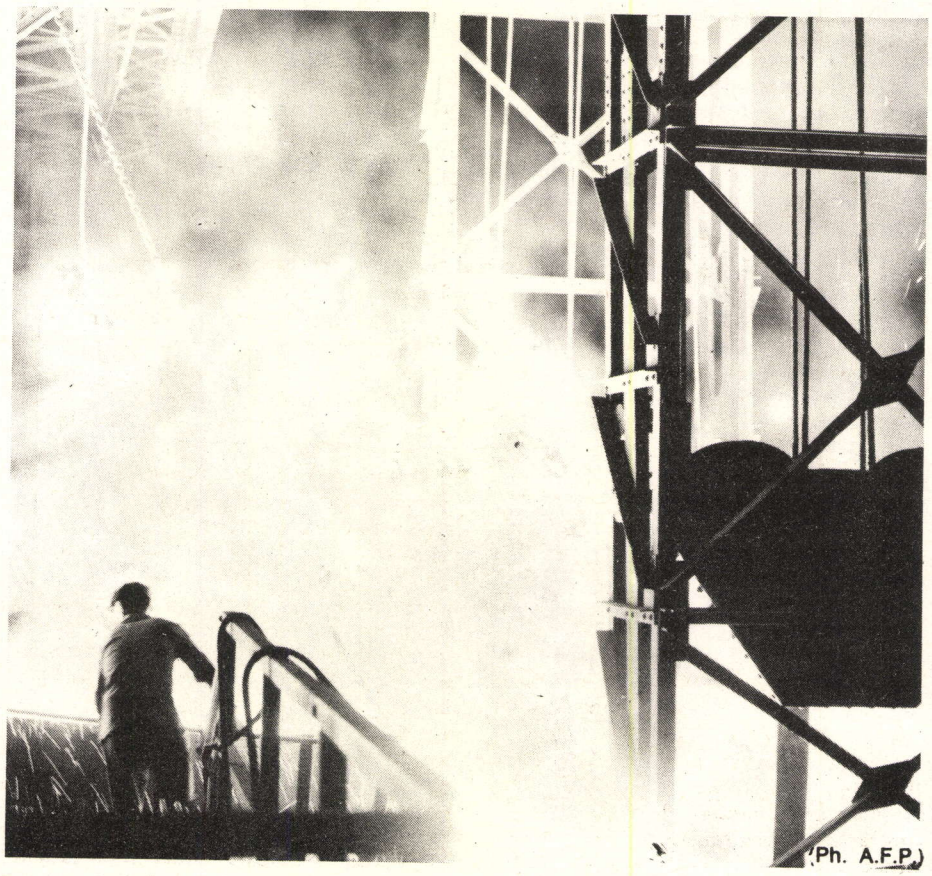
200 F par mois pour tous

A Creusot-Loire Saint-Chamond, en ce début d'année, la période des négociations de salaire approche. Déjà depuis deux mois, au niveau des chantiers, des cahiers de revendications ont été déposés, presque d'ailleurs toujours rejetés en leur totalité par les chefs de service soi-disant non compétents pour régler ces problèmes.

Cette année, ce qu'il y a de nouveau, c'est la revendication de « 200 F pour tous et par mois » mise en avant dans trois ou quatre chantiers. En effet, de plus en plus, dans des discussions entre eux ou dans les réunions de chantiers, les travailleurs mettent en avant l'augmentation uniforme des salaires.

Il n'était que normal que celle-ci se retrouve comme principale revendication pour toute l'usine. Et c'est ce qui fut adopté dernièrement par les syndicats CGT et CFDT, qui reconnaissent ainsi que c'est bien une augmentation de 200 F pour tous et par mois qui nous est nécessaire actuellement.

Correspondant L.O.



(Ph. A.F.P.)

ALAIN JAUBERT

D... COMME DROGUE

OU commence et où s'arrête le monde du crime organisé en France ? Comment distinguer un flic « régulier » d'un barbouze ? Un barbouze d'un honorable correspondant des très officiels services secrets de l'Etat français ? Un proxénète d'un dirigeant local du SAC ? Les membres du service d'ordre gaulliste des truands à la petite semaine ? Un trafiquant de drogue d'un chargé de mission très spécial qui doit vendre des armes, à tout prix et hors de prix, aux pays sous-développés ?

Bien entendu, Alain Jaubert ne nous livre aucune recette miraculeuse permettant d'établir la moindre différenciation entre les uns et les autres. Et pour cause ! Au fil des pages, le lecteur se perd dans un tourbillon où s'entremêlent d'honorables conseillers généraux, des parlementaires, des actionnaires avertis gérant leurs capitaux en bons pères de famille, des investisseurs prudents, des maquereaux arrogants, des assassins tranquilles, sûrs de leur impunité, des policiers complices et des magistrats complaisants. Et, au sommet de cette pyramide de la haute délinquance, les industriels du crime, les chefs du monopole, ceux qui disposent d'immenses capitaux et de complicités au plus haut niveau : ceux qui tiennent entre leurs mains le trafic de la drogue, avec ses millions d'investissement nécessaires... et ses milliards de bénéfices à la clé !

Ces quelques hommes, Alain Jaubert ne nous en livre pas explicitement le nom. Faute de preuves... ou par prudence élémentaire ! Mais en remontant patiemment les filières, en décortiquant des affaires criminelles sans lien apparent les unes avec les autres, il aboutit rapidement aux mêmes noms, aux membres d'une même famille, le mot famille étant entendu dans le sens que la Maffia a donné à ce nom. Il en arrive très vite aux rois de la pègre marseillaise, les Venturi ou les Guerini, protecteurs de la Gestapo ou de la Résistance, le plus souvent des deux ensemble d'ailleurs, organisateurs des services d'ordre du PS ou de l'UDR, grands maîtres du racket, de la prostitution, de tous les trafics louches et lucratifs, dirigeants occultes de la police marseillaise dont ils nommaient les chefs !

Il en arrive à certains hauts dignitaires du régime, il plonge dans le monde interlope où se retrouvent, à chaque croisement, les mêmes figures de la Maffia française.

L'auteur ne s'intéresse pas seulement aux hommes. Il suit aussi les chemins détournés que prennent les capitaux provenant du crime pour être « blanchis » avant d'intégrer, le plus normalement du monde, des « affaires saines ». Passage de l'argent en Suisse dans un compte dont le propriétaire est anonyme, certificats fictifs de gain délivrés par des directeurs de casino et autres cercles de jeu... Puis ces capitaux se placent, le plus naturellement du monde, dans des affaires immobilières, dans des investissements touristiques et parfois même industriels. C'est ainsi, par exemple, que l'entreprise des Chantiers navals de La Seyne, en difficulté financière, aurait été renflouée par des actionnaires tirant leurs capitaux du crime organisé. Aboutissement finalement logique ; et symbole d'un monde où l'exploitation engendre le crime et se confond avec lui, où la soif de l'argent sollicite d'innombrables vocations à la délinquance, où les bandes armées qui composent l'Etat protègent, par tous les moyens, les puissances d'argent. Sans se soucier de son odeur.

François DELAIN.

D... comme drogue, d'Alain Jaubert. Editions Alain Moreau. Prix : 38 F.

Drogue, proxénétisme, crime... : des « affaires » rentables dans lesquelles baignent le milieu et nombre de politiciens bourgeois. (En médaillon, un des ex-rois de la Maffia américaine.) (Ph. UPI)

Une nouvelle revue juridique :

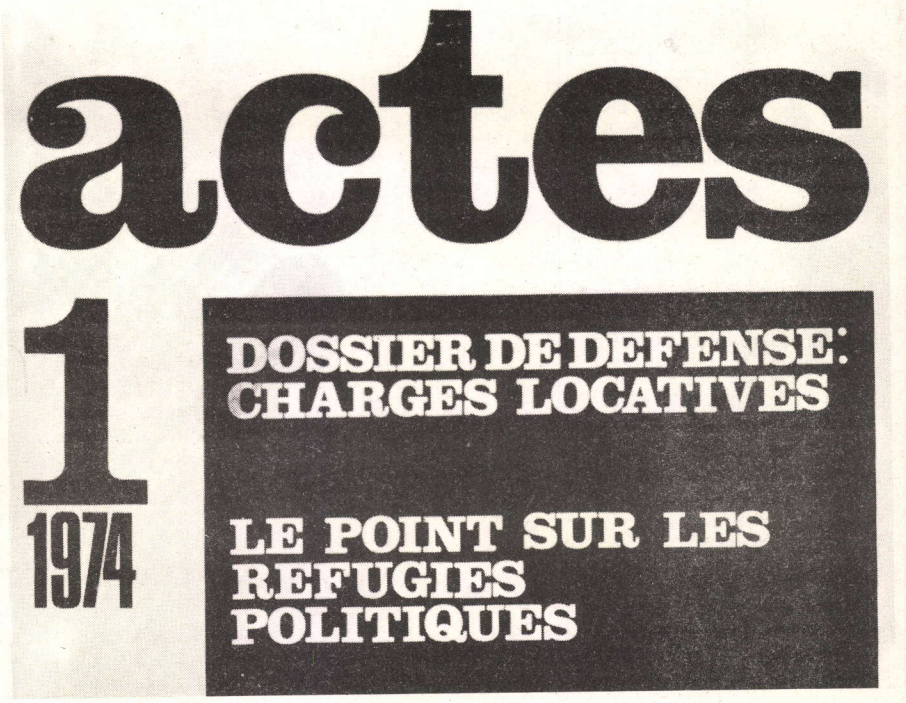
ACTES

LES juristes, des écrivains engagés ont décidé de publier une revue bimestrielle traitant de problèmes juridiques. Nous extrayons le passage suivant de l'éditorial du premier numéro :

« **Actes,** pour sa part, a choisi de remettre en cause l'institution judiciaire : un organe d'information, d'analyse et de lutte est une nécessité pour aider à rompre l'hermétisme du langage archaïque, le labyrinthe de la procédure formaliste, le mandarinat de ceux qui enseignent et le conservatisme de ceux qui pratiquent le Droit comme une vérité établie.

Outre cette fonction de critique de l'idéologie juridique dominante, **Actes** favorisera les échanges d'information et la confrontation des pratiques, **Actes** doit promouvoir une nouvelle défense non individualiste, de tous les jours et pas seulement dans les prétoires où le débat contradictoire existe encore. »

Bien que la rédaction de la revue semble entretenir des illusions sur les possibilités de réformes de la machine judiciaire, l'effort entrepris pour présenter à un public de gauche les problèmes juridiques sous une forme simple, pour dégager dans les lois et la jurisprudence les éléments favorables aux syndicalistes, aux immigrés, aux opprimés, est une tâche digne d'intérêt.



Au sommaire du premier numéro :

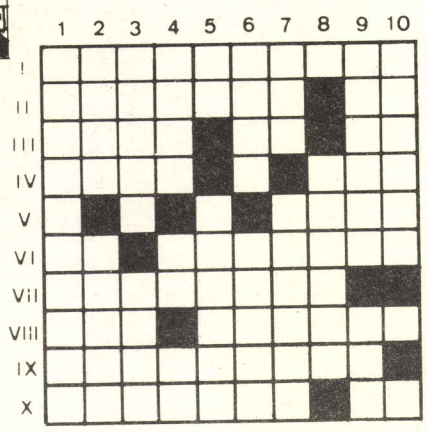
— Dossier de défense : charges locatives.

— Le point sur les réfugiés politiques.

— Le pouvoir disciplinaire du chef d'entreprise.

— Aspects médicaux de la torture, etc.

Renseignements, abonnements : Actes, **1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.**



HORIZONTALEMENT. — I. Un moyen de ne rien changer. — II. Humaines - Pivot inachevé. — III. De même - Voyelles - Mesure de distance. — IV. Crédule - Tempo balancé. — V. Art soi-disant noble. — VI. Préposition de qualité - Concerts matinaux. — VII. Une égratignure peut l'amener. — VIII. Voie urbaine - Informas. — IX. S'iso'ent pour, paraît-il, choisir. X. S'opposa - Divinité.

VERTICALEMENT. — 1. Désavouer un licenciement. — 2. Foyer sens dessus-dessous - Arbre souvent triste. — 3. Impassible - Apparues. — 4. Souvent suivi d'un bœuf - Phonétiquement : vieux - Devant devant. — 5. Cours d'eau - Muretins. — 6. Concurrent de la LICA - Simple. — 7. Préfixe d'égalité - Paya. — 8. Individu louche. — 9. Pétrit - Sigle d'une Internationale. — 10. Réclames.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8
I	M	O	N	T	A	G	N	E
II	O	R	E	I	L	L	E	S
III	B	A	S	T	I	O	N	S
IV	I	N	S	U	■	S	U	A
V	L	A	■	B	■	E	P	I
VI	I	I	■	I	E	■	H	E
VII	E	S	T	O	M	P	A	S
VIII	R	E	■	N	O	I	R	■
IX	E	S	■	S	I	■	S	A

SOUVENIRS D'UN PERRUQUIER

Giovanni Germanetto

VINGT CINQ ANNEES DE LUTTE D'UN REVOLUTIONNAIRE ITALIEN

RÉSUMÉ

Les Souvenirs d'un perruquier, édités pour la première fois en 1930, relatent la vie de l'auteur, militant socialiste du début du siècle, qui contribua à la naissance du Parti Communiste d'Italie.

Infirme d'une jambe, Germanetto doit se résigner à la carrière de barbier. Mais c'est dans cette boutique de coiffeur qu'il assiste à de vives discussions politiques et se range d'emblée du côté socialiste. Il devient propagandiste des jeunesses socialistes dans les villages de la région.

Après quelques déboires avec la police, Germanetto trouve du travail à Turin. Les coiffeurs sont très peu organisés et notre militant socialiste entreprend de se faire respecter par la clientèle. Il réussit finalement à monter une union professionnelle des coiffeurs qui organise la grève. Elle est en partie victorieuse. N'ayant plus de travail à Turin, Germanetto trouve une place chez un coiffeur clérical de Fossano. Très vite la boutique se transforme en un véritable club politique. Germanetto et quelques ouvriers qui l'ont rejoint fondent une section socialiste qui décide d'organiser des meetings dans les villages voisins.

Peu à peu ils parviennent à organiser un syndicat du bâtiment, des métaux, du textile, des cordonniers, des ouvriers du livre et ils créent une Chambre du Travail. Dans les prisons, une grève « des bras croisés » permet aux prisonniers d'arracher des salaires identiques à ceux des travailleurs libres.

La Première Guerre mondiale éclate bientôt.

Tandis que Germanetto milite dans les rangs du PSI, les mouvements ouvriers se développent. C'est ainsi qu'il assiste au soulèvement de Turin.

Puis il participe au Congrès du Parti Socialiste à Florence, où il se rend compte des faiblesses de ce parti.

C'est alors qu'éclate la révolution russe qui, d'emblée, attire la sympathie des travailleurs. Quelque temps plus tard, l'armistice est enfin signé. Mais si les affres de la guerre s'éloignent, le combat pour la libération sociale, lui, restait encore à mener.

(18)

C'était au moment que les ouvriers, furieux, donnaient l'assaut aux magasins. D'Avanzo, en homme prudent, voulait se réserver une poire pour la soif.

— Certainement, répondis-je, il nous faudra une police, mais plus intelligente que celle de Nitti.

— Croyez-vous qu'il ne soit pas possible de trouver des policiers intelligents en Italie ? Que l'on soit si attaché que cela à Nitti ou à Giolitti ? On travaille pour gagner sa croûte, et voilà tout.

Combien de déclarations de ce genre n'ai-je pas entendues en ces jours troublés, gros de possibilités... qui malheureusement ne furent pas réalisées !

Un jour je vis apparaître dans ma boutique le maréchal des carabiniers de notre ville.

— On ne peut vraiment plus vivre ainsi ! dit-il d'une voix éteinte. De qui dois-je recevoir des instructions ? La préfecture ne donne aucun ordre ; je ne sais que faire... Et combien d'infractions à la loi il se commet ! Chacun fait ce qu'il veut... Plutôt la révolution, et vivement ! Cela ne peut pas continuer ainsi.

Et il s'en alla.

Les élections à la Chambre du travail approchaient. La province de Coni y avait douze représentants, tous des démocrates, ou plutôt des giolittiens. Il allait falloir livrer une rude bataille. La population, rurale par excellence, était cléricale. Je visitai les coins les plus reculés et je pus constater que, malgré tout, la province s'ébranlait, sortait de sa torpeur.

Il m'arrivait parfois dans mes tournées des aventures amusantes. Un jour je devais prendre la parole dans un petit village. Je parlais ordinairement sur la place publique, mais ce jour-là, il tombait une pluie mêlée de neige et une bise aigre soufflait. Les paysans rassemblés se morfondaient devant le cabaret et les portes des maisons voisines.

— Que faire ? disaient-ils. On ne peut pas tenir la réunion sur la place par un temps pareil.

— Pourquoi ne pas nous réunir dans l'église de la Confrérie ? proposa un vieux. Les **popolari** y ont déjà tenu leur assemblée.

Le conseil sembla bon. L'église en question n'était en réalité qu'une chapelle qui ne s'ouvrait qu'aux jours de fête. Les représentants de la section socialiste locale et moi, nous nous rendîmes chez le maire.

— Qu'y a-t-il pour votre service ? demanda aimablement ce dernier.

— Nous avons, comme vous le savez, convoqué une assemblée, mais il est impossible de parler sur la place. Ne pourriez-vous pas nous donner une salle ?

— Nous n'en avons pas de libre ; l'école aussi est occupée.

— Alors donnez-nous l'église de la Confrérie.

— Que diable me dites-vous là ? Vous, socialistes, parler dans une église !

— Vous l'avez bien déjà permis à un parti politique, celui des **popolari,** répliqua le secrétaire.

— C'est différent : les **popolari** sont un parti catholique. Non, je ne peux pas vous donner les clés de l'église.

Nous essayâmes, mais sans résultat, de le faire revenir sur sa décision. Pendant que nous discutions, les paysans peu à peu s'étaient dispersés. Nous ne restions plus que trois ou quatre à continuer les pourparlers, lorsque le secrétaire de la section socialiste locale dit :

— Allons-nous en, camarades, il n'y a rien à faire.

Un peu étonné de son manque de ténacité, je sortis néanmoins avec lui. Dans l'escalier il me chuchota :

— Dépêchons-nous, l'église est déjà pleine de monde : on t'attend.

Et il éclata de rire.

Pendant que nous discutions, un des assistants était allé trouver le gardien et lui avait demandé les clés au nom du maire. Le gardien, sans soupçon, les lui avait remises. On avait ouvert l'église, qui, en quelques minutes, s'était remplie de monde.

Je commençai à parler. Quand le maire apprit ce qui s'était passé, il entra en fureur et manda les carabiniers de la localité voisine. Ils vinrent au nombre de cinq. Quand le maréchal, à la tête de son détachement, entra dans l'église et qu'il me vit dans la chaire du curé, il leva les bras au ciel de désespoir... et ce fut tout. En effet, que pouvaient faire, en 1919, un maréchal et quatre carabiniers contre quelques centaines de paysans !

L'événement fit scandale. L'église fut fermée pendant six mois par ordre des autorités ecclésiastiques, après quoi l'évêque en personne vint consacrer de nouveau le sanctuaire « profané ». Le gardien reçut un savon, et je dus payer une amende pour avoir prononcé mon discours dans un endroit autre que celui qui était mentionné dans l'avis.

Une autre fois j'eus à parler dans un village de la plaine en direction de Turin. Il y avait là beaucoup de sympathisants au parti, anciens combattants pour la plupart. A l'entrée du village nous fûmes accueillis par l'orchestre, et quel orchestre ! Un trombone, deux mandolines et un tambour. Ces braves gens n'avaient rien trouvé de mieux pour manifester leur joie de nous recevoir. Je me ressouvins alors des bidons à pétrole...

Un défilé solennel, un meeting, l'ouverture d'une coopérative, la première séance de la section socialiste nouvellement constituée, puis un grand banquet... La partie officielle de la fête terminée, un vieux paysan, le père du secrétaire frais émoulu de la section, nous invita chez lui. Il nous fit visiter sa maison, son jardin, son potager et nous mena dans son étable. Cette étable, contrairement à celles des autres paysans, était d'une propreté exemplaire, et j'en fis compliment au vieillard, qui rougit de plaisir.

— Voilà la Rousse, dit-il, en posant la main sur la croupe d'une vache ; ça, c'est Blanchet et ça, Martin — et il montra deux bœufs au poil lustré. De bons travailleurs !

Puis il me présenta le veau et, enfin, s'arrêta devant un magnifique taureau.

— Et celui-là — le vieillard hésita — c'est un taureau...

— Comment s'appelle-t-il ? demandai-je.

Le vieux, embarrassé, voulut parler d'autre chose.

— Mais dis-le donc ! fit son fils en riant.

— Vous ne vous froisserez pas, n'est-ce pas ?

— Pourquoi voulez-vous que je me froisse ? fis-je, étonné.

— C'est ma plus belle bête... Alors je lui ai donné votre nom, avoua le vieillard, rouge comme une écrevisse.

Nous passâmes la soirée parmi les paysans, qui ne cessèrent de nous demander des nouvelles de la Russie, de la révolution russe, de Lénine.

J'eus l' « honneur » de m'occuper particulièrement de la propagande dans le fief de l'homme de la Banque de Rome et de la guerre de Tripolitaine, de l'homme qui distribuait à profusion les décorations aux carabiniers-assassins, de l'homme qui fournit aux fascistes leurs premières armes et qui, avec les réformistes, réprima le mouvement des ouvriers qui s'étaient emparés des usines.

La province de Coni, en effet, depuis plus de trente ans, était en quelque sorte la propriété de Giolitti. A Dronero, sa ville natale, Giolitti faisait la

FEUILLETON

pluie et le beau temps : on ne jurait que par lui.

Dronero, situé dans la montagne, est la ville des **cavalieri** et des **commandeurs,** créés par le tout-puissant ministre. Là, donnez du **cavaliere** au premier berger ou charretier venu, vous êtes à peu près sûr de ne pas vous tromper. On raconte qu'un jour un fonctionnaire chargé de famille ayant sollicité de Giolitti un subside extraordinaire, ce dernier, habitué à de tout autres demandes, écrivit comme de coutume sur la requête : « Est nommé **cavaliere** de la Couronne d'Italie ».

Les moyens de communication : chemins de fer, tramways, services automobiles, ponts, dans le fief de Giolitti sont excellents.

La campagne électorale dans cette région n'était pas facile à mener. Nous avions à lutter non seulement contre le président du conseil (1), mais encore contre trois de ses ministres, dont deux étaient à sa dévotion.

Dans le premier village où je me présentai avec un camarade l'accueil fut des plus hostile : ce fut l'habituel concert de bidons à pétrole, mais maniés cette fois par de forts gaillards armés de solides gourdins. Il nous fut impossible de parler.

— Mauvais début, fis-je à mon compagnon.

Dans le village suivant, nous pûmes parler, mais l'auditoire nous étonna : pas de coups de sifflet, pas d'observations, pas d'applaudissements. Un silence de mort. Durant mon discours, dans lequel je traitai du programme du parti socialiste, je ne fus pas interrompu une seule fois. Quand j'eus fini, pas un bruit ne se fit entendre. Je descendis de ma table un peu dérouté. Un vieillard vigoureux, au masque énergique, vint alors à moi et, me serrant la main, déclara :

— Je parle au nom des pères de famille qui sont ici. Nous, montagnards, nous parlons peu, mais nous tenons notre parole. Nous voterons tous pour les socialistes. Nous avons déjà décidé cela entre nous. Mais si vous, socialistes, vous vous conduisez comme les autres, nous vous jeterons là-bas — et il indiqua du doigt la rivière. Hier, Son Excellence le ministre Soleri a dû passer à travers champs, au lieu d'aller par sa route habituelle en automobile. Nous avons perdu les meilleurs de nos hommes à la guerre. Voyez ce qu'il en est resté — et il me montra une plaque commémorative avec les noms des morts. Nous en avons assez !

On nous invita au club, qui devint plus tard le local de la section socialiste.

Le vieux tint parole : tout le village vota pour nous.

Durant ces tournées électorales de combien de choses n'eus-je pas à m'occuper en dehors de mes discours de propagande ! Un jour, à Acceglio, je dus inaugurer une plaque commémorative en l'honneur des victimes de la guerre. Dans chaque ville, dans chaque village on élevait alors des monuments à la gloire de l'armée italienne. Acceglio avait déjà, dans une des principales rues, sa plaque commémorative, mais c'était la plaque des « messieurs », comme disait un ancien combattant.

— Celle-là, m'expliqua-t-il, a été faite par les riches et les embusqués, et elle a été inaugurée par le préfet et le curé, assistés des notables. Et qu'est-ce qu'il n'y a pas là-dessus : la patrie, le roi et autres saloperies ! A l'inauguration de la nôtre, seul, le peuple viendra. Nous voulions faire notre inauguration en même temps que celle des messieurs, mais, pour ne pas amener d'histoire, nous l'avons retardée. Ils auraient encore insulté nos morts.

Sans une seule phrase patriotique, la plaque était simple, massive, forte comme les montagnes environnantes et comme ceux dont elle portait les noms gravés. Nous l' « inaugurâmes » au chant de l'**Internationale.** Il n'y eut à la fête que des gens du peuple, pas un curé, pas un « monsieur ».

D'Acceglio je me rendis, à dos d'âne, au dernier village de montagne que comportait mon itinéraire. Là, sous la neige, m'attendaient une centaine d'anciens combattants. Quelle vue superbe on avait de ces hauteurs, et quelles formidables carrures chez ces chasseurs alpins ! A mon grand étonnement, je trouvai, là aussi, nos journaux. Je fus accueilli comme un vieil ami.

— Je connais ton nom, me dit un des anciens combattants : je l'ai vu au bas d'articles des **Lotte nuove.** Il est vrai qu'il n'y avait pas grand-chose à lire (il faisait allusion à la censure), mais nous comprenions quand même de quoi il s'agissait... Quelle vie de chien !

Et il soupira.

— Est-ce qu'il y aura des orateurs des autres partis ? demandai-je.

— Non, je suis à peu près sûr qu'il n'y en aura pas. Les giolittiens eux-mêmes ne se risqueront pas ici.

Que de questions ne me posa-t-on pas après mon discours ! Et combien naïves parfois étaient ces questions ! Dans ces montagnes, notre lutte n'avait qu'un écho assourdi, mais on la suivait autant que faire se pouvait. Pourtant on me questionna surtout sur la révolution russe. Je parlai jusqu'à une heure avancée de la nuit. On me donna un gîte dans une maison creusé dans le roc, chez un cordonnier, anticlérical farouche, qui avait décoré les murs de sa demeure de caricatures antireligieuses découpées de l'**Asino.** Il me raconta que, quand la servante du curé lui apportait ses chaussures ou celles de son maître à réparer, elle se signait et se tournait face à la porte pour ne pas voir la « galerie de tableaux ».

— Au fond, me disait-il, notre curé n'est pas méchant ; c'est un pauvre diable comme nous, mais il est bête... Je ne sais pas ce qui nous attache à ces rochers. J'ai été en Amérique et, vous le croirez si vous voulez, je ne pensais qu'à ces pics, à ces neiges, à ces torrents... Je n'ai aucun respect pour la patrie. Par exemple, je n'ai pas songé à revenir quand la guerre a été déclarée, mais ces sacrées pierres m'attirent, m'ensorcellent...

Le lendemain, j'enfourchai mon âne et je me dirigeai vers la vallée. En chemin, à chaque occasion favorable, aux marchés, sur les places, s'il y avait un orateur, je m'arrêtais, je descendais de ma monture et j'intervenais. J'eus plusieurs fois à prendre la parole contre des curés ; les autres orateurs étaient des giolittiens, tous des **cavalieri** naturellement.

Arrivé dans la plaine, je trouvai un télégramme de la fédération m'avisant qu'on m'attendait dans un village voisin. Une carriole délabrée, à laquelle était attelée une mule qui s'arrêtait tous les cent mètres pour lancer des ruades, fut mise à ma disposition. A l'entrée du village, je fus reçu par un cortège de montagnards en habits de fête avec des drapeaux. Nous échangeâmes de cordiales poignées de main ; les chapeaux volèrent en l'air et l'on poussa de grands cris en mon honneur.

Les drapeaux attirèrent mon attention. Tous ils étaient plus ou moins rouges, mais quelles étranges inscriptions ils portaient : « Confrérie de sainte Anne », « Premier prix de course », « Deuxième prix de natation », etc. ! J'y perdais mon latin : où étais-je donc ?

— Ne faites pas attention aux inscriptions, me dit un paysan, regardez seulement la couleur. Nous avons pris ce que nous avons trouvé : pour une telle fête on ne pouvait pas se passer de drapeaux rouges.

L'orchestre attaqua l'**Hymne des travailleurs,** que les assistants reprirent en chœur : ni le maréchal des carabiniers de ma ville, ni Turati lui-même, hélas ! ne l'auraient reconnu. Le meeting eut lieu sur la grande place. Le maire, qui aimait à jouer au libéral, nous avait offert comme tribune le balcon de l'hôtel de ville.

Les discours furent suivis de l'inévitable banquet. Deux carabiniers envoyés pour maintenir l'ordre prirent part également à la fête. Le soir, on les invita à boire et, heureux, le chapeau sur l'oreille, ils dansèrent avec entrain dans le club du village.

Quand, ma tournée électorale terminée, je revins à Coni, mes camarades s'étonnèrent de ne pas me voir le visage poché, tant la réaction était renommée pour sa brutalité dans cette province.

Dans cette période j'eus à parler à Dronero même, la citadelle des giolittiens. La réunion eut lieu au théâtre municipal. L'atmosphère était assez orageuse : il y eut des contradicteurs, des coups de sifflet, mais là non plus je ne reçus pas de horions. Naturellement, Giolitti n'était pas alors à Dronero : il parcourait des villes plus importantes, serrant la main à ses fidèles **cavalieri,** distribuant les sourires et les promesses, prononçant des discours, en un mot... travaillant comme un nègre malgré son âge avancé. Il sentait que ses électeurs commençaient à lui échapper.

A suivre.

---

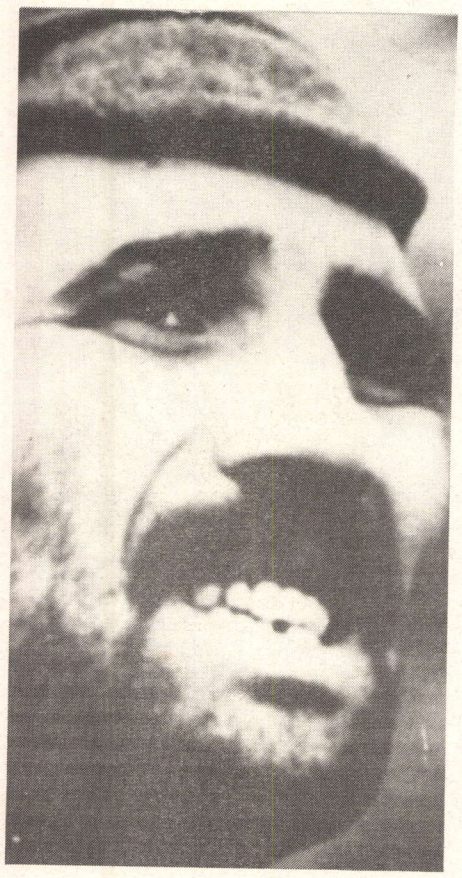
(1) Giolitti.

cinéma

LE CHARBONNIER

de Mohamed Bouamari

CE film algérien n'était, semble-t-il, pas aux yeux des autorités du pays, un article d'exportation. Les distributeurs du film en France ont fait état des difficultés qu'ils ont eues à obtenir des copies ; le sous-titrage obtenu est de mauvaise qualité et en particulier les discours de Boumedienne en arabe ne sont traduits que très partiellement dans les sous-titres. Et sans doute le film aura-t-il en France une diffusion restreinte aux salles du Quartier Latin.



Ce film est pourtant loin d'être sans intérêt, et cela bien qu'il soit visiblement tourné dans l'optique gouvernementale, et soit au fond une utilisation des moyens du cinéma au service de la dictature de Boumedienne.

Le charbonnier, c'est l'histoire d'un simple fellah algérien, qui pour survivre en est réduit aux expédients, cherchant à vendre au marché le charbon de bois qu'il fabrique en fraude dans la forêt, pendant que sa femme fabrique des poteries. La vie est dure. Ils dorment à même la terre battue, font cuire le couscous avec un feu rudimentaire. Surtout, le charbon se vend de plus en plus mal au marché car le gaz en bouteilles lui fait concurrence.

Il y aurait bien sûr une solution ; c'est que la femme du charbonnier aille travailler à l'usine. Mais son mari, traditionnaliste, s'y oppose, car « ce n'est pas la place de la femme », de même qu'il s'oppose à ce qu'elle ôte son voile. Les notables de la ville le soutiennent dans cette attitude traditionnaliste.

Mais la révolte du charbonnier s'accroît ; lui, ancien combattant de la guerre d'Algérie, en est réduit à la famine, tandis que d'anciens camarades de combat occupent de jolis bureaux et se comportent en « nouveaux seigneurs » de l'Algérie indépendante ! A la radio, il entend de nombreux discours de Boumedienne, incitant les paysans à la « révolution agraire », nouveau slogan à la mode du régime. Alors, le charbonnier commence à comprendre...

Pour finir, sa femme ira travailler à l'usine, le visage dévoilé. Le charbonnier comprend qu'il doit en finir avec ses préjugés, reconnaître que sa femme est son égale. Le film se termine sur les sourires de cette famille devenue heureuse parce qu'elle a su vaincre ses préjugés et comprendre les nécessaires transformations du mode de vie, inscrites dans la « révolution agraire ».

La morale du film est donc simple : si le peuple algérien en est encore réduit à la misère, si pendant ce temps une nouvelle bourgeoisie naît et vit dans le luxe, ce sont des imperfections dont est responsable le colonialisme, et contre lesquelles lutte le gouvernement Boumedienne. C'est sans doute la propagande officielle que fait le régime, à travers ses slogans sur la « révolution agraire », lorsqu'il s'adresse aux paysans.

Mais s'il est vrai que l'héritage colonialiste doit être lourd dans un pays ravagé par une guerre coloniale qui dura huit ans et fit un million de morts, il est évident aussi que le gouvernement actuel de l'Algérie ne s'intéresse à « son » peuple que pour l'inciter à participer à la production et au développement de la richesse de la bourgeoisie nationale, et non pour améliorer ses conditions de vie.

Pourtant, malgré ce thème, le film est encore loin des films sur les « lendemains qui chantent » staliniens. Car il décrit profondément la misère de ce couple de fellahs, la dure vie qu'ils mènent, l'humiliation de la course à l'emploi, la morgue des nouveaux riches. Et c'est, finalement, une critique sociale de l'Algérie actuelle que nous livre Mohamed Bouamari, et au fond une critique... du régime, même si cela n'est pas dans ses intentions. **Le charbonnier,** de ce point de vue, est un film à voir.

André FRYS.

LA PLANÈTE SAUVAGE

dessin animé de Topor et Laloux

SUR une planète habitée par des géants bleus, les Draags, les Oms, derniers survivants de la planète Terr, font office d'animaux domestiques ou... sauvages. Comme ils se reproduisent beaucoup plus vite que les Draags, ceux-ci procèdent périodiquement à des campagnes de « désomisation » qui sèment la terreur et la mort chez les Oms. Mais l'un de ces petits animaux domestiques parvient à s'approprier la science de son maître et bientôt les Oms sont à même de tenir les Draags en échec. Plutôt que de mener une guerre exterminatrice, Oms et Draags décident de coopérer.

Voilà le thème du film, il apparaît d'autant moins original (après La planète des singes) **qu'il est traité assez superficiellement.**

Mais le charme de ce dessin animé réside surtout dans des images et des couleurs magnifiques ainsi que dans la fantaisie des auteurs.

Dominique CHABLIS.

télévision

SÉLECTION DE LA SEMAINE

Mardi 15 janvier

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

LES DOSSIERS DE L'ECRAN : Boule de suif, d'après le roman de Guy de Maupassant, avec Micheline Presle. L'attitude patriotique d'une jeune femme de mœurs légères pendant la guerre de 1870-1871. Ce film de Christian Jaque date de 1945 et avait été réalisé pour exalter le patriotisme du public. On ne sait pas si le débat portera sur les mœurs légères ou sur la patrie, le premier thème valant de toute façon le second.

Mercredi 16 janvier

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

MESSIEURS LES JURES : L'affaire Lusanger.

Cette dramatique, la première d'une série, a, paraît-il, pour objet de familiariser le public avec le fonctionnement de la justice, mais non de critiquer et ce fonctionnement et la justice elle-même. De ce fait, cette tentative ne peut aller bien loin.

Jeudi 17 janvier

PREMIERE CHAINE (20 h 35) :

LE CINEMA SUEDOIS : Mademoiselle Julie, d'Alf Sjoberg.

Drame psychologique dont le dynamisme et l'action ne semblent pas être les qualités premières. **Mademoiselle Julie** se veut une étude de mœurs au travers de la personnalité d'une jeune châtelaine qui « se donne » par dépit à son valet. Ce film a reçu le grand prix international au festival de Cannes en 1951.

TROISIEME CHAINE (20 h 40) :

MAGAZINE DE GRAND REPORTAGE « 52 ».

Le réalisateur se propose d'illustrer la réforme pénitentiaire que s'est donnée pour but le ministre de la Justice, Taittinger. Une réforme dont les détenus n'ont d'ailleurs pas vu beaucoup d'effets, témoins les nombreuses mutineries pour l'amélioration de leur sort.

Vendredi 18 janvier

TROISIEME CHAINE (21 h 35) :

Les immigrants : le problème de l'immigration aux USA. Cette émission, réalisée par le bureau de l'ORTF de New York, permettra peut-être de voir quelques passages intéressants, notamment ceux qui doivent porter sur la condition des Mexicains qui entrent clandestinement aux Etats-Unis et sur la grève des ouvriers agricoles « chicanos » de Californie qui dure depuis maintenant plusieurs années.

Dimanche 20 janvier

PREMIERE CHAINE (14 h 30) :

Tiens bon la rampe Jerry. Pour les amateurs de Jerry Lewis.

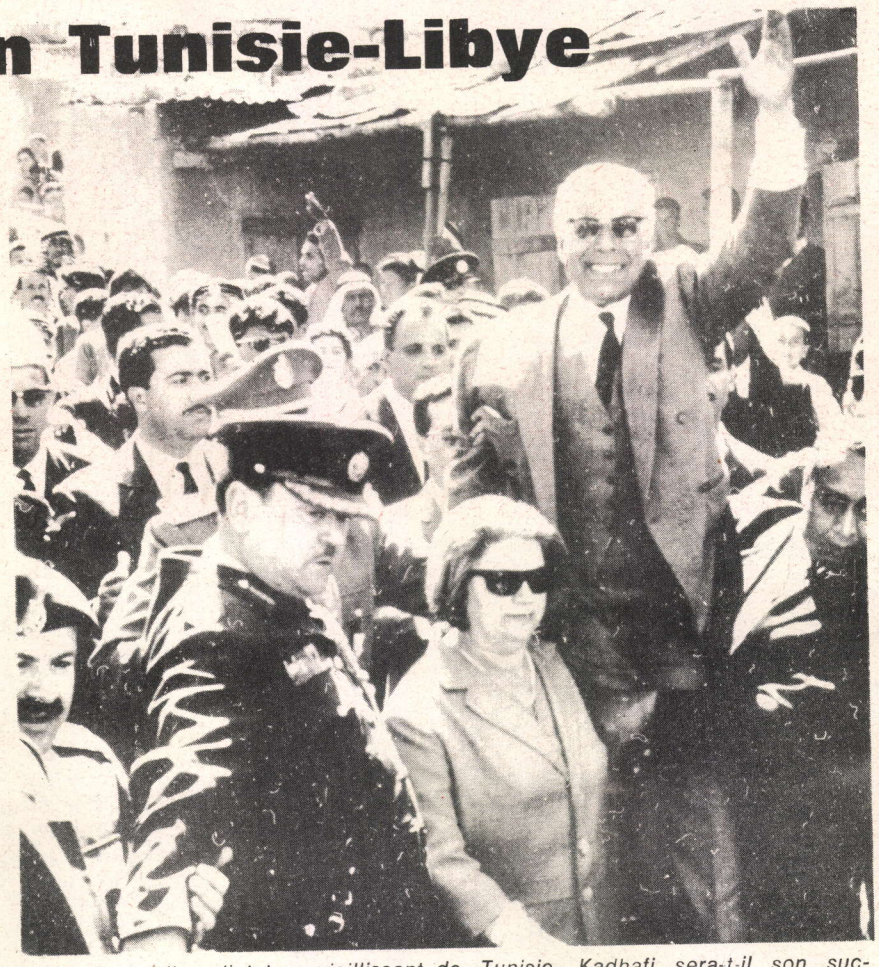
DEUXIEME CHAINE (22 h 30) :

CINE-CLUB : Les chasses du comte Zaroff (1932).

Film fantastique un peu vieillot se déroulant de plus dans une île isolée et sauvage. C'est l'histoire d'un chasseur b'asé dont l'unique passion est de chasser... l'homme.

L'annonce de la fusion Tunisie-Libye

GESTE PROPAGANDISTE OU DÉBUT D'UNE UNIFICATION RÉELLE ?



Habib Bourguiba, dictateur vieillissant de Tunisie. Kadhafi sera-t-il son successeur ? (Ph UPI)

L'ANNONCE de la fusion entre la Tunisie et la Libye, que rien ne laissait prévoir, du moins pour le grand public, a incontestablement été l'événement marquant du dernier week-end politique. Elle a, dans les capitales arabes, suscité quelque surprise (réelle ou simulée) et beaucoup de scepticisme, car ce n'est pas la première fois que deux pays arabes annoncent leur fusion à grand fracas, et jusqu'ici toutes les tentatives se sont soldées par des échecs.

Que les pays d'Afrique du Nord ou du Proche-Orient aspirent à se fondre dans des unités politiques plus larges est dans la logique des choses. Le morcellement de ces régions en une multitude d'Etats indépendants est en effet, dans une large mesure, le résultat de la politique des différents impérialismes qui se sont affrontés dans cette partie du monde et qui, là comme ailleurs, ont largement appliqué le principe du « diviser pour régner », au temps de leur domination directe, comme au moment où ils ont été contraints de reconnaître l'indépendance politique des peuples qu'ils tenaient sous leur coupe. Cet émiettement vient s'ajouter aux effets de l'exploitation économique par l'impérialisme pour rendre quasiment impossible tout développement économique notable, et il n'est donc que logique qu'un certain nombre d'Etats aient essayé d'y mettre fin.

Pour prendre l'exemple de la Libye, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, quel développement économique peut-elle espérer, malgré ses richesses pétrolières, avec ses moins de deux millions d'habitants (dont un tiers de nomades ou de semi-nomades) disséminés sur une superficie plus de trois fois supérieure à celle de la France ? Et la Libye n'est pas une exception. La Tunisie, avec ses cinq millions d'habitants, quand bien même elle disposerait de plus de capitaux qu'elle n'en possède, verrait aussi toute velléité de développement freinée par l'étroitesse de son marché intérieur.

L'échec des fusions antérieures

Mais, jusqu'à maintenant, aucune tentative de fusion entre deux Etats n'a réussi dans cette partie du monde depuis l'accession de ces pays à l'indépendance politique. Certaines se sont bornées à un simple geste propagandiste, non suivi d'effet. D'autres ont essayé d'entrer dans le domaine de la réalisation, mais ont rapidement abouti à un échec. C'est ainsi que la « République Arabe Unie », formée par l'Egypte et la Syrie en 1958, aboutit au divorce de 1961, cette rupture ne précédant que de quelques mois la dissolution des liens qui unissaient, depuis 1958 également, l'Egypte et le Yémen. C'est ainsi que la fusion entre l'Egypte et la Libye, annoncée à grands sons de trompe il n'y a pas si longtemps, est déjà à ranger au nombre de ces tentatives avortées.

Cette incapacité de mettre fin au morcellement hérité de la domination impérialiste n'est d'ailleurs pas propre au monde arabe. La fusion entre le Sénégal et l'ex-Soudan français, en 1959, aboutit de la même manière l'année suivante à un nouvel éclatement. Sans parler de la multitude d'Etats d'Asie, d'Amérique Latine ou d'Afrique, tout aussi peu viables, qui n'essayèrent même pas de s'intégrer dans des ensembles plus conséquents.

C'est que le problème de l'unification entre deux pays sous-développés voisins n'est pas un simple problème d'addition de leurs économies. C'est aussi, et c'est là que résident les difficultés, le problème de la fusion de leurs appareils d'Etat. Et dans le cadre de ces pays qui, du fait précisément de leur sous-développement économique, connaissent généralement des régimes politiques plus ou moins dictatoriaux, la fusion de deux appareils d'Etat ne peut aboutir qu'à la colonisation de l'un par l'autre, du plus faible par le plus fort. Et si les classes dirigeantes de ces pays auraient effectivement tout à gagner sur le plan économique à l'addition des ressources économiques, naturelles et humaines de chacun d'eux, et à l'agrandissement de leur marché intérieur, elles ne peuvent pas renoncer à leur propre béquille étatique. Ce que les bourgeoisies de la vieille Europe, elles aussi accrochées à leur appareil d'Etat respectif, n'arrivent pas à faire depuis près de vingt ans qu'elles essaient de réaliser un Marché Commun qui cahote à chaque pas — et une Europe Unie qui n'a jamais dépassé le stade des discours —, comment les classes dirigeantes autrement faibles des pays du tiers monde arriveraient-elles à le réaliser ?

C'est pourquoi on peut être sceptique sur l'avenir de la fusion annoncée entre la Libye et la Tunisie. Peut-être cette fusion n'ira-t-elle effectivement pas plus loin que ce simple geste propagandiste, s'inscrivant dans la ligne du pan-arabisme. Mais il ne faut pas non plus chanter prématurément le requiem de la « République Arabe Islamique », car une telle fusion n'est nullement une impossibilité formelle. D'autant plus qu'elle a visiblement été préparée avec soin, aussi paradoxal que cela paraisse. Car la décision « prise en une heure » annoncée samedi dernier appartient évidemment au domaine de la légende politique. Avant cette annonce, il y a manifestement eu des négociations secrètes. Et le problème de l'avenir de cette fusion, c'est aussi le problème de ce que dirigeants tunisiens et dirigeants libyens en attendent.

La République Arabe Islamique est-elle viable ?

Sur le plan économique, l'intérêt de la Tunisie est évident. Il s'agit pour elle de profiter du pactole que représente le pétrole libyen. Mais les dirigeants libyens y trouveraient aussi leur compte, car, quelles que soient les ressources que leur rapporte le pétrole, ils ne peuvent pas espérer en faire grand-chose dans un pays aussi peu peuplé et qui est pour l'essentiel un désert. L'addition aux deux millions de Libyens de cinq millions de Tunisiens, l'existence d'une intelligentsia tunisienne infiniment plus nombreuse que son homologue libyenne, tout cela pourrait permettre, à partir des ressources du pétrole libyen, d'essayer de déboucher avec un peu plus de chance de succès, sur un certain développement économique.

Sur le plan politique, la situation se présente peut-être dans de meilleures conditions que, par exemple, lors de la fusion manquée entre l'Egypte et la Syrie. Le déséquilibre est moins grand (la RAU comprenait plus de trente millions d'Egyptiens contre à peine six millions de Syriens), et surtout la supériorité numérique et culturelle de la Tunisie — le fait qu'elle dispose de l'appareil d'Etat le plus puissant —, est contrebalancé par le fait que c'est la Libye qui dispose des revenus pétroliers. Et la fusion des deux appareils d'Etat a d'autant plus de chance de pouvoir se réaliser que la bourgeoisie tunisienne peut fort bien estimer que Kadhafi peut constituer une bonne solution au problème de la succession d'un Bourguiba vieillissant. Dans ce cas-là, même si l'appareil d'Etat tunisien finissait par coloniser l'appareil d'Etat libyen, la présence d'un Libyen à sa tête pourrait rendre l'opération moins douloureuse et supportable pour l'ensemble des dirigeants libyens.

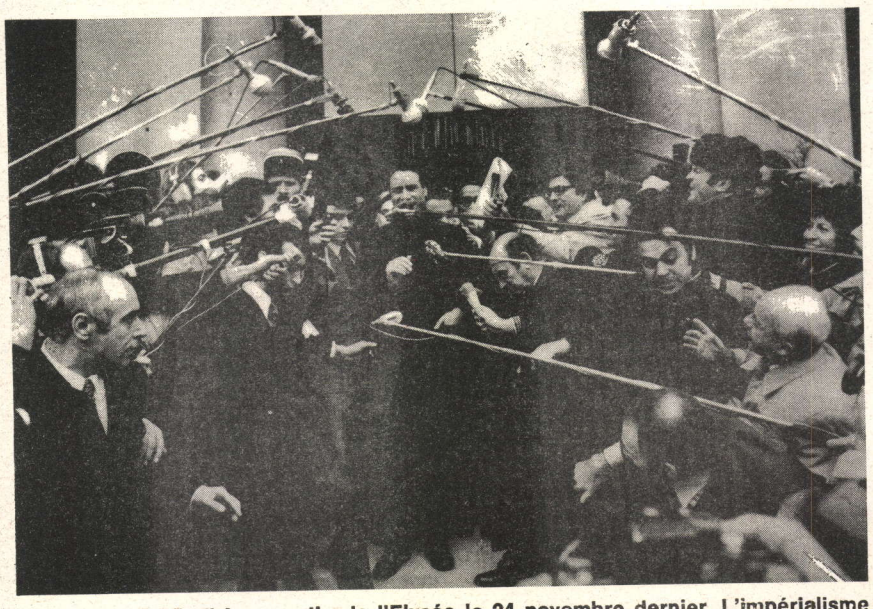
L'impérialisme français face au nouvel Etat unifié

Il faut enfin se demander quelles seraient les implications internationales de cette fusion, car on ne peut évidemment pas oublier le contexte international particulier — la crise du pétrole — dans lequel cette décision a été annoncée. Il est en particulier évident que l'impérialisme français aurait tout à gagner à une telle opération. Il a déjà de gros intérêts en Libye, des intérêts déjà anciens (puisque dans les années qui ont suivi l'écroulement militaire de l'impérialisme italien, en 1943, il a exercé son contrôle sur le Sud du pays), et des intérêts qui se sont multipliés depuis la découverte du pétrole libyen en 1958. Et il est clair que la fusion entre la Tunisie et la Libye, si le nouvel Etat entrait dans la zone franc, mettrait l'impérialisme français dans une situation bien meilleure encore, en ce qui concerne le pétrole libyen... à condition évidemment que l'impérialisme américain accepte de se trouver devant ce fait accompli.

Le récent voyage de Kadhafi à Paris permet en tout cas de considérer l'intervention de la France dans ce processus de fusion au moins comme une possibilité. Et ce ne sont pas les déclarations du ministre tunisien des Affaires étrangères, Masmoudi, dimanche soir à la télévision française, qui prouveront le contraire, Masmoudi ayant très diplomatiquement expliqué aux journalistes, qui s'étonnaient de cette fusion avec le « bouillant » Kadhafi, que celui-ci avait bien du **« charme, et que d'ailleurs le gouvernement français avait eu l'occasion de s'en apercevoir tout récemment ».**

L'avenir dira quelles étaient les chances de réussite de cette fusion. Mais il est d'ores et déjà certain que, contrairement à ce que beaucoup d'observateurs ont voulu y voir, l'annonce de la fusion Libye-Tunisie n'est pas un simple geste folklorique et que c'est peut-être au contraire la tentative la plus sérieuse faite en ce sens.

François DUBURG.



Le colonel Kadhafi à sa sortie de l'Elysée le 24 novembre dernier. L'impérialisme français a-t-il joué un rôle dans la décision d'unification de la Libye et de la Tunisie ? (Ph. AFP)